

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

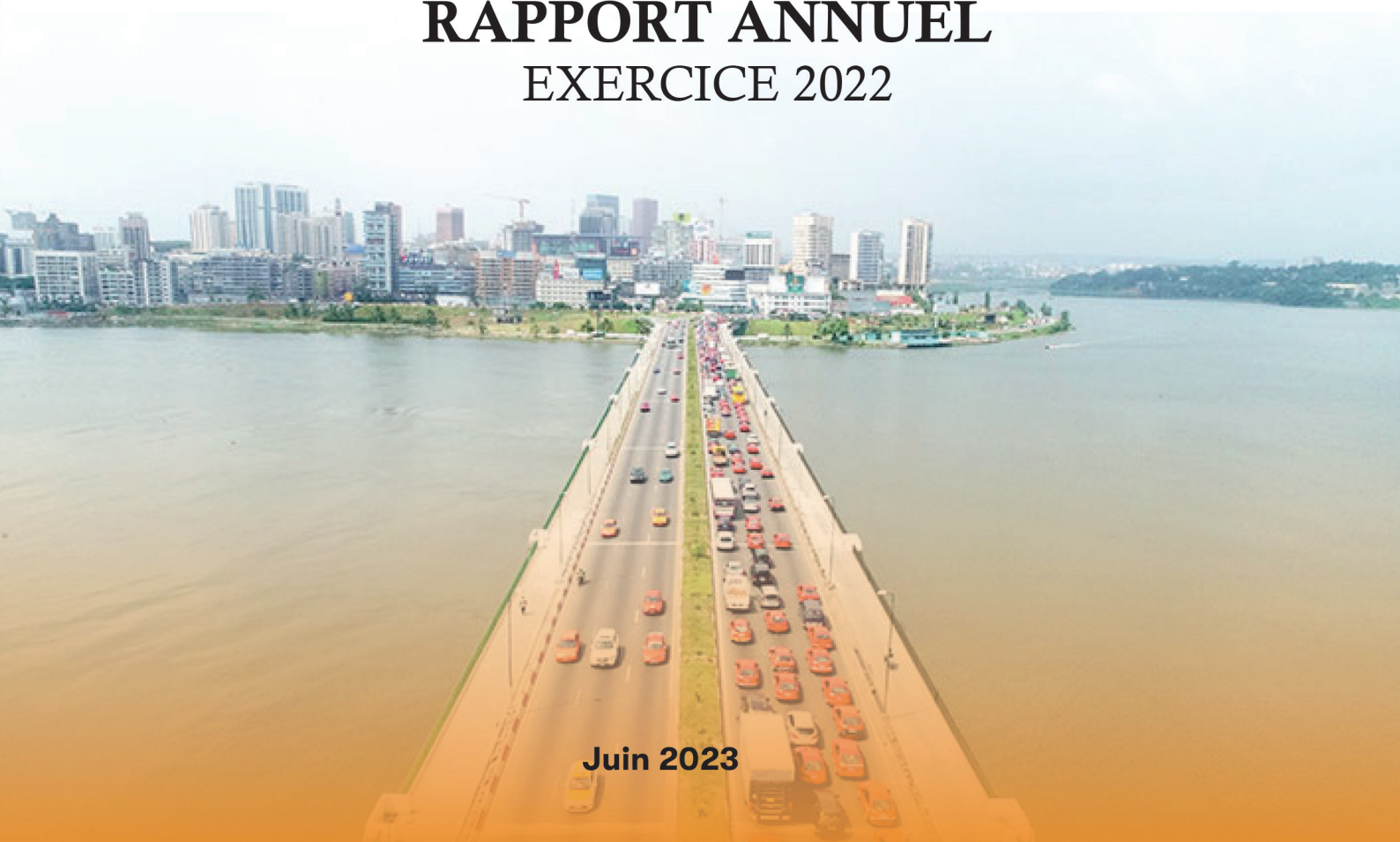


RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES



RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2022



Juin 2023

**GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE
DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES**

RAPPORT ANNUEL • EXERCICE 2022

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES



RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2022

Juin 2023



Adama COULIBALY, Ministre de l'Économie et des Finances

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le Trésor Public est un interlocuteur privilégié des autorités locales à travers son intervention dans l'exécution des opérations budgétaires des collectivités décentralisées.

Aussi, dans la dynamique de la démarche qualité dans laquelle elle est résolument engagée, notre administration se doit d'améliorer, en permanence, son offre de service public en l'adaptant aux attentes des acteurs du développement local.

Au surplus, la bonne gouvernance intégrant les notions de transparence et de redevabilité, il incombe au Trésor Public de rendre compte au citoyen de la gestion des finances locales.

Dans le cadre de ses activités opérationnelles, la Paierie Générale du Secteur Parapublic (PGSP) produit chaque année à l'attention des décideurs et des populations, un rapport sur la gestion financière et comptable des Collectivités Territoriales et des Districts Autonomes.

Au regard de la pertinence des données et analyses proposées au lecteur, j'invite chaque acteur du développement local et chaque citoyen à s'appropriier cet ouvrage qui matérialise la contribution du Trésor Public à l'optimisation des finances locales.

ASSAHORÉ Konan Jacques
*Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique*

SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

DÉFINITIONS

ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
BNI	Banque Nationale d'Investissement
CAC	Centimes Additionnels Communaux
CD	Collectivités Décentralisées
CT	Collectivités Territoriales
CUT	Compte Unique du Trésor
DCP	Direction de la Comptabilité Publique
DEMO	Direction des Études, des Méthodes et de l'Organisation
DGDDL	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FEICOM	Fonds spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunal
FI	Fonds d'Investissement
FPCL	Fonds de Prêts aux Collectivités Locales
FRO	Fonds de Réserve Ordinaire
IGT	Inspection Générale du Trésor
MBPE	Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MIS	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité
PFI	Prélèvement sur Fonds d'Investissement
PFRO	Prélèvement sur Fonds de Réserve Ordinaire
PGSP	Paierie Générale du Secteur Parapublic
PIB	Produit Intérieur Brut
RIAFCO	Réseau des Institutions Africaines de Financement des Collectivités
SyGACUT	Système de Gestion Automatisée du Compte Unique du Trésor
SYGIDAN-CTI	Système Intégré de Gestion des Données et d'Archivage Numérique des Collectivités Territoriales Ivoiriennes
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	9
SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	11
SOMMAIRE	13
RÉSUMÉ	15
INTRODUCTION	19
PREMIÈRE PARTIE : FAITS MARQUANTS	21
CHAPITRE I : AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET RÈGLEMENTAIRE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES	25
CHAPITRE II : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS	31
CHAPITRE III : ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER DANS LE CADRE DE LA GESTION DES FINANCES LOCALES	35
DEUXIÈME PARTIE : ANALYSE DES PRÉVISIONS ET DE L'EXÉCUTION DU BUDGET	41
CHAPITRE I : PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	47
CHAPITRE II : EXÉCUTION DU BUDGET	61
CHAPITRE III : ANALYSE DES RÉSULTATS	79
TROISIÈME PARTIE : PLACE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES DANS L'ÉCOSYSTÈME FINANCIER NATIONAL	87
CHAPITRE I : ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES	91
CHAPITRE II : PERFORMANCE SPÉCIFIQUE DE LA VENTE DES TIMBRES MUNICIPAUX SÉCURISÉS	95
QUATRIÈME PARTIE : POINTS D'ATTENTION ET D'AMÉLIORATION	99
CHAPITRE I : POINTS D'ATTENTION	103
CHAPITRE II : POINTS D'AMÉLIORATION	109
CONCLUSION	113
TABLE DES MATIÈRES	115
ANNEXES	119
LISTE DES TABLEAUX	145
LISTE DES GRAPHIQUES	147



Certificat

Certificate

N° 2019/85490.1

Page 1 / 4

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
 AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

pour les activités suivantes :
 for the following activities

MOBILISER LES RECETTES FISCALES ET NON FISCALES
MOBILISER LES RESSOURCES D'EMPRUNT ET LES DONS
GERER LA TRESORERIE DE L'ETAT
GERER LES FONDS ET LES DEPOTS
ASSURER LE REGLEMENT DE LA DEPENSE
TENIR LES COMPTES PUBLICS ET PARAPUBLICS
REGLEMENTER L'ACTIVITE COMPTABLE
REGULER L'ACTIVITE FINANCIERE (banque, assurances et système financier décentralisés)
REALISER LES ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

MOBILIZING TAX AND NON-TAX REVENUES
MOBILIZING BORROWING RESOURCES AND DONATIONS
MANAGING THE STATE'S CASH POSITION
MANAGING FUNDS AND DEPOSITS
ENSURING THE PAYMENT OF EXPENSES
MAINTAINING PUBLIC AND PARAPUBLIC ACCOUNTS
REGULATING ACCOUNTING ACTIVITY
REGULATING FINANCIAL ACTIVITY (banking, decentralized insurance and financial system)
CARRYING OUT ECONOMIC AND FINANCIAL STUDIES

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
 has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
 and is developed on the following locations:

DIRECTION GENERALE, BP V 98 Abidjan, 7ème et 8ème étage de l'immeuble SOGEFIA, Plateau ABIDJAN- COTE D'IVOIRE

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
 This certificate is valid from (year/month/day)

2019-12-24

Jusqu'au
 Until

2022-12-23



Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
 This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.



Flashez ce QR Code pour
 vérifier la validité du
 certificat

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Seul le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at www.afnor.org, stands in real-time that the company is certified. Accreditation COFRAC n° 4-0001. Certification de Systèmes de Management. Portée disponible sur www.cofrac.fr. COFRAC accreditation n° 4-0001. Management System Certification. Scope available on www.cofrac.fr. AFAQ est une marque déposée. AFAQ is a registered trademark. - CERTIF 0068.011-2019

RÉSUMÉ

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de décentralisation prévue par les articles 173 et 174 de la Constitution, l'État a transféré quinze (15) compétences aux collectivités décentralisées qui les exercent sur leur ressort territorial.

Pour leur permettre d'assumer les charges liées à ces compétences, il leur octroie des subventions et leur rétrocède une quote-part des impôts d'État.

L'exercice de cette autonomie financière se traduit par la mise en place d'un budget propre distinct du budget général de l'État.

De ce fait, l'apport financier de l'État l'oblige à avoir un droit de regard sur la gestion financière et comptable des collectivités décentralisées. Ainsi, cette gestion est assurée par le Trésor Public à travers la nomination de Comptables Publics au sein des collectivités décentralisées.

Au 31 décembre 2022, la Côte d'Ivoire compte deux cent quarante-six (246) collectivités décentralisées réparties comme suit :

- quatorze (14) districts autonomes ;
- trente-et-une (31) régions ;
- deux-cent-une (201) communes.

La Paierie Générale du Secteur Parapublic, de par ses attributions, est chargée d'assurer la mise à disposition et le suivi des subventions octroyées aux entités parapubliques et de consolider leurs situations financières, comptables et budgétaires. À ce titre, elle produit un rapport sur la gestion financière et comptable des collectivités décentralisées.

Le présent rapport s'articule autour de quatre axes :

- les faits marquants ;
- l'analyse des prévisions et de l'exécution du budget ;
- la place des collectivités décentralisées dans l'écosystème financier national ;
- les points d'attention et d'amélioration.

I. FAITS MARQUANTS

Au cours de l'année 2022, plusieurs faits ont marqué les activités des collectivités décentralisées :

- amélioration de l'environnement institutionnel et réglementaire des collectivités décentralisées ;
- renforcement des capacités des acteurs ;
- activités à l'étranger dans le cadre de la gestion des finances locales.

II. ANALYSE DE LA GESTION 2022

En 2022, le budget des collectivités décentralisées s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 401 893 985 976 FCFA. Il se décline comme suit :

- 228 967 555 470 FCFA pour le fonctionnement, soit 56,97% ;

- 172 926 430 506 FCFA pour l'investissement, soit 43,03%.

Ce budget en hausse de 4,94% par rapport à celui de 2021, qui s'élevait à 382 962 963 352 FCFA, se répartit par catégorie de collectivités de la façon suivante :

- 212,4 milliards soit 52,9 % pour les 201 communes ;
- 114,7 milliards soit 28,5 % pour les 31 régions ;
- 74,7 milliards soit 18,6% pour les 14 Districts autonomes.

La structure du budget des collectivités au niveau des prévisions laisse entrevoir un déficit budgétaire financé par l'État en ce sens que leurs ressources propres ne peuvent financer leurs dépenses de fonctionnement.

S'agissant des prévisions de dépenses, il faut noter une supériorité du fonctionnement sur l'investissement. Les dotations de fonctionnement absorbent 57% des dépenses (228,9 milliards) contre 43 % pour l'investissement (172,9 milliards).

Toutefois, il est à noter une meilleure maîtrise de la masse salariale par la majorité des collectivités décentralisées. Dans l'ensemble, la masse salariale est passée de 30,3% du budget de fonctionnement en 2020 à 26% en 2021 et à 28% en 2022, soit un taux de régression de 2,4%.

En ce qui concerne l'exécution du budget, le taux de réalisation global des recettes se situe à 98,2% tandis que le taux de consommation des crédits s'élève à 77,8%.

Au titre du recouvrement global, les recettes fiscales sont dominantes avec 154,4 milliards, soit 39,1% par rapport aux subventions octroyées par l'État d'un montant de 102,2 milliards, soit 25,9%.

Les recettes propres, quant à elles, représentent seulement 9,4% des recettes recouvrées pour 37,1 milliards.

Toutefois, la vente des timbres municipaux sécurisés a permis d'améliorer le niveau des recettes propres des communes. En effet, à fin décembre 2022, les recettes issues de la vente de ces valeurs inactives s'élevaient à 13 799 054 300 FCFA contre 9 379 462 000 FCFA pour les anciens timbres sur la même période, soit un taux d'accroissement de 47,11 %.

Au titre des dépenses, les mandatements s'élèvent à 312,8 milliards sur un budget global de 401,9 milliards, soit un taux de 77,8%. Ce taux moyen s'explique en partie par les retards dans la transmission des mandats, parfois par la non maîtrise des procédures de passation des marchés mais également par la résorption des déficits.

Il ressort de l'exécution des dépenses que le niveau des investissements est relativement faible. Ceci pose la problématique d'une part de la concomitance entre les ressources transférées et les compétences transférées et d'autre part de leur contribution au développement local, objet de leur création.

III. PLACE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES DANS L'ÉCOSYSTÈME FINANCIER NATIONAL

Les recettes réalisées par l'ensemble des collectivités décentralisées représentent 1,08% du Produit Intérieur Brut (PIB) tandis que les transferts de l'État à leur profit se situent à 0,67% du PIB.

La faiblesse de ces différents ratios démontre que l'appui de l'État aux collectivités décentralisées a un impact quasi-négligeable sur le budget de l'État.

IV. POINTS D'ATTENTION ET D'AMÉLIORATION

❖ Points d'attention

De nombreux dysfonctionnements ont émaillé la gestion financière et comptable des collectivités décentralisées au titre de la gestion 2022. Il s'agit entre autres de :

- l'insuffisance des textes d'application ;
- la suspension du déploiement du contrôle financier dans les collectivités décentralisées ;
- le mandatement tardif des dépenses d'investissement ;
- le non-respect du plan d'apurement de la dette par certaines collectivités ;
- la faiblesse des ressources propres.

❖ Points d'amélioration

Au regard des difficultés relevées, il importe de formuler quelques recommandations :

- réformer le cadre juridique par l'actualisation des textes ;
- sensibiliser les Ordonnateurs sur l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de mobilisation de ressources propres en tenant compte du potentiel économique local ;
- sensibiliser les Ordonnateurs sur l'importance de l'apurement des dettes et des déficits budgétaires.

CONCLUSION

Malgré les difficultés rencontrées, la gestion financière et comptable des collectivités décentralisées fait apparaître un résultat globalement satisfaisant.

Toutefois, la situation financière reste fragile en ce sens que les collectivités décentralisées enregistrent des passifs constitués de dépenses engagées mais non encore mandatées. Ces résultats s'apparentent à de faux excédents.

En outre, à l'instar des gestions précédentes, les prévisions de recettes restent surestimées par rapport aux recouvrements.

En vue de la gestion transparente des ressources publiques, les collectivités décentralisées doivent s'inscrire résolument dans l'utilisation optimale de la plateforme digitale TrésorPay-TrésorMoney pour l'encaissement de leurs recettes propres.

Pour finir, le Trésor Public doit participer à la facilitation des relations entre les ordonnateurs et les comptables publics, gage de bonne gouvernance.

La Banque du Trésor



Une banque pour tous

INTRODUCTION

La conjoncture mondiale, marquée ces dernières années par la guerre en Ukraine ainsi que les conséquences économiques, financières et sociales de la crise sanitaire de la Covid 19, se traduit par une diminution significative des ressources publiques.

Dans ce contexte budgétaire contraint, les États en général voient leurs situations financières se dégrader au fil du temps sous le double effet d'une augmentation de leurs dépenses et d'une contraction de leurs recettes. Les collectivités décentralisées, instrument de développement local par excellence, n'échappent pas à cette situation.

Dans ces conditions, la bonne gestion des finances des collectivités décentralisées passe, non seulement, par une planification budgétaire adéquate mais aussi et surtout par l'élaboration de prévisions budgétaires réalistes. Il est donc nécessaire pour chacune de ces structures d'avoir des dispositifs performants de suivi de l'exécution budgétaire.

Au nombre de deux cent quarante-six (246), dont deux cent une (201) communes, trente et une (31) régions et quatorze (14) districts autonomes à la date du 31 décembre 2022, les collectivités décentralisées concourent, avec l'État, à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et scientifique, ainsi qu'à la protection de l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie au niveau local.

La bonne conduite de cette politique de développement local nécessite la mise en place d'une stratégie d'optimisation des ressources propres. Dans cette dynamique, le Trésor Public accompagne les collectivités décentralisées. Ainsi, en ce qui concerne l'exécution de leur budget, le Comptable Public a l'exclusivité du recouvrement des recettes et du paiement des dépenses. De plus, il joue le rôle de conseiller financier auprès des élus locaux.

La fiabilité des comptes est une condition de la qualité des informations financières à laquelle le plus large public est légitimement attentif.

De ce fait, chaque année, en vertu du principe de transparence contenu dans la fiche 7 de la loi organique n°2014-337 du 5 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques, le Trésor Public produit et diffuse un rapport sur la gestion financière et comptable des collectivités décentralisées.

C'est dans ce cadre que se situe le présent rapport qui fait le bilan de l'exercice 2022 en quatre parties :

- **faits marquants ;**
- **analyse des prévisions et de l'exécution du budget ;**
- **place des collectivités décentralisées dans l'écosystème financier national ;**
- **points d'attention et d'amélioration.**

**PREMIÈRE
PARTIE**

FAITS MARQUANTS

Au cours de l'année 2022, plusieurs faits ont marqué les activités des collectivités décentralisées. Il s'agit :

-  **DE L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES**
-  **DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS**
-  **DES ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER DANS LE CADRE DE LA GESTION DES FINANCES LOCALES**

Chapitre I

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES

I. OPÉRATIONNALISATION DES DISTRICTS AUTONOMES

I.1. Prise de l'ordonnance n°2022-584 du 03 août 2022 portant modification de la loi n°2014-452 du 05 août 2014 portant mode de création, attributions, organisation et fonctionnement du district autonome

L'ordonnance n°2022-584 précitée a été prise en vue de permettre à toutes les collectivités territoriales d'être représentées au sein des conseils de districts autonomes.

Ainsi, 2/3 des membres du conseil des districts autonomes sont désormais désignés au sein des conseils régionaux et des conseils municipaux des collectivités qui composent le district autonome.

I.2. Nomination des membres des conseils des districts autonomes et des vice-gouverneurs

Dans le cadre de la mise en place des organes des districts autonomes, les membres des conseils des districts autonomes et des vice-gouverneurs ont été nommés par les textes réglementaires suivants :

- décret n°2022-754 du 28 septembre 2022 portant nomination des membres des conseils des douze (12) districts autonomes créés par décret 2021-276 du 09 juin 2021 ;
- décret n°2022-755 du 28 septembre 2022 portant nomination des vice-gouverneurs des douze districts autonomes créés par décret 2021-276 du 09 juin 2021 ;
- décret n°2022-756 du 28 septembre 2022 portant nomination des membres des conseils des districts autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro ;
- décret n°2022-757 du 28 septembre 2022 portant nomination des vice-gouverneurs des districts autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro.

I.3. Nomination de douze Payeurs de districts autonomes

Dès leur création, la gestion financière et comptable par intérim des douze (12) nouveaux districts autonomes était assurée par les Payeurs de Région.

En juillet 2022, cet intérim a pris fin par la prise du décret n°2022-471 du 06 juillet 2022 portant nomination de douze (12) Payeurs de districts autonomes à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

II. OPTIMISATION DES OUTILS DE GESTION DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES

II.1. Renforcement du cadre juridique

II.1.1. Prise du décret n°2022-593 du 03 août 2022 portant nomenclature budgétaire des collectivités territoriales et des districts autonomes

Dans le cadre de la transposition des textes communautaires dans le domaine des finances publiques, un ensemble de textes a été pris au niveau des collectivités décentralisées. Ainsi, une nouvelle nomenclature budgétaire des collectivités territoriales et des districts autonomes a été adoptée.

II.1.2. Mise en place des budgets primitifs dans les délais

Du 13 au 27 septembre 2022 puis du 28 novembre au 19 décembre 2022, la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL) a organisé des conférences budgétaires à l'intention des collectivités territoriales.

Ainsi, à l'exception des quatorze (14) districts autonomes dont les projets de budget sont examinés par le Comité Interministériel de Suivi des Dossiers des Districts Autonomes, ces conférences ont permis d'adopter les budgets primitifs de la quasi-totalité des collectivités avant le 1^{er} janvier 2023.

II.2. Amélioration du dispositif de répartition des ressources

II.2.1. Réaménagement du mode de répartition des quotes-parts d'impôts

Définie par l'arrêté interministériel n° 285/MEMIS/MPMEF/MPMB du 21 juillet 2014 portant modalités de répartition de la quote-part des impôts rétrocédés aux collectivités territoriales et districts autonomes au titre de la gestion 2014, la clé de répartition de la quote-part d'impôt a connu une évolution. En effet, en raison de la crise qu'a traversée le pays, les services des impôts n'étaient pas représentés dans toutes les collectivités. Celles-ci ne bénéficiaient pas, par conséquent, de quotes-parts d'impôt suivant l'article 3 dudit arrêté.

Un réaménagement a donc été opéré par la prise de l'arrêté interministériel n° 0773/MBPE/MIS/MEF du 26 juillet 2022 portant fixation des seuils et niveaux de prélèvement de péréquation de solidarité sur les quotes-parts du produit des impôts et taxes revenant aux communes, aux régions et aux districts autonomes au titre de l'année 2022.

Le nouvel arrêté définit clairement, au titre de la gestion 2022, les seuils des prélèvements et les montants alloués à chaque collectivité territoriale et district autonome.

II.2.2. Mise à disposition de la totalité des subventions et octroi de ressources additionnelles à certaines collectivités décentralisées

L'exercice 2022 a été marqué par la mise à disposition des collectivités décentralisées de la totalité des subventions prévues.

En outre, quatre-vingt-une (81) d'entre elles, soit soixante-dix (70) communes et onze (11) régions, ont bénéficié de ressources additionnelles pour un montant total de 11 558 900 000 FCFA réparti comme suit :

- 6 364 900 000 FCFA au titre des communes ;
- 5 194 000 000 FCFA au titre des régions.

II.2.3. Mise en œuvre de TrésorPay-TrésorMoney, un outil performant de recouvrement de recettes et de règlement de dépenses au service des finances locales

Après une phase test dans des postes pilotes, la plateforme de recouvrement électronique des recettes non fiscales et de règlement de dépenses de masse, TrésorPay-TrésorMoney, a été déployée dans les postes comptables. À cet effet, une vaste campagne de sensibilisation a été menée sur toute l'étendue du territoire national du 10 octobre au 02 novembre 2022.

Au cours de ladite campagne, plusieurs Adjoints au Maire, des Conseillers Municipaux et des responsables de services financiers ont été sensibilisés sur les avantages de l'outil TrésorPay-TrésorMoney, à savoir :

- le recouvrement, la centralisation et la disponibilité immédiate des ressources concernées pour éviter les déperditions ;
- le règlement des états collectifs (la réduction du temps d'attente et des déplacements des bénéficiaires).

La campagne a connu un engouement qui s'est matérialisé par des ouvertures de comptes et l'engagement des conseillers municipaux à implémenter cet outil innovant dans la gestion des deniers publics.

II.3. Prise de dispositions spécifiques relatives à l'exécution des dépenses d'investissement des douze nouveaux districts autonomes

Face à la difficulté d'exécution des dépenses d'investissement des districts autonomes par les Comptables Publics, l'Instruction Comptable n°010358/MEF/DGTCP/DCP du 30 novembre 2022 relative à la procédure d'exécution des dépenses d'investissement des douze (12) nouveaux districts autonomes a été prise en vue de préciser les modalités de comptabilisation des opérations relatives aux dépenses d'investissement des nouveaux districts autonomes.



Les Comptables Supérieurs du Trésor Public de Côte d'Ivoire, les autorités administratives et les élus locaux en synergie.

Chapitre II

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS



Sensibilisation des Régisseurs des collectivités à la vente des timbres municipaux sécurisés, juillet 2022, Abidjan-Cocody, Hôtel Palm Club

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

Je suis Régisseur
pour l'augmentation des recettes
de ma commune, je vends les
**timbres municipaux
sécurisés**

Exigez-les

Afin d'éviter le rejet de vos actes administratifs.

I. FORMATION DES RESPONSABLES DES SERVICES FINANCIERS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Dans le cadre de la recherche de la performance dans la gestion des collectivités territoriales, la DGDDL a entrepris la dématérialisation et l'automatisation des procédures. Ceci s'est matérialisé par la mise en place d'un outil Web dénommé Système Intégré de Gestion des Données et Archivage Numérique des Collectivités Territoriales Ivoiriennes (SYGIDAN-CTI). Cet outil de bonne gouvernance donnera au Gouvernement des indicateurs fiables facilitant les prises de décisions.

Cet applicatif favorisera notamment la gestion de :

- programmes triennaux ;
- budgets primitifs et modificatifs ;
- émission des ordres de recettes et des mandats de paiement ;
- élaboration du compte administratif ;
- délibérations ;
- cadre organique des emplois.

Du 21 novembre au 02 décembre 2022, la DGDDL a organisé une formation à l'intention des responsables des services financiers des collectivités territoriales.

II. FORMATION DES CHEFS DE POSTES NOUVELLEMENT NOMMÉS ET DE LEURS COLLABORATEURS

La Paierie Générale du Secteur Parapublic et l'Agence Comptable Centrale du Trésor ont organisé, du 7 au 18 novembre 2022, deux sessions de formation à l'intention des nouveaux Trésoriers Généraux, des Payeurs de Districts Autonomes, des Payeurs de Régions et de leurs collaborateurs.

Ces sessions de formation ont permis aux vingt-six (26) chefs de poste et vingt-sept (27) collaborateurs nouvellement nommés de maîtriser la comptabilité des collectivités territoriales.

III. ATELIER RELATIF À L'OPTIMISATION DE LA VENTE DES TIMBRES MUNICIPAUX SÉCURISÉS

Un atelier relatif à l'optimisation de la vente des timbres municipaux sécurisés s'est tenu le jeudi 07 juillet 2022 à l'Hôtel Palm Club d'Abidjan, Cocody.

Cet atelier a servi de cadre de sensibilisation des Régisseurs des Communes à l'utilisation des nouveaux timbres en vue d'accroître leurs ressources propres.



Formation des responsables des services financiers des collectivités territoriales.



Chapitre III

ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER DANS LE CADRE DE LA GESTION DES FINANCES LOCALES



Partage d'expériences : visite d'une délégation des acteurs nigériens de la décentralisation financière au Trésor Public ivoirien.



Atelier de restitution tenu à Ouagadougou, Burkina Faso.



Le Trésor Public ivoirien a effectué plusieurs missions à l'étranger dans le cadre du partage d'expériences sur les finances locales.

I. ATELIER DE CADRAGE DES NOTES DE CONJONCTURE NATIONALE

Tenu au TOGO (Kpalimé), du 12 au 15 avril 2022, cet atelier avait pour objet le renforcement des compétences régionales en matière de décentralisation en Afrique de l'Ouest à travers la présentation du cadrage de la production des notes de conjoncture nationale sur les finances locales.

Cette rencontre qui a vu la participation du Trésor Public ivoirien, s'inscrit dans un contexte de bonne gouvernance des finances des collectivités décentralisées. Elle visait non seulement une planification budgétaire adéquate mais aussi et surtout une élaboration de prévisions budgétaires réalistes.

L'objectif principal de l'atelier était d'harmoniser le contenu des notes de conjoncture à produire sur les finances locales.

Spécifiquement, la production régulière de notes de conjoncture est nécessaire dans le suivi de l'exécution du budget. Ces notes permettront de :

- disposer en cours de gestion d'une analyse des tendances nationales des finances locales ;
- contribuer à l'amélioration de la qualité du rôle de conseil des Trésors Publics dans les processus de décentralisation ;
- favoriser l'obtention d'informations fiables sur les résultats annuels d'une gestion dès sa clôture.

II. ATELIER DE RESTITUTION DE L'ÉTUDE D'ACTUALISATION DU LIVRE BLANC SUR LA DÉCENTRALISATION FINANCIÈRE DANS L'ESPACE DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)

Cet atelier qui s'est tenu au Burkina Faso (Ouagadougou), du 24 au 26 août 2022 était relatif à l'actualisation du livre blanc sur la décentralisation financière dans l'espace UEMOA.

II.1. Objectifs de l'étude

Ce livre blanc élaboré en 2014 avait pour objectifs de :

- initier une dynamique communautaire pour aider à construire et à soutenir l'autonomie financière des collectivités, avec un objectif affiché de transfert de 20 % des ressources des budgets des États aux collectivités ;
- justifier l'élaboration du modèle communautaire et de proposer, dans un processus participatif, des scénarii pour en dessiner le contenu ;
- contribuer au renforcement de l'ancrage local des États et du processus d'intégration par le renouvellement de la décentralisation.

II.2. Résultats de l'étude

Les résultats de l'étude se présentent comme suit :

- au niveau national, l'étude a révélé une faiblesse de l'autonomie budgétaire et du pouvoir fiscal local des collectivités dans tous les pays de l'espace UEMOA ;

- au niveau communautaire, l'étude note l'existence d'une dynamique communautaire en faveur du renforcement de la décentralisation dans l'espace UEMOA.

III. VISITE D'ÉCHANGES ET PARTAGE D'EXPÉRIENCES AU CAMEROUN

La mission qui s'est déroulée du 04 au 10 septembre 2022, a vu la participation des membres du Réseau des Institutions Africaines de Financement des Collectivités (RIAFCO). Le Trésor Public ivoirien y a pris part en tant que membre du Fonds de Prêts aux Collectivités Locales (FPCL).

III.1. Missions du Fonds spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunal (FEICOM)

Le FEICOM est un Établissement Public National assimilé. Ce fonds participe à la mobilisation des ressources nationales et internationales et assure l'intermédiation financière dans la recherche et la gestion de ressources provenant de la coopération.

Il recherche des emprunts sur le marché financier en vue de la diversification de ses ressources.

Il est l'interface entre l'État et les collectivités, contribue au développement harmonieux de toutes les collectivités décentralisées sur la base de la solidarité nationale, de l'équilibre interrégional et intercommunal.

C'est un creuset de compétences où l'on retrouve des fonctionnaires détachés du Trésor, des Impôts, des Douanes, ainsi que des Ingénieurs et des Architectes du secteur privé.

Ce fonds centralise et redistribue les impôts, les taxes et les Centimes Additionnels Communaux (CAC).

Ce modèle camerounais de financement qui a fait ses preuves a retenu l'attention de toutes les délégations au cours de la mission.

III.2. Centimes Additionnels Communaux (CAC)

Les CAC représentent 80% des ressources transférées par l'État aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans le cadre de la fiscalité locale. Ils constituent un prélèvement supplémentaire de 10% (perçus lors du règlement de certains impôts dont la TVA, l'Impôt sur les sociétés, l'Impôt Général sur le Revenu) que l'État autorise au profit des CTD. Ils sont recouverts par les Comptables du Trésor ou les Receveurs des Impôts puis reversés progressivement aux CTD par le FEICOM.

La TVA est majorée de 1,75 %, elle passe donc de 17,5% à 19,25 %.

Les CAC sont centralisés et redistribués aux différents bénéficiaires, notamment :

- l'État lui-même (10%) ;
- le Fonds spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) (20%) ;
- les communes (70%).

Le reversement aux CTD se fait selon une clé de répartition entre les différentes collectivités suivant des critères démographiques et en fonction du poids économique de ces entités.

IV. DOUZIÈME RÉUNION DU RÉSEAU DES PRATICIENS DES FINANCES PUBLIQUES DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)

Du 18 au 20 octobre 2022, une délégation du réseau des praticiens des finances publiques de l'UEMOA s'est rendue au Burkina Faso (Ouagadougou) dans le cadre du suivi de la mise en œuvre efficace de la Directive n°01/2011/CM/UEMOA du 24 juin 2011 portant régime financier des collectivités territoriales.

À cette rencontre, il a été question du respect du principe de la sincérité budgétaire, qui implique que les prévisions de ressources et de charges de la Collectivité Territoriale soient évaluées de façon objective et réaliste, à l'effet de ne pas donner de faux espoirs aux responsables des services de développement local, aux partenaires et aux populations.

Par ailleurs, les représentants des États membres ont fait le point de la transposition de la Directive portant régime financier des collectivités territoriales et de ses annexes d'une part et de sa mise en œuvre d'autre part.



Visite de travail du Consultant sénégalais M. Mamadou SEMBENE dans le cadre de l'actualisation de l'étude sur la décentralisation financière, le 2 novembre 2022 à la PGSP.

**DEUXIÈME
PARTIE**

ANALYSE DES PRÉVISIONS ET DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

Cette partie se subdivise en trois (03) points essentiels :

- LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES**
- L'EXÉCUTION DU BUDGET**
- L'ANALYSE DES RÉSULTATS**

Les tableaux suivants présentent l'exécution budgétaire au titre de l'année 2022 :

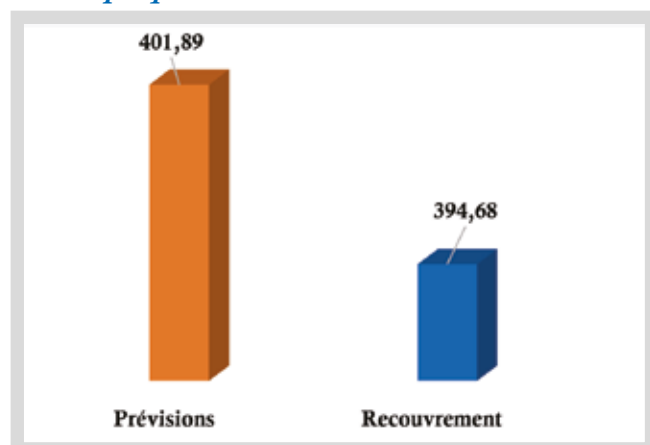
- Tableau n°1 : opérations budgétaires en recettes ;
- Tableau n°2 : opérations budgétaires en dépenses.

Tableau 1 : Opérations budgétaires en recettes des collectivités décentralisées au 31 décembre 2022

Collectivités	Natures	Prévisions	Recouvrement	Taux de réalisation
Communes	Quotes-parts d'impôt (A)	91 126 080 241	96 732 475 396	106,15%
	Recettes propres (B)	32 896 762 738	32 249 611 527	98,03%
	<i>Recettes propres fiscales</i>	5 791 000 000	5 864 146 990	101,26%
	<i>Recettes propres non fiscales</i>	27 105 762 738	26 385 464 537	97,34%
	Subventions (C)	35 408 525 737	41 773 425 737	117,98%
	<i>Fonctionnement</i>	12 937 937 500	13 842 837 500	106,99%
	<i>Investissement</i>	22 470 588 237	27 930 588 237	124,30%
	Recettes diverses (D)	52 992 192 836	43 969 799 668	82,97%
1. Total Commune (A +B+C+D)		212 423 561 552	214 725 312 328	101,08%
Régions	Quotes-parts d'impôt (A)	16 897 915 638	16 868 400 889	99,83%
	Recettes propres (B)	310 299 728	662 873 858	213,62%
	<i>Recettes propres fiscales</i>	0	0	
	<i>Recettes propres non fiscales</i>	310 299 728	662 873 858	213,62%
	Subventions (C)	49 187 416 401	54 381 416 401	110,56%
	<i>Fonctionnement</i>	14 021 988 904	14 059 550 808	100,27%
	<i>Investissement</i>	35 165 427 497	40 321 865 593	114,66%
Recettes diverses (D)	48 348 973 019	38 399 739 205	79,42%	
2. Total Région (A +B+C+D)		114 744 604 786	110 312 430 353	96,14%
Districts	Quotes-parts d'impôt (A)	40 883 021 042	40 883 021 042	100,00%
	Recettes propres (B)	8 347 496 316	4 184 033 200	50,12%
	<i>Recettes propres fiscales</i>	0	0	
	<i>Recettes propres non fiscales</i>	8 347 496 316	4 184 033 200	50,12%
	Subventions (C)	6 070 316 000	6 070 316 543	100,00%
	<i>Fonctionnement</i>	5 070 316 000	5 070 316 543	100,00%
	<i>Investissement</i>	1 000 000 000	1 000 000 000	100,00%
Recettes diverses (D)	19 424 986 280	18 504 637 379	95,26%	
3. Total District (A +B+C+D)		74 725 819 638	69 642 008 164	93,20%
Total Général (1+2+3)		401 893 985 976	394 679 750 845	98,20%

Source : DGTCP

Graphique 1 : Prévisions et recouvrement des recettes (en milliards de FCFA)



Sur une prévision globale de 401,9 milliards de FCFA, le recouvrement s'élève à 394,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 98,20%.

Tableau 2 : Opérations budgétaires en dépenses des collectivités décentralisées au 31 décembre 2022

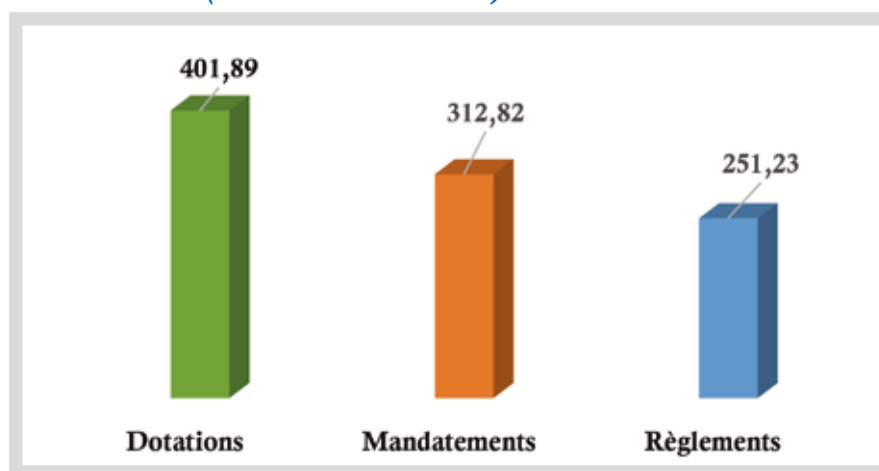
Collectivités	Natures	Dotations	Mandatements	Taux d'exec.	Règlements	Restes à payer
COMMUNES	Fonctionnement	148 842 175 506	127 908 767 748	85,94%	115 130 306 709	12 778 461 039
	<i>Personnel</i>	<i>40 817 003 631</i>	<i>36 558 059 776</i>	<i>89,57%</i>	<i>35 365 234 469</i>	<i>1 192 825 307</i>
	<i>Hors personnel</i>	<i>108 025 171 875</i>	<i>91 350 707 972</i>	<i>84,56%</i>	<i>79 765 072 240</i>	<i>11 585 635 732</i>
	Investissement	63 581 386 046	47 265 507 595	74,34%	28 524 365 136	18 741 142 459
TOTAL COMMUNES		212 423 561 552	175 174 275 343	82,46%	143 654 671 845	31 519 603 498
RÉGIONS	Fonctionnement	36 711 101 606	32 611 711 009	88,83%	28 178 408 124	4 433 302 885
	<i>Personnel</i>	<i>10 226 727 680</i>	<i>9 119 963 520</i>	<i>89,18%</i>	<i>8 887 011 371</i>	<i>232 952 149</i>
	<i>Hors personnel</i>	<i>26 484 373 926</i>	<i>23 491 747 489</i>	<i>88,70%</i>	<i>19 291 396 753</i>	<i>4 200 350 736</i>
	Investissement	78 033 503 180	38 613 800 295	49,48%	20 083 953 374	18 529 846 921
TOTAL RÉGIONS		114 744 604 786	71 225 511 304	62,07%	48 262 361 498	22 963 149 806
DISTRICTS	Fonctionnement	43 414 278 358	35 435 539 812	81,62%	31 724 718 193	3 710 821 619
	<i>Personnel</i>	<i>12 955 562 000</i>	<i>11 624 954 325</i>	<i>89,73%</i>	<i>11 450 505 150</i>	<i>174 449 175</i>
	<i>Hors personnel</i>	<i>30 458 716 358</i>	<i>23 810 585 487</i>	<i>78,17%</i>	<i>20 274 213 043</i>	<i>3 536 372 444</i>
	Investissement	31 311 541 280	30 985 677 166	98,96%	27 596 245 103	3 389 432 063
TOTAL DISTRICTS		74 725 819 638	66 421 216 978	88,89%	59 320 963 296	7 100 253 682
TOTAL GÉNÉRAL		401 893 985 976	312 821 003 625	77,84%	251 237 996 639	61 583 006 986

Source : DGTCP

Sur une dotation de 401,9 milliards de FCFA, 312,8 milliards de FCFA ont été mandatés, soit un taux d'exécution de 77,84%.

Par ailleurs, 251,2 milliards de FCFA ont fait l'objet de règlement sur 312,8 milliards de FCFA, soit un taux de règlement de 80,31%.

Graphique 2 : Dotations, mandatements et règlements des dépenses (en milliards de FCFA)



Chapitre I

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

I. DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES EN HAUSSE

Le budget des collectivités décentralisées de l'exercice 2022 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 401 893 985 976 FCFA, dont :

- 228 967 555 470 FCFA pour le fonctionnement, soit 56,97% ;
- 172 926 430 506 FCFA pour l'investissement, soit 43,03%.

Ce budget est en hausse par rapport à celui de 2021, qui s'élevait à 382 962 963 352 FCFA, soit une augmentation de 4,94%.

La répartition de ce budget par catégorie de collectivités se présente comme suit :

- 212 423 561 552 FCFA, soit 52,86% pour les 201 communes ;
- 114 744 604 786 FCFA, soit 28,55% pour les 31 régions ;
- 74 725 819 638 FCFA, soit 18,59% pour les 14 districts autonomes.

I.1. Des prévisions de recettes dominées par l'apport de l'État

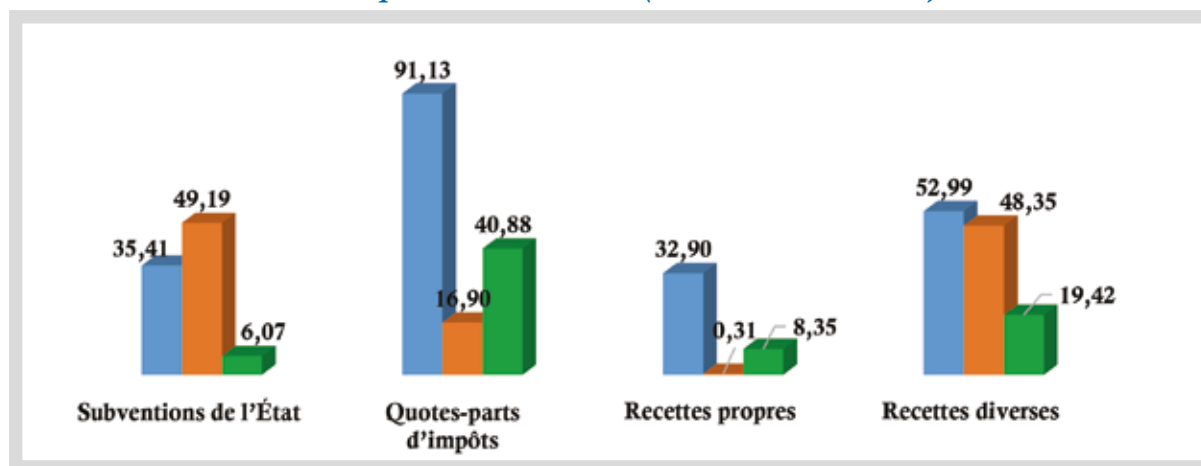
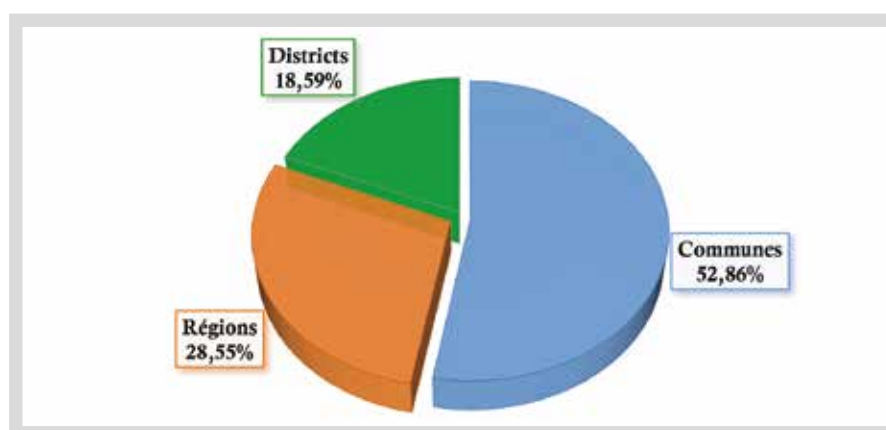
Les ressources sont composées de :

- quotes-parts d'impôts rétrocédés par l'État ;
- recettes propres ;
- subventions octroyées par l'État ;
- recettes diverses (prélèvement sur fonds de réserve, versements au fonds de réserve, aides extérieures, recettes accidentelles).

Tableau 3a : Situation des prévisions de recettes des collectivités décentralisées

Natures	Communes	Régions	Districts	Total	Pourcentage par nature de recettes
Subventions de l'État (A)	35 408 525 737	49 187 416 401	6 070 316 000	90 666 258 138	22,56%
<i>Fonctionnement</i>	12 937 937 500	14 021 988 904	5 070 316 000	32 030 242 404	7,97%
<i>Investissement</i>	22 470 588 237	35 165 427 497	1 000 000 000	58 636 015 734	14,59%
Quotes-parts d'impôt (B)	91 126 080 241	16 897 915 638	40 883 021 042	148 907 016 921	37,05%
Recettes propres (C)	32 896 762 738	310 299 728	8 347 496 316	41 554 558 782	10,34%
Recettes diverses (D)	52 992 192 836	48 348 973 019	19 424 986 280	120 766 152 135	30,05%
Total =A+B+C+D	212 423 561 552	114 744 604 786	74 725 819 638	401 893 985 976	100%
Proportion par catégorie de CD	52,86%	28,55%	18,59%	100%	

Source : DGTCP

Graphique 3a1 : Prévisions des recettes des collectivités décentralisées pour l'exercice 2022 (en milliards de FCFA)**Graphique 3a2 : Répartition des prévisions de recettes par catégorie de collectivités décentralisées**

Les prévisions de recettes se décomposent par nature comme suit :

- 90 666 258 138 FCFA en subventions de l'État, soit 22,56% ;
- 148 907 016 921 FCFA en quotes-parts d'impôts, soit 37,05% ;
- 41 554 558 782 FCFA en ressources propres, soit 10,34% ;
- 120 766 152 135 FCFA en recettes diverses, soit 30,05%.

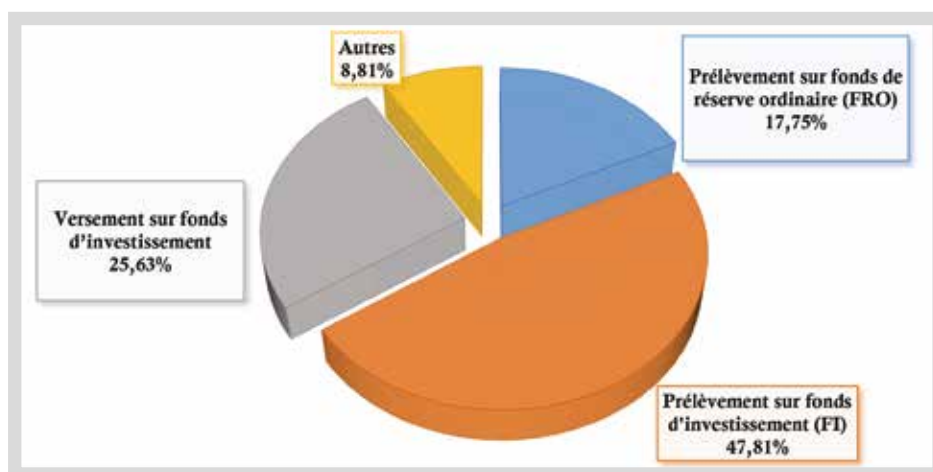
Il faut remarquer que les recettes diverses sont élevées en raison des prélèvements importants effectués sur les fonds de réserve (110 126 932 157 FCFA) dont 21 432 792 255 FCFA pour le Fonds de Réserve Ordinaire (FRO) et 57 736 677 070 FCFA pour le Fonds d'Investissement (FI).

Tableau 3b : Décomposition des recettes diverses des collectivités décentralisées au titre de l'année 2022

Natures	Montant	Pourcentage
Prélèvement sur fonds de réserve ordinaire (FRO)	21 432 792 255	17,75%
Prélèvement sur fonds d'investissement (FI)	57 736 677 070	47,81%
Versement sur fonds d'investissement	30 957 462 832	25,63%
Total des Prélèvements	110 126 932 157	91,19%
Autres	10 639 219 978	8,81%
Total	120 766 152 135	100%

Source : DGTCP

Graphique 3b : Décomposition des recettes diverses des collectivités décentralisées au titre de l'année 2022



Les fonds de réserve sont essentiellement constitués des excédents cumulés en année n-1. Les versements au fonds d'investissement sont des transferts de recettes du budget de fonctionnement au budget d'investissement.

Les recettes propres qui devraient permettre l'autofinancement des collectivités ne représentent que 10,34% du budget. Le budget des collectivités décentralisées est donc en grande partie soutenu par l'État à travers les subventions (22,56%) et les quotes-parts d'impôts (37,05%) dudit budget.

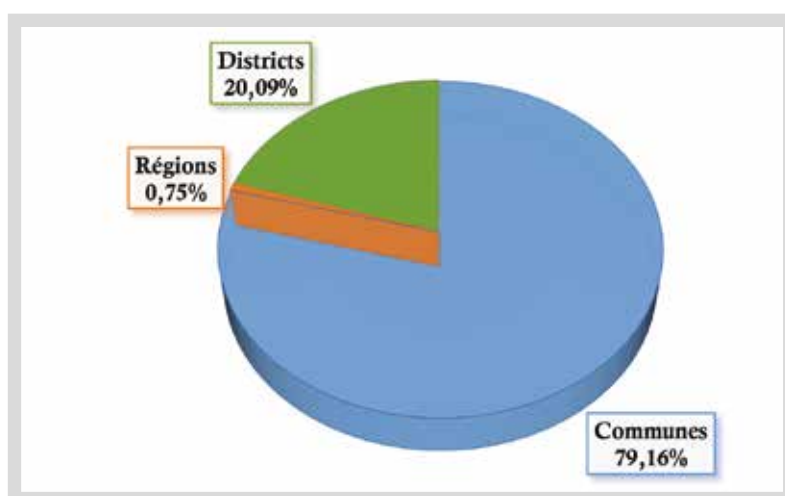
Par ailleurs, les 201 communes détiennent 32 896 762 738 FCFA, soit 79,16% des ressources propres prévues d'un montant de 41 554 558 782 FCFA, les 14 districts autonomes se partagent 20,09% et les 31 régions se répartissent seulement 0,75% des ressources propres estimées.

Tableau 3c : Répartition des prévisions de recettes propres par catégorie de collectivités au titre de l'année 2022

Collectivités	Recettes propres	Pourcentage
Communes	32 896 762 738	79,16%
Régions	310 299 728	0,75%
Districts	8 347 496 316	20,09%
Total	41 554 558 782	100%

Source DGTCP

Graphique 3c : Répartition des prévisions de recettes propres par catégorie de collectivités au titre de l'année 2022



Les régions et les douze (12) nouveaux districts autonomes ne disposent quasiment pas d'une assiette de ressources propres. Ils dépendent presque exclusivement des appuis de l'État.

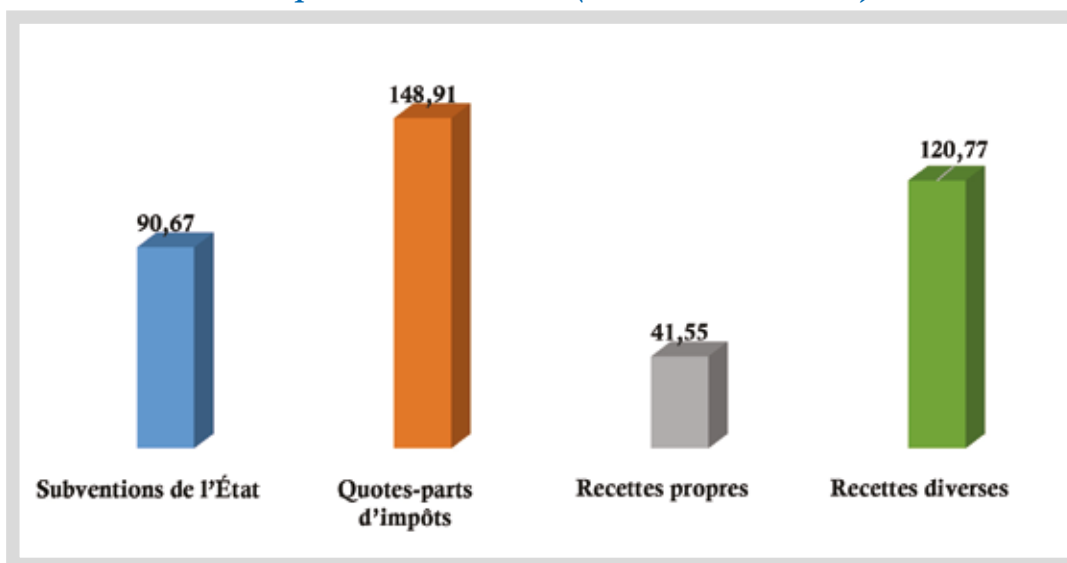
Les ressources des douze nouveaux districts autonomes sont constituées des quotes-parts d'impôts, conformément à l'arrêté n°0773/MBPE/MIS/MEF du 26 juillet 2022 portant fixation des seuils et niveau des prélèvements de péréquation de solidarité sur les quotes-parts du produit des impôts et taxes revenant aux communes, aux régions et aux districts autonomes au titre de l'année 2022. Ils ne bénéficient pas encore de subventions de l'État ni de recettes propres. Seuls les districts autonomes de Yamoussoukro et d'Abidjan disposent d'un montant cumulé de 8 347 496 316 FCFA au titre des recettes propres et de 6 070 316 000 FCFA au titre des subventions de l'État. Les prévisions budgétaires en recettes des collectivités décentralisées au titre de l'année 2022 sont dominées à 59,61% par les concours financiers de l'État (22,56% pour les subventions et 37,05% pour les quotes-parts d'impôts). Les apports de l'État sont donc prépondérants dans les prévisions budgétaires de recettes.

Tableau 3d : Décomposition du budget des collectivités décentralisées par nature de recettes

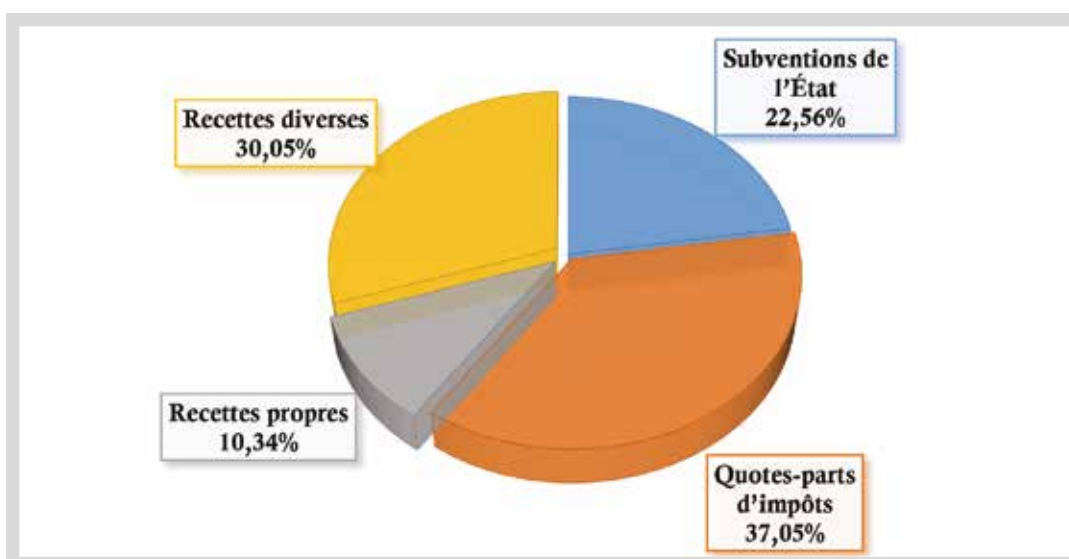
Natures	Total	Pourcentage
Subventions de l'État	90 666 258 138	22,56%
Quotes-parts d'impôts	148 907 016 921	37,05%
Recettes propres	41 554 558 782	10,34%
Recettes diverses	120 766 152 135	30,05%
Total	401 893 985 976	100%

Source : DGTCP

Graphique 3d1 : Décomposition du budget des collectivités décentralisées par nature de recettes (en milliards de FCFA)



Graphique 3d2 : Proportion des natures de recettes dans le budget des collectivités décentralisées



Les ressources permettent de faire face aux charges de fonctionnement et aux dépenses d'investissement.

I.2. Une prédominance des prévisions des dépenses de fonctionnement

Les dépenses sont composées de :

- charges de personnel ;
- dépenses de fonctionnement hors personnel ;
- dépenses d'investissement.

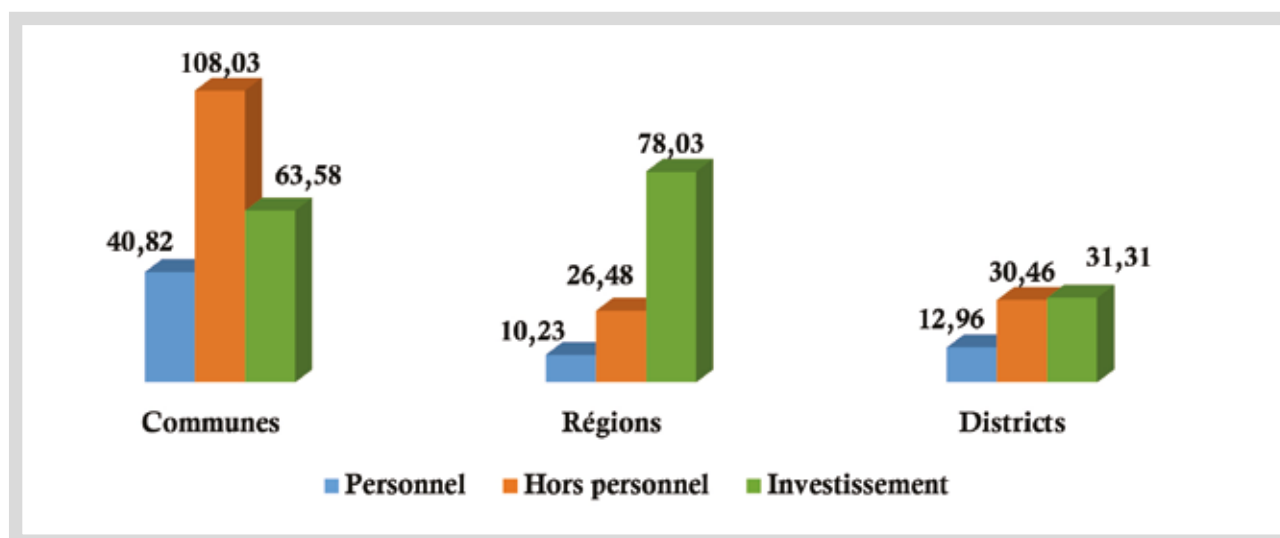
La situation des prévisions de dépenses des collectivités décentralisées est indiquée dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Situation des prévisions budgétaires de dépenses des collectivités décentralisées pour l'exercice 2022

Natures de dépenses	Communes	Régions	Districts	Total	Pourcentage par nature de dépenses
Fonctionnement	148 842 175 506	36 711 101 606	43 414 278 358	228 967 555 470	56,97%
<i>Personnel</i>	40 817 003 631	10 226 727 680	12 955 562 000	63 999 293 311	15,92%
<i>Hors personnel</i>	108 025 171 875	26 484 373 926	30 458 716 358	164 968 262 159	41,05%
Investissement	63 581 386 046	78 033 503 180	31 311 541 280	172 926 430 506	43,03%
Total	212 423 561 552	114 744 604 786	74 725 819 638	401 893 985 976	100%
Proportion par catégorie de CD	52,86%	28,55%	18,59%	100%	

Source : DGTCP

Graphique 4 : Prévisions de dépenses des collectivités décentralisées



Sur une dotation globale de 401 893 985 976 FCFA, les dépenses se décomposent comme suit :

- 228 967 555 470 FCFA pour le fonctionnement, soit 56,97% du budget global dont 63 999 293 311 FCFA en charge de personnel (15,92% du budget global) et 164 968 262 159 FCFA en fonctionnement hors personnel, soit 41,05% du budget global ;
- 172 926 430 506 FCFA en investissement, soit 43,03% du budget global.

Les dépenses de fonctionnement prévues sont plus importantes que celles des investissements notamment au niveau des districts autonomes et des communes. Au niveau des districts autonomes, ce constat se justifie principalement par la mise en place de leurs organes de gestion au cours de l'année 2022.

En revanche, en ce qui concerne les communes, la prédominance des prévisions de dépenses de fonctionnement, qui représentent plus de 70% des budgets desdites entités, est une tendance à corriger par une amélioration de la qualité des prévisions en faveur des investissements.

Toutefois, l'on note une bonne maîtrise de la masse salariale dans l'ensemble des collectivités.

1.2.1. Une bonne maîtrise de la masse salariale

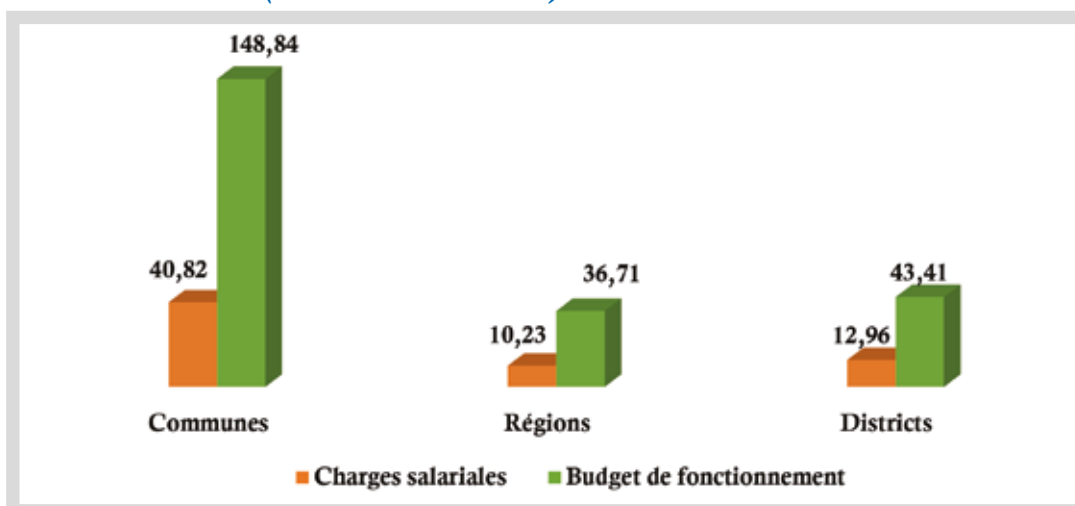
Tableau 5 : Part de la masse salariale dans le budget de fonctionnement par catégorie de collectivités décentralisées pour l'exercice 2022

Natures des prévisions	Communes	Régions	Distriicts	Total
Charges salariales	40 817 003 631	10 226 727 680	12 955 562 000	63 999 293 311
Budget de fonctionnement	148 842 175 506	36 711 101 606	43 414 278 358	228 967 555 470
Proportion de la masse salariale	27,42%	27,86%	29,84%	27,95%

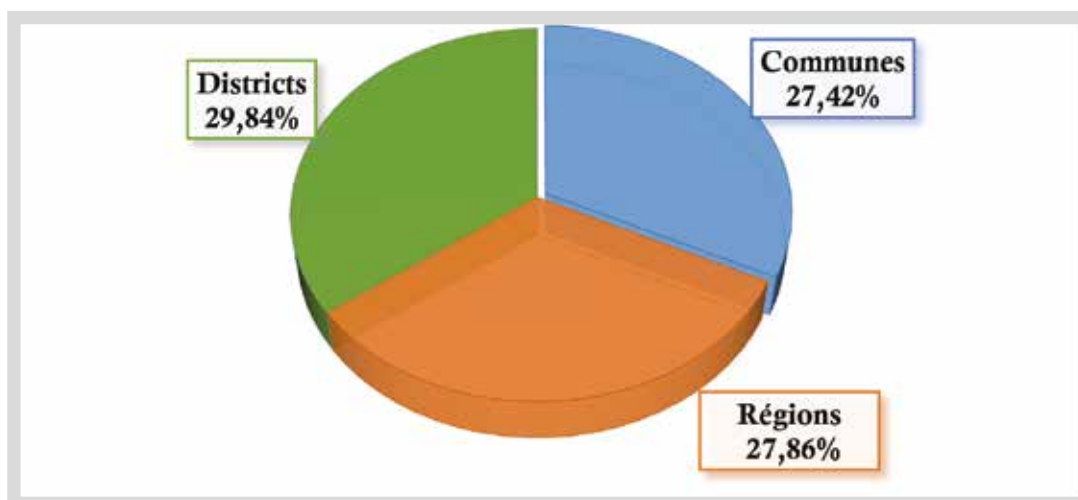
Source : DGTCP

La masse salariale des collectivités décentralisées représente globalement 27,95% de leur budget de fonctionnement. Ce respect du taux de convergence de 30% prescrit par l'article 7 du décret n°2013-476 du 02 juillet 2013 fixant les modalités d'établissement du cadre organique des emplois des collectivités territoriales.

Graphique 5a : Part de la masse salariale dans le budget de fonctionnement par catégorie de collectivités décentralisées pour l'exercice 2022 (en milliards de FCFA)



Graphique 5b : Proportion de la masse salariale dans le budget de fonctionnement par catégorie de collectivités décentralisées

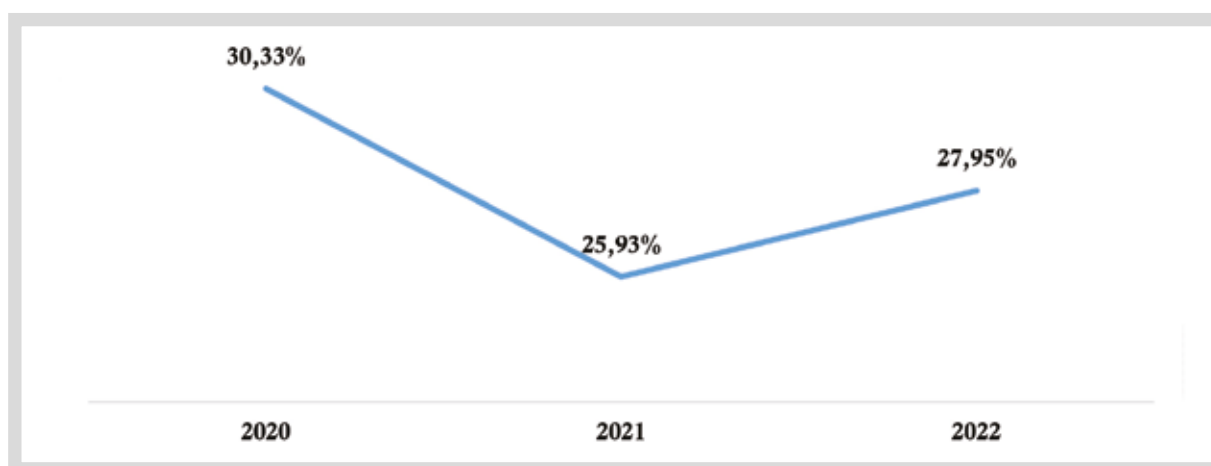


Ce respect du taux de convergence qui s'observe sur les trois (3) dernières années, est illustré par le tableau suivant :

Tableau 6a : Évolution de la masse salariale dans le budget global de fonctionnement par catégorie de collectivités décentralisées de 2020 à 2022

Proportion de la masse salariale dans le budget de fonctionnement			Taux de régression annuelle de la masse salariale		Taux de régression globale de 2020 à 2022
2020	2021	2022	2020-2021	2021-2022	2020-2022
30,33%	25,93%	27,95%	-4,40%	2,02%	-2,38%

Graphique 6a : Évolution des proportions de la masse salariale dans le budget global de fonctionnement de 2020 à 2022



La masse salariale est passée globalement de 30,33% du budget de fonctionnement en 2020, à 25,93% en 2021 et à 27,95% en 2022, soit un taux moyen de régression de 2,38%.

En effet, depuis 2020, la masse salariale des collectivités décentralisées est maîtrisée grâce aux actions de sensibilisation engagées par les autorités gouvernementales et les efforts consentis par les autorités locales pour le respect des dispositions du cadre organique des emplois. Cela s'est traduit par la prise de mesures telles que le non remplacement systématique des agents retraités ou décédés et la suppression des avantages indûment versés à certains agents.

Aussi, le strict respect des dispositions du décret n°2013-476 susvisé est à encourager.

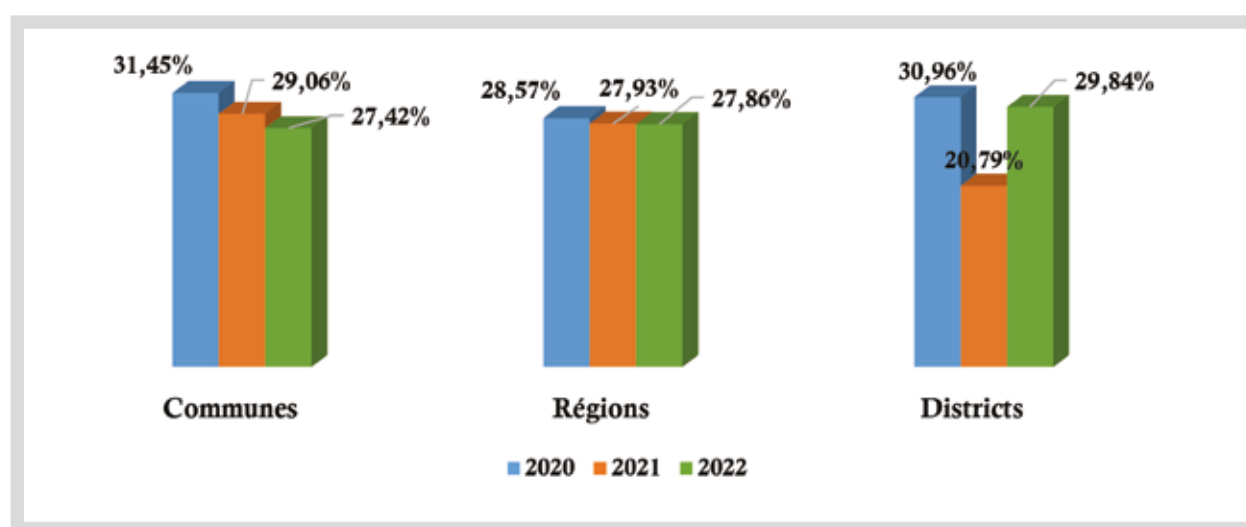
Toutefois, la proportion de la masse salariale dans le budget de fonctionnement a connu une hausse de 2,02% de 2021 à 2022. Cette hausse est constatée au niveau des districts autonomes, comme illustrée dans le tableau suivant.

Tableau 6b : Évolution des proportions de la masse salariale dans le budget de fonctionnement par catégorie de Collectivités décentralisées de 2020 à 2022

Collectivités décentralisées	Proportion de la masse salariale dans le budget de fonctionnement			Taux de régression annuelle de la masse salariale		Taux de régression globale de 2020 à 2022
	2020	2021	2022	2020-2021	2021-2022	2020-2022
Communes	31,45%	29,06%	27,42%	-2,39%	-1,64%	4,03%
Régions	28,57%	27,93%	27,86%	-0,64%	-0,07%	0,71%
Districts	30,96%	20,79%	29,84%	-10,17%	9,05%	1,12%

Source : DGTCP

Graphique 6b : Évolution des proportions de la masse salariale dans le budget de fonctionnement de 2020 à 2022 par catégorie de collectivités décentralisées



La part de la masse salariale dans le budget des districts autonomes est passée de 30,96% en 2020, à 20,79% en 2021, soit une baisse de 10,17%. Par contre, elle connaît un accroissement en 2022 de 9,05%, passant ainsi à 27,95%. Cette hausse s'explique par la non maîtrise du cadre organique des emplois par les douze (12) nouveaux districts autonomes.

La maîtrise dudit cadre organique (effectif, grille salariale) à travers la stricte application du décret susvisé pourrait améliorer la masse salariale des districts.

1.2.2. Un équilibre budgétaire soutenu par l'État

En dépit de la maîtrise de la masse salariale, les collectivités n'arrivent pas à couvrir lesdites charges sur fonds propres. En effet, leurs ressources propres restent inférieures aux dépenses salariales envisagées, d'où la fragilité de l'équilibre présentée par le budget des collectivités.

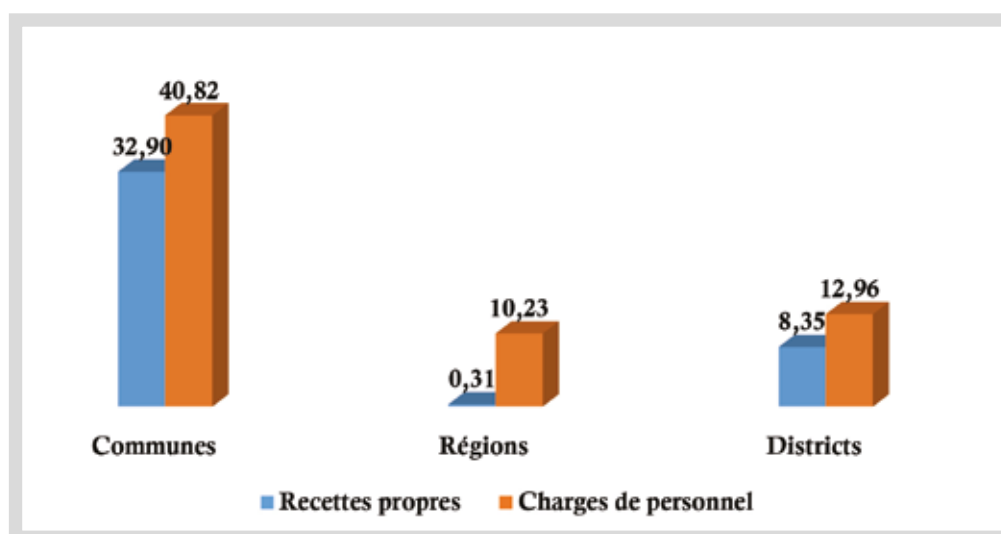
Ce constat est illustré dans le tableau ci-après :

Tableau 7 : Situation comparée des recettes propres et des dépenses de personnel des collectivités décentralisées

Natures des prévisions	Communes	Régions	Districts	Total
Recettes propres (A)	32 896 762 738	310 299 728	8 347 496 316	41 554 558 782
Charges de personnel (B)	40 817 003 631	10 226 727 680	12 955 562 000	63 999 293 311
Écart (A) - (B)	-7 920 240 893	-9 916 427 952	-4 608 065 684	-22 444 734 529
Proportion % (A/B)	80,60%	3,03%	64,43%	64,93%

Source : DGTCP

Graphique 7 : Situation comparée des recettes propres et des dépenses de personnel des collectivités décentralisées (en milliards de FCFA)



Dans l'ensemble, les recettes propres prévisionnelles couvrent environ 59,39% des charges salariales. Le déficit de 40,61% est comblé par les apports de l'État, d'où une dépendance des collectivités de l'État central.

Toutefois, il est à noter que ce taux de couverture est en baisse, passant de 63,87% en 2021 à 59,39% en 2022. Cette amélioration est due à la bonne performance de quelques collectivités, notamment certaines communes d'Abidjan qui ne bénéficient pas de subventions de l'État.

En outre, le montant des recettes propres des districts autonomes est constitué en totalité par les ressources propres des districts autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro, les douze (12) nouveaux districts autonomes ne disposant pas de recettes propres.



District Autonome de Yamoussoukro.

Chapitre II

EXÉCUTION DU BUDGET



District Autonome d'Abidjan

I. LA MOBILISATION DES RECETTES

I.1. Un taux de réalisation des recettes en hausse

Le tableau ci-dessous présente la situation du recouvrement au 31 décembre 2022.

Tableau 8 : Situation du recouvrement par nature de ressources au 31 décembre 2022

Natures	Prévisions	Recouvrement	Taux de réalisation
Quotes-parts d'impôts	148 907 016 921	154 483 897 327	103,75%
Recettes propres	41 554 558 782	37 096 518 585	89,27%
Subventions de l'État	90 666 258 138	102 225 158 681	112,75%
Recettes diverses	120 766 152 135	100 874 176 252	83,53%
Total	401 893 985 976	394 679 750 845	98,20%

Source : DGTCP

Le taux de réalisation global des recettes au titre de la gestion 2022 s'élève à 98,20%, contre 85% en 2021, soit une hausse de 13,2%. Cette performance est due essentiellement aux transferts verticaux de l'État à travers les quotes-parts d'impôts avec un taux de réalisation de 103,75% et les subventions pour 112,75%. Ces taux s'expliquent par des ressources additionnelles accordées à certaines collectivités.

Les ressources propres, malgré un taux de recouvrement estimé à 89,27%, restent insuffisantes. Leur part est de 37 096 518 585 FCFA sur 394 679 750 845 FCFA de recettes globales, soit 9,40%.

I.1.1. Prépondérance des transferts de l'État

La performance de la mobilisation des ressources des collectivités décentralisées est soutenue en grande partie par l'État à travers la mise à disposition des quotes-parts d'impôts et des subventions.

Tableau 9 : Évolution des transferts de l'État de 2020 à 2022

Transfert de l'État	2020	2021	2022	Total	Taux de progression 2020-2021	Taux de progression 2021-2022	Taux de progression 2020-2022
Quotes-parts d'impôts	125 294 451 361	132 362 209 121	154 483 897 327	412 140 557 809	5,64%	16,71%	23,30%
Subventions	57 312 059 388	81 076 139 562	102 225 158 681	240 613 357 631	41,46%	26,09%	78,37%
Total	182 606 510 749	213 438 348 683	256 709 056 008	652 753 915 440	16,88%	20,27%	40,58%

Source : DGTCP

En trois ans, les collectivités décentralisées ont bénéficié globalement de 652 753 915 440 FCFA, dont 412 140 557 809 FCFA au titre des reversements des quotes-parts d'impôts et 240 613 357 631 FCFA au titre des subventions.

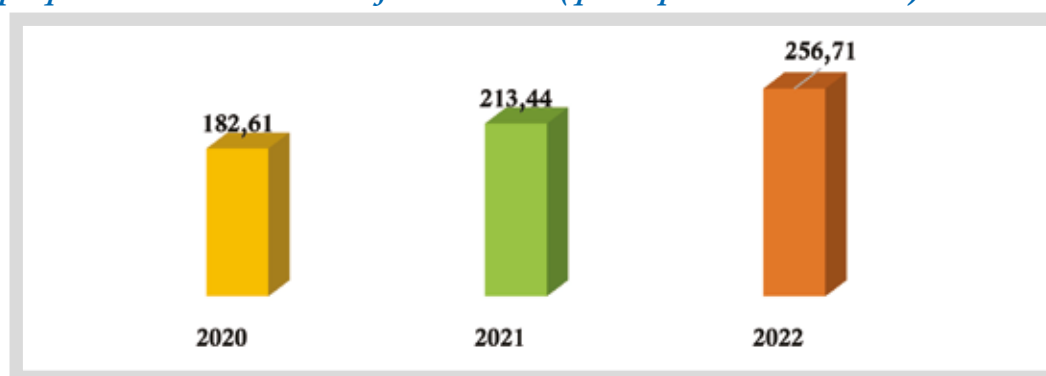
Les quotes-parts d'impôts ont augmenté de façon continue, passant de 125 294 451 361 FCFA en 2020 à 132 362 209 121 FCFA en 2021, puis à 154 483 897 327 FCFA en 2022, soit un taux de progression global de 23,30%.

Les subventions ont évolué de 57 312 059 388 FCFA en 2020 à 81 076 139 562 FCFA en 2021 et à 102 225 158 681 FCFA en 2022, soit un taux de progression de 78,37%.

Sur la même période, les appuis de l'État sont passés globalement de 182 606 510 749 FCFA à 652 753 915 440 FCFA, soit un taux de progression de 40,58%.

Cette évolution des apports de l'État est illustrée dans le graphique ci-dessous.

Graphique 8 : Évolution des transferts de l'État (quotes-parts et subventions) de 2020 à 2022



Toutefois, rapporté au budget général de l'État, le niveau des subventions allouées aux collectivités décentralisées chaque année reste faible.

1.1.2. Situation des recettes diverses

Le taux de réalisation des recettes a été également amélioré par les recettes diverses mobilisées à hauteur de 83,53%. Ce taux est indiqué dans le tableau suivant:

Tableau 10 : Situation du recouvrement des recettes diverses au 31 décembre 2022

Natures	Prévisions	Recouvrement	Taux de réalisation
Prélèvement sur fonds de réserve ordinaire	21 432 792 255	19 296 401 253	90,03%
Prélèvement sur fonds d'investissement	57 736 677 070	50 495 153 046	87,46%
Versement sur fonds d'investissement	30 957 462 832	30 387 104 776	98,16%
Autres	10 639 219 978	695 517 177	6,54%
Total	120 766 152 135	100 874 176 252	83,53%

Source : DGTCP

1.2. Un niveau de transferts verticaux à accroître

1.2.1. Une insuffisance des efforts de l'État

Dans le cadre du transfert de certaines de ses compétences aux collectivités décentralisées, l'État apporte constamment un concours financier. Cet appui qui se matérialise par l'octroi de subventions et la rétrocession de quotes-parts d'impôts reste insuffisant au regard des ambitions de développement local.

Tableau 11 : Évolution des proportions des transferts de l'État dans le budget général de 2020 à 2022

Libellé	2020	2021	2022	Total
Quotes-parts d'impôts (A)	125,3	132,4	154,5	412,2
Subventions de l'État (B)	57,31	81,08	102,22	240,61
Total transferts de l'État (A+B)	182,61	213,48	256,72	652,81
Montant du budget général de l'État	8 061	8 621,10	9901,1	26 583
Proportion des appuis de l'État dans le budget général	2,27%	2,48%	2,59%	2,46%

Nonobstant les efforts déjà consentis par l'État, l'impact des transferts aux collectivités décentralisées est resté globalement négligeable sur ces trois dernières années, avec moins de 3% du budget général.

1.2.1.1. Les subventions

En ce qui concerne les subventions, leur niveau reste faible au regard des attentes des collectivités, relativement aux moyens nécessaires à l'exercice des compétences transférées. Malgré leur tendance à la hausse de 2020 à 2022, leur proportion dans le budget général de l'État reste inférieure à 2% du budget.

Tableau 11a : Proportion des subventions aux collectivités décentralisées dans le budget général de l'État de 2020 à 2022

Libellé	2020	2021	2022
Subventions de l'État	57,31	81,08	102,22
Budget général de l'État	8 061	8 621,10	9901,1
Proportion (%)	0,71%	0,94%	1,03%

1.2.1.2. Les quotes-parts d'impôts

Cette tendance à la hausse est également observée au niveau des quotes-parts d'impôts, qui ont enregistré une part inférieure à 2% du budget général de l'État sur la période sous revue.

Tableau 11b : Proportion des quotes-parts d'impôts retrocédés aux collectivités décentralisées dans le budget général de l'État de 2020 à 2022

Libellé	2020	2021	2022	Total
Quotes-parts d'impôts	125,3	132,4	154,5	412
Budget général de l'État	8 061	8 621,10	9901,1	26 583
Proportion (%)	1,55%	1,54%	1,56%	1,55%

Source : DGTCP

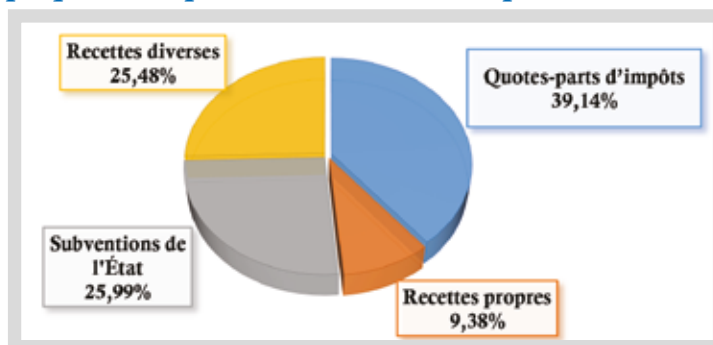
1.2.2. Des recettes propres insuffisantes

La proportion du recouvrement par nature dans les recettes globales est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : Proportion du recouvrement par nature de recettes

Natures	Montant	Pourcentage
Quotes-parts d'impôts	154 483 897 327	39,14%
Recettes propres	37 096 518 585	9,40%
Subventions de l'État	102 225 158 681	25,90%
Recettes diverses	100 874 176 252	25,56%
TOTAL	394 679 750 845	100%

Source : DGTCP

Graphique 9 : Proportion du recouvrement par nature de recettes

L'analyse de la situation du recouvrement des recettes par nature confirme la dépendance des collectivités au concours de l'État constatée dans les prévisions budgétaires. En effet, la part des ressources propres des collectivités dans les recettes globales réalisées représente seulement 9,38%.

Le budget des collectivités est financé en grande partie par les transferts verticaux de l'État (quotes-parts d'impôts et subventions) à hauteur de 65,13%. En outre, les recettes diverses représentent 25,48%.

Prise individuellement, la contribution en termes de ressources propres de chaque catégorie de collectivités dans les ressources globales de l'ensemble des collectivités est négligeable. Cette situation est illustrée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 13 : Proportion des recettes propres des collectivités par catégorie dans le recouvrement global

Collectivités	Recettes propres	Proportion
Communes	32 249 611 527	8,17%
Régions	662 873 858	0,17%
Districts	4 184 033 200	1,06%
Montant total des recettes recouvrées	394 679 750 845	

Source : DGTCP

L'analyse de ce tableau permet d'apprécier la part des recettes propres dans le recouvrement global des différentes catégories de collectivités.

Les communes qui semblent avoir un potentiel important de ressources contribuent paradoxalement à hauteur de 8,16% dans la mobilisation des recettes globales des collectivités. En ce qui concerne les régions, elles contribuent seulement à hauteur de 0,17% au recouvrement des recettes globales.

Quant aux districts autonomes qui ont un statut particulier avec un faible potentiel de ressources, ils enregistrent une part de 1,06% dans les recettes globales.

I.2.3. Une performance mitigée des collectivités décentralisées en matière de recettes

La situation du recouvrement par catégorie de collectivités est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 14 : Situation des réalisations des recettes par catégorie de collectivités décentralisées au 31 décembre 2022

Collectivités	Prévisions	Recouvrement	Taux de réalisation	Proportion du recouvrement
Communes	212 423 561 552	214 725 312 328	101,08%	54,40%
Régions	114 744 604 786	110 312 430 353	96,14%	27,95%
Districts	74 725 819 638	69 642 008 164	93,20%	17,65%
Total	401 893 985 976	394 679 750 845	98,20%	100%

Source : DGTCP

Les communes enregistrent un taux de recouvrement global de 101,08% contre 96,14% pour les régions et 93,20% pour les districts autonomes.

Les communes détiennent 54,40% du recouvrement contre 27,95% pour les régions et 17,65% pour les districts autonomes.

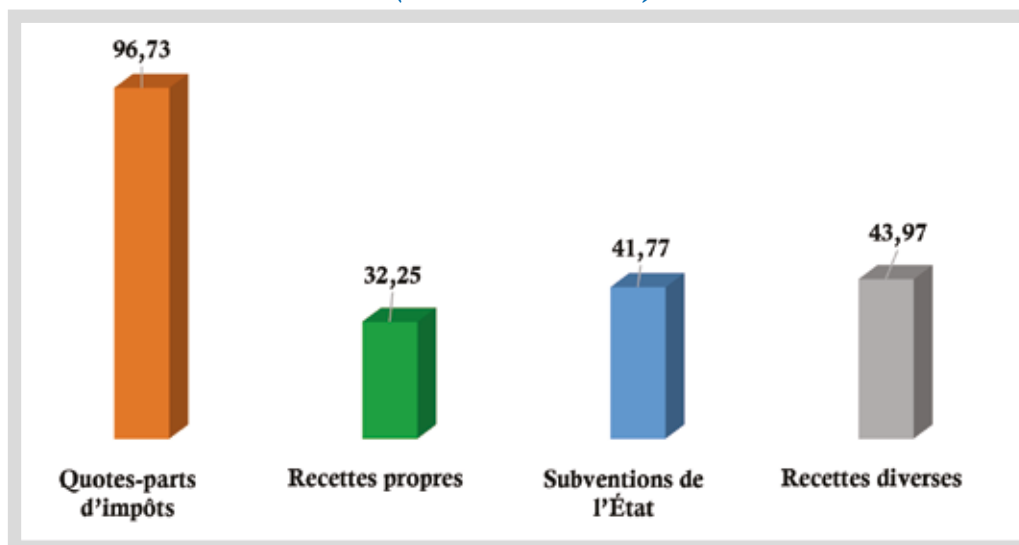
I.2.3.1. Les communes : un potentiel économique très peu exploité

Tableau 14a : Proportion des recettes par nature dans le recouvrement global des communes

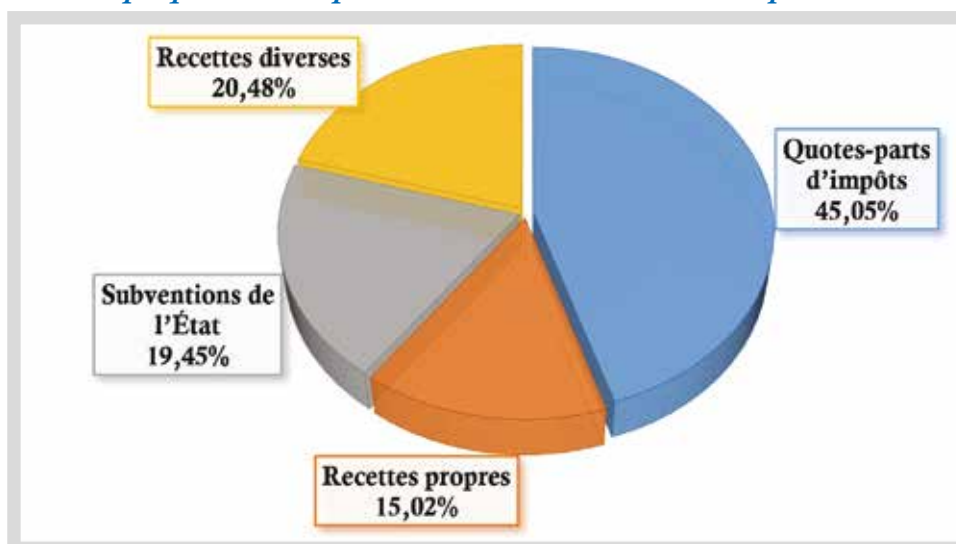
Collectivités	Natures	Recouvrement	Pourcentage (%)
Communes	Quotes-parts d'impôts	96 732 475 396	45,05%
	Recettes propres	32 249 611 527	15,02%
	Subventions de l'État	41 773 425 737	19,45%
	Recettes diverses	43 969 799 668	20,48%
Total		214 725 312 328	100%

Source : DGTCP

Graphique 10a : Répartition des recettes par nature dans le recouvrement global (en milliards FCFA)



Graphique 10b : Proportion des recettes des communes par nature



Les communes enregistrent un niveau de recouvrement global de 214 725 312 328 FCFA sur une prévision de 212 423 561 552 FCFA, soit un taux de réalisation de 101,08%. Ce taux est en hausse par rapport à celui de 2021 qui s'élevait à 88,26%.

Le niveau de recouvrement est passé de 178 358 054 422 FCFA en 2021 à 214 725 312 328 FCFA en 2022, soit un taux d'accroissement de 20,39%.

Au titre des recettes propres, sur une prévision globale de 38 007 475 001 FCFA, le niveau de recouvrement se situe à 32 249 611 527 FCFA, soit un taux de réalisation de 97,45%. Le niveau de recouvrement est en hausse par rapport à celui de l'année 2021 qui s'élevait à 30 354 234 372 FCFA.

Malgré cette performance, la contribution des recettes propres des communes dans leur ensemble reste insuffisante. Elle représente 17,69% contre 61,79% d'apport de l'État. Pourtant, les communes regorgent d'importantes potentialités économiques.

Cette situation peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs, notamment :

- la non-maîtrise ou l'exploitation insuffisante du potentiel économique ;
- la quasi-inexistence ou l'insuffisance d'infrastructures économiques (marchés, gares routières, etc.) et d'activités assujetties aux taxes ;
- la réticence des contribuables, des communautés et de certains acteurs des collectivités à intégrer la culture fiscale ;
- la mauvaise organisation et le défaut de planification des actions de recouvrement ;
- l'absence de stratégies de mobilisation des recettes ;
- l'absence d'activités génératrices de revenus.

Cette faiblesse des ressources propres constitue une entrave aux ambitions de développement et à leur indépendance vis-à-vis de l'État.

1.2.3.2. Les régions : un potentiel économique quasi-inexistant

Les régions sont nées en tant que collectivités territoriales suite à la dissolution des ex-conseils généraux. Elles ont donc hérité des actifs et des passifs des dites entités dissoutes. Cependant, en matière de recouvrement, elles ne disposent que d'une assiette d'impôts très limitée. Dans ces conditions, le potentiel économique des régions est quasi-inexistant.

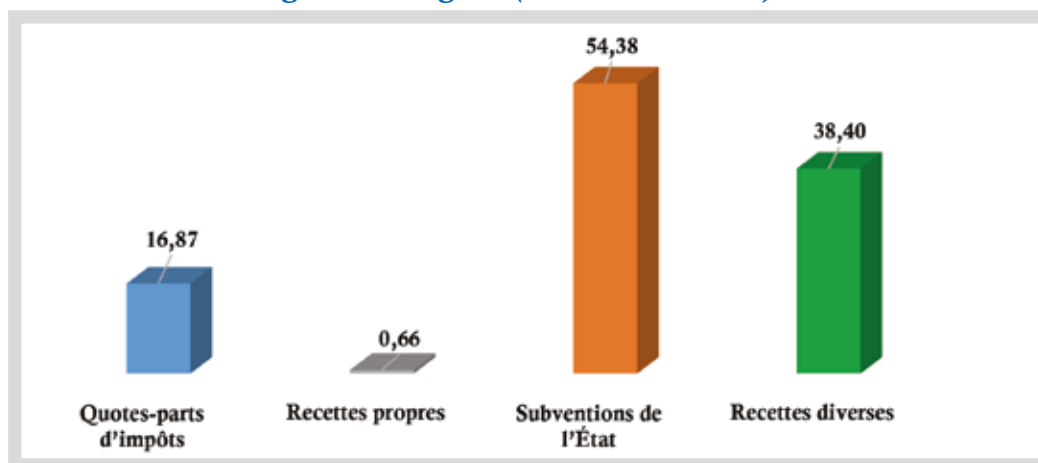
Le tableau ci-dessous présente la part des recettes des régions par nature dans leurs ressources globales mobilisées.

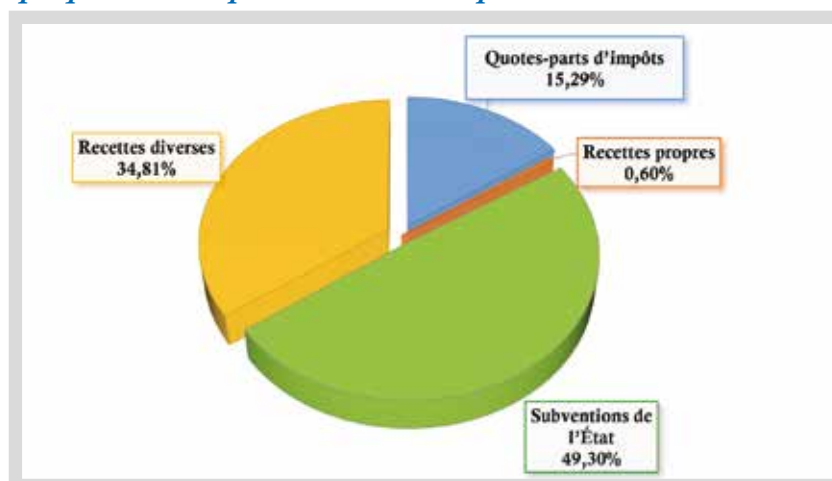
Tableau 14b : Proportion des recettes par nature dans le recouvrement global des régions

Collectivités	Natures	Recouvrement	Pourcentage
Régions	Quotes-parts d'impôt	16 868 400 889	15,29%
	Recettes propres	662 873 858	0,60%
	Subventions de l'État	54 381 416 401	49,30%
	Recettes diverses	38 399 739 205	34,81%
Total		110 312 430 353	100%

Source : DGTCP

Graphique 11a : Répartition des recettes par nature dans le recouvrement global des régions (en milliards FCFA)



Graphique 11b : Proportion des recettes par nature dans le recouvrement

Les régions enregistrent des recettes d'un montant global de 110 312 430 353 FCFA sur un niveau de recouvrement global de 394 679 750 845 FCFA, soit 27,95% des recettes totales. Ce taux relativement faible est lié essentiellement aux dispositions réglementaires spécifiant l'assiette des recettes des régions.

Il faut noter que le niveau élevé des recettes diverses des régions tire sa source des soldes de trésorerie des ex conseils généraux dont elles ont hérité.

Les régions dépendent donc entièrement des appuis de l'État.

1.2.3.3. Les districts autonomes : entités territoriales particulières

Les districts autonomes sont des entités territoriales atypiques pour plusieurs raisons :

- ils obéissent à la fois aux règles de la déconcentration et de la décentralisation ;
- ils ont un ancrage institutionnel à la Primature et leur tutelle technique est assurée par le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité ;
- les Gouverneurs ont rang de Ministres ;
- les compétences transférées sont limitées.

Cette situation engendre quelques difficultés, notamment des lourdeurs administratives.

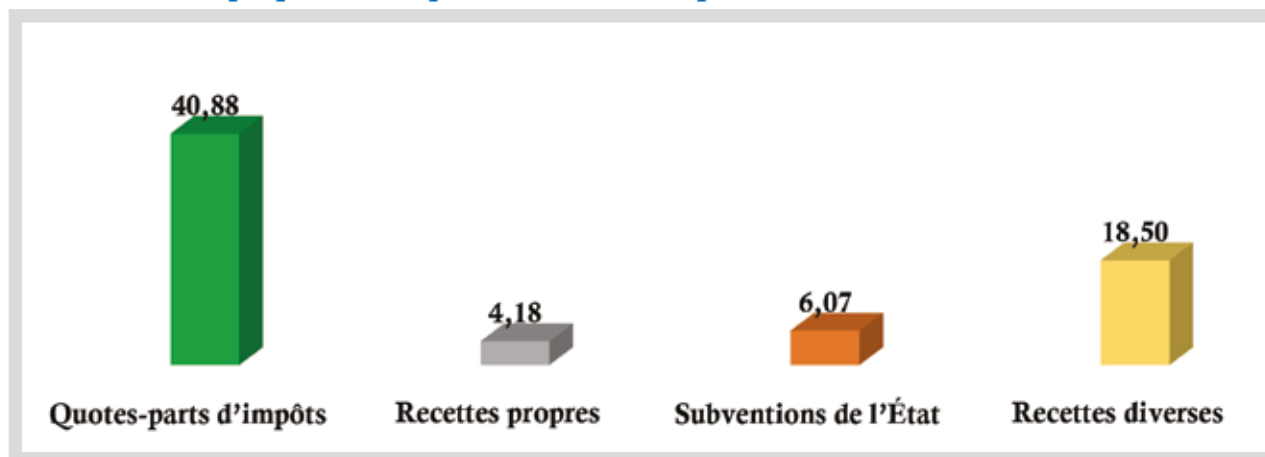
Par ailleurs, il convient de noter que les douze (12) nouveaux districts autonomes n'ont pas de recettes propres.

Tableau 14c : Proportion des recettes par nature dans le recouvrement global des districts autonomes

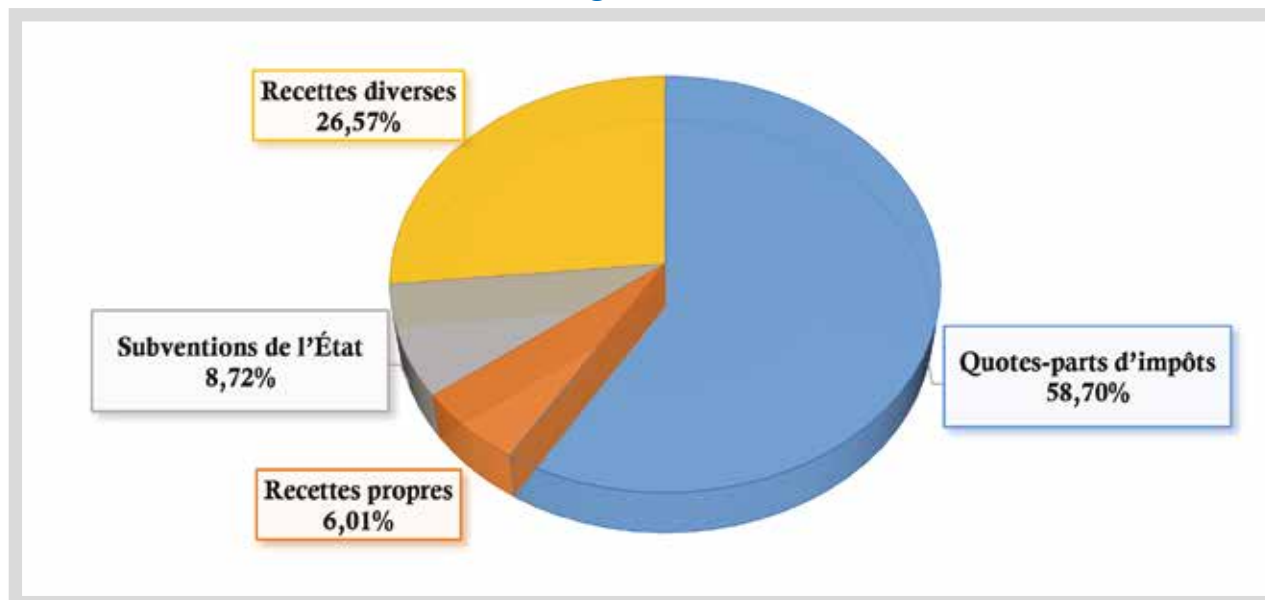
Collectivités	Natures	Recouvrement	Pourcentage
District	Quotes-parts d'impôts	40 883 021 042	58,70%
	Recettes propres	4 184 033 200	6,01%
	Subventions de l'État	6 070 316 543	8,72%
	Recettes diverses	18 504 637 379	26,57%
Total		69 642 008 164	100%

Source : DGTCP

Graphique 12a : Répartition des recettes par nature dans le recouvrement



Graphique 12b : Proportion des recettes par nature dans le recouvrement global des districts autonomes



Les districts autonomes enregistrent des recettes propres à hauteur de 4 184 033 200 FCFA. Ce montant représente 6,01% du montant total des recettes recouvrées. Ce taux traduit la performance des districts autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro ; les autres districts autonomes ne disposant pas d'assiette d'impôts locaux.

II. UN NIVEAU D'EXÉCUTION DES DÉPENSES RELATIVEMENT FAIBLE

Les tableaux ci-dessous présentent l'état d'exécution des dépenses des collectivités décentralisées.

Tableau 15 : Situation des dépenses des collectivités décentralisées par nature au 31 décembre 2022

Natures	Prévisions	Mandatements	Taux d'exécution	Règlements	Taux de règlement	Restes à payer
Personnel	63 999 293 311	57 302 977 621	89,54%	55 702 750 990	97,21%	1 600 226 631
Fonctionnement hors personnel	164 968 262 159	138 653 040 948	84,05%	119 330 682 036	86,06%	19 322 358 912
Total fonctionnement (A)	228 967 555 470	195 956 018 569	85,58%	175 033 433 026	89,32%	20 922 585 543
Investissement (B)	172 926 430 506	116 864 985 056	67,58%	76 204 563 613	65,21%	40 660 421 443
TOTAL (A+B)	401 893 985 976	312 821 003 625	77,84%	251 237 996 639	80,31%	61 583 006 986

Source : DGTCP

II.1. Des dépenses de fonctionnement largement au-dessus des dépenses d'investissement

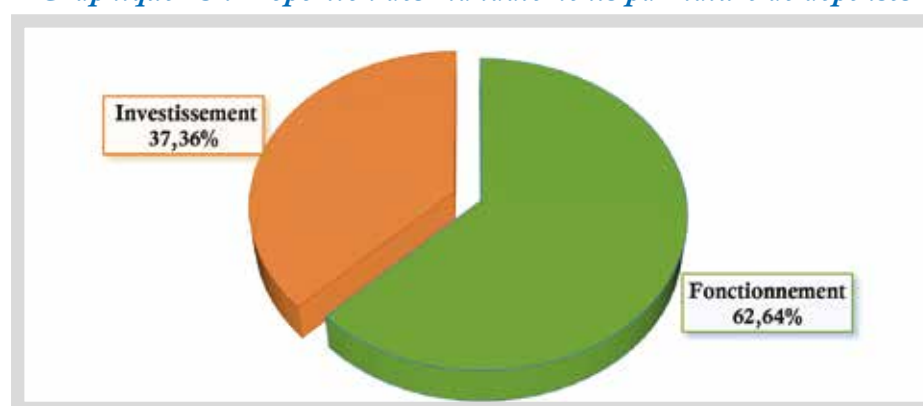
Les dépenses de fonctionnement sont supérieures aux dépenses d'investissement. Les charges de fonctionnement absorbent 62,64% du budget global contre 37,36% pour les dépenses d'investissement.

Tableau 16 : Proportion des mandatements des collectivités décentralisées par nature de dépenses

Natures	Mandatements	Pourcentage
Fonctionnement	195 956 018 569	62,64%
Personnel	57 302 977 621	18,32%
Fonctionnement hors personnel	138 653 040 948	44,32%
Investissement	116 864 985 056	37,36%
Total	312 821 003 625	100%

Source : DGTCP

Graphique 13 : Proportion des mandatements par nature de dépenses



Les faibles taux de mandatement de 62,64% en fonctionnement et de 37,36% en investissement, s'apparentent à une surévaluation du budget, foulant ainsi au pied le principe de sincérité budgétaire. En effet, l'article 8 de la loi organique n°2014-337 du 5 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des Finances Publiques dispose : « les opérations financières sont régies par les principes budgétaires suivants : le principe de la sincérité budgétaire implique que les lois de finances

présentent de façon fiable et fidèle l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Leur sincérité s'apprécie compte tenu des informations disponibles et des prévisions qui peuvent raisonnablement en découler ».

Au niveau local, la loi n°2020-885 du 21 octobre 2020 portant régime financier des collectivités territoriales et des districts autonomes réaffirme le même principe en son article 13.

La sincérité budgétaire est un outil de bonne gouvernance. Elle s'appréhende donc comme le souci éthique de garantir l'exactitude des informations contenues dans le budget de la collectivité en vue d'un équilibre budgétaire réel. Le projet de budget est ainsi élaboré sur la base du réalisme et de la prudence en tenant compte des informations disponibles au moment de son élaboration.

Ce principe interdit de surestimer ou de sous-estimer les ressources.

De ce fait, les ressources ne peuvent être surévaluées pour faire croire qu'elles peuvent financer des dépenses souvent surévaluées.

De même, les dépenses ne peuvent être minorées pour faire croire que la collectivité ne vit pas au-dessus de ses moyens et que son train de vie est en conformité avec sa capacité de financement.

Ceci exige qu'il faille tenir compte des informations disponibles au moment de l'élaboration du budget, ainsi que des réalisations antérieures, notamment en matière de recettes.

Le principe de la sincérité budgétaire permet de faire des prévisions de recettes et de dépenses réalistes.

La situation des dépenses par catégorie de collectivité est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 17 : Situation des dépenses par catégorie de collectivités au 31 décembre 2022

Collectivités	Natures	Dotations	Mandatements	Taux d'exécution	Règlement	Restes à payer
COMMUNES	Fonctionnement	148 842 175 506	127 908 767 748	85,94%	115 130 306 709	12 778 461 039
	Investissement	63 581 386 046	47 265 507 595	74,34%	28 524 365 136	18 741 142 459
TOTAL COMMUNES		212 423 561 552	175 174 275 343	82,46%	143 654 671 845	31 519 603 498
RÉGIONS	Fonctionnement	36 711 101 606	32 611 711 009	88,83%	28 178 408 124	4 433 302 885
	Investissement	78 033 503 180	38 613 800 295	49,48%	20 083 953 374	18 529 846 921
TOTAL RÉGIONS		114 744 604 786	71 225 511 304	62,07%	48 262 361 498	22 963 149 806
DISTRICTS	Fonctionnement	43 414 278 358	35 435 539 812	81,62%	31 724 718 193	3 710 821 619
	Investissement	31 311 541 280	30 985 677 166	98,96%	27 596 245 103	3 389 432 063
TOTAL DISTRICTS		74 725 819 638	66 421 216 978	88,89%	59 320 963 296	7 100 253 682
TOTAL GÉNÉRAL		401 893 985 976	312 821 003 625	77,84%	251 237 996 639	61 583 006 986

Le faible niveau des dépenses d'investissement par rapport à celui des charges de fonctionnement s'observe dans chaque catégorie de collectivités en raison de certains facteurs spécifiques, notamment :

- la mise à disposition tardive des subventions d'investissement ;
- la disponibilité tardive des délibérations.

II.2. Analyse des dépenses par catégorie de collectivités

II.2.1. La situation des communes

Le système de la décentralisation accorde une place de choix aux communes en ce sens qu'elles sont plus proches des populations.

Par conséquent, elles sont les principales entités qui doivent mener des actions et des opérations de développement visant à améliorer le bien-être des populations. Cela nécessite une orientation efficiente des dépenses.

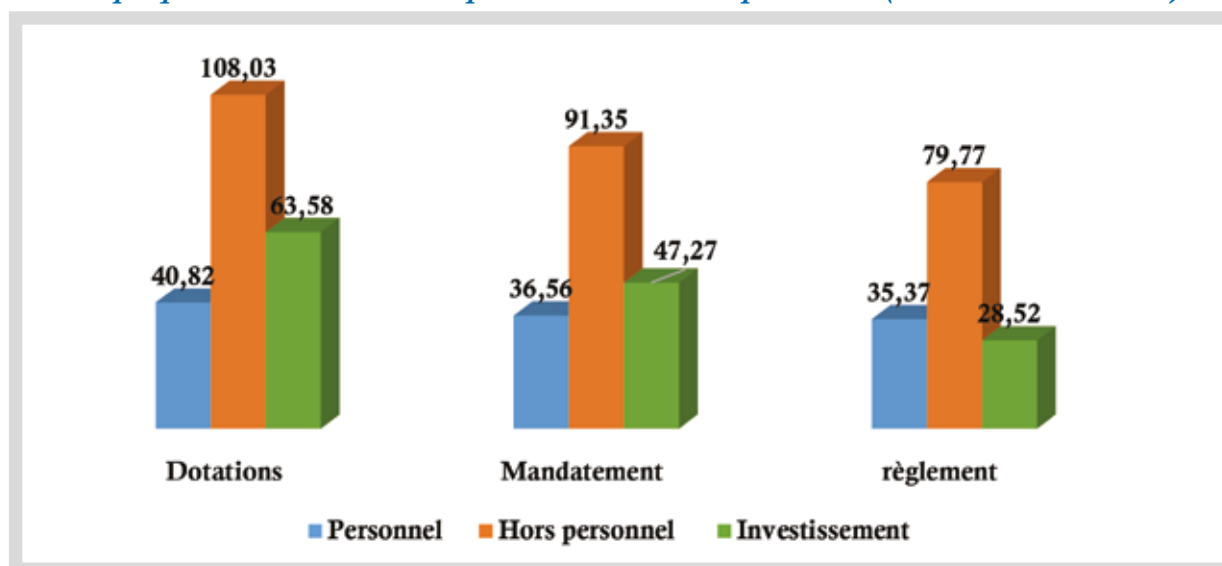
Le tableau ci-après présente le niveau d'absorption du budget des communes par postes de dépenses

Tableau 18 : Situation des dépenses des communes par nature

Collectivités	Natures	Dotations	Pourcentage	Mandatements	Pourcentage	Règlement	Pourcentage
COMMUNES	Personnel	40 817 003 631	19,21%	36 558 059 776	20,87%	35 365 234 469	24,62%
	Hors personnel	108 025 171 875	50,85%	91 350 707 972	52,15%	79 765 072 240	55,53%
	Investissement	63 581 386 046	29,93%	47 265 507 595	26,98%	28 524 365 136	19,86%
	TOTAL	212 423 561 552	100%	175 174 275 343	100%	143 654 671 845	100%

Source : DGTCP

Graphique 14 : Situation des dépenses des communes par nature (en milliards de FCFA)



La part des investissements dans le budget des communes s'élève à 29,93% contre 70,07% dédiée au fonctionnement. Le budget des communes est donc absorbé en grande partie par les dépenses de fonctionnement au détriment de celles relatives aux investissements qui concourent à la création de richesse. L'on serait tenté d'expliquer la faiblesse des dépenses d'investissement par la conjugaison de certains facteurs tels que :

- la lenteur dans l'engagement des dépenses d'investissement, entraînant la transmission tardive des mandats au Comptable Public ;
- l'engagement tardif des subventions d'investissement par les responsables de programmes ;
- le retard dans les procédures de passation des marchés publics ;
- le non-respect du délai d'exécution et de livraison des travaux ;
- les défaillances techniques de certains prestataires ;
- la surface financière limitée de certains prestataires.

Il faut aussi noter un manque de stratégie d'autofinancement et d'encadrement des communes et les limites du Fonds de Prêt aux Collectivités Locales (FPCL) qui devrait permettre aux communes d'investir dans des activités génératrices de revenu. Ces limites sont liées, d'une part au non remboursement des prêts consentis et d'autre part, à la non prise en compte des modalités de fonctionnement de ce fonds par les textes instituant le Compte Unique du Trésor (CUT).

Face à cette situation, les communes ont comme alternative la possibilité de se tourner vers le secteur financier. Le FPCL ayant montré ses limites, il s'agit à présent de proposer un modèle de fonds de garantie qui pourrait permettre aux communes de recueillir des ressources plus importantes afin de financer le développement local.

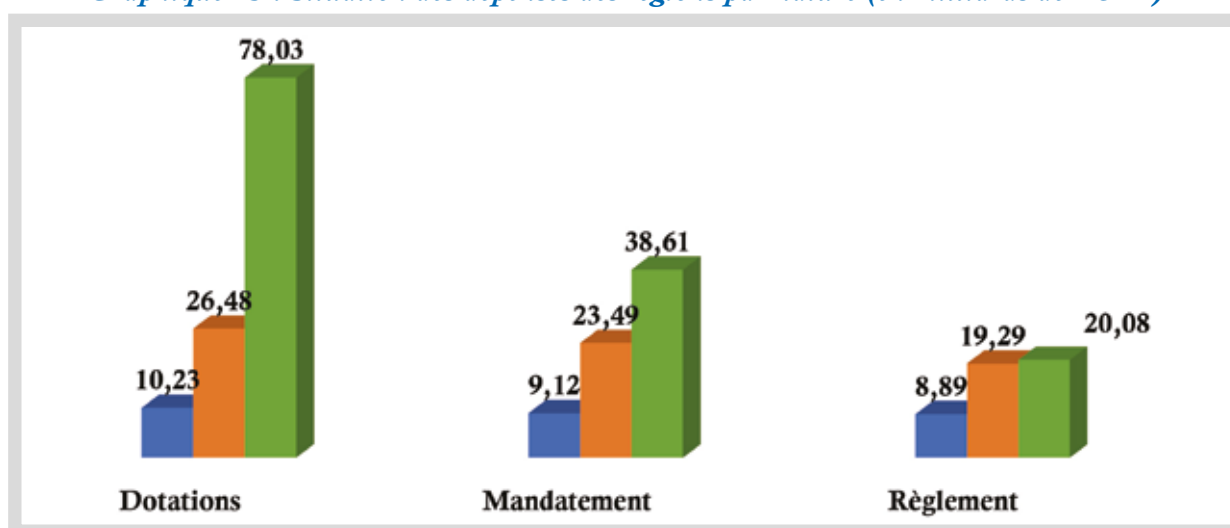
II.2.2. La situation des régions

Le tableau ci-dessous présente la proportion des dépenses par nature dans le budget global des régions.

Tableau 19 : Situation des dépenses des régions par nature

Collectivités	Natures	Dotations	Pourcentage	Mandatements	Pourcentage	Règlement	Pourcentage
RÉGIONS	Personnel	10 226 727 680	8,91%	9 119 963 520	12,80%	8 887 011 371	18,41%
	Hors personnel	26 484 373 926	23,08%	23 491 747 489	32,98%	19 291 396 753	39,97%
	Investissement	78 033 503 180	68,01%	38 613 800 295	54,21%	20 083 953 374	41,61%
TOTAL RÉGIONS		114 744 604 786	100%	71 225 511 304	100%	48 262 361 498	100%

Source : DGTCP

Graphique 15 : Situation des dépenses des régions par nature (en milliards de FCFA)

Suite à la dissolution des conseils généraux, la région a été consacrée comme collectivité territoriale par la loi n°2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration Territoriale.

Les régions ont hérité des opérations des ex-conseils généraux. Leur champ de compétence s'étend aux localités situées en dehors du périmètre communal.

Dans le cadre de leurs missions, les régions sont chargées d'engager les projets de grande envergure tels que l'entretien des voies de communication, des pistes rurales, la construction et la gestion des lycées et collèges d'enseignement général, technique et professionnel ainsi que les hôpitaux généraux. Ces compétences justifient l'importance de leurs dépenses d'investissement.

L'analyse du tableau 19 révèle que la part de l'investissement dans le budget global des régions est de 68% contre 32% pour le fonctionnement. En dépit de leurs ressources propres quasi-inexistantes, les régions arrivent à réaliser des investissements. Ces réalisations se font grâce aux concours financiers de l'État qui restent toutefois insuffisants.

Les ressources financières devraient être proportionnelles aux nombreuses compétences qui leur sont transférées. Il est donc impérieux d'accroître l'appui financier de l'État.

II.2.3. La situation des districts autonomes

Le district autonome est une entité territoriale particulière régie par les règles de la déconcentration et de la décentralisation. Les dépenses des districts autonomes sont constituées de charges de fonctionnement et d'investissement. Les charges d'investissement portent sur la réalisation des études pour l'exécution de leurs missions.

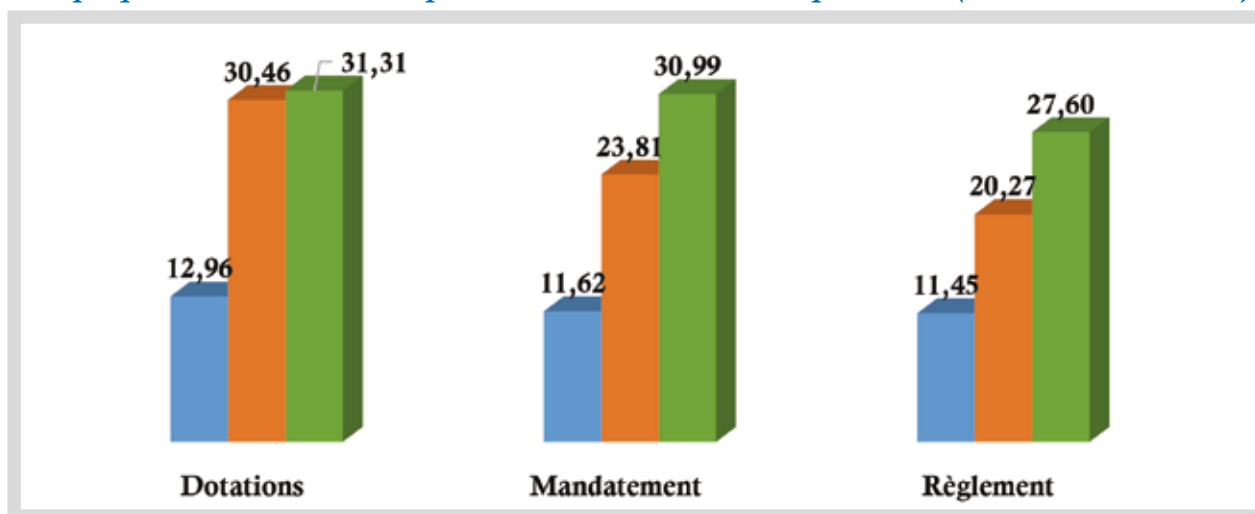
Le tableau ci-après présente la situation des dépenses des districts autonomes par nature.

Tableau 20 : Situation des dépenses des districts autonomes par nature

Collectivités	Natures	Dotations	Pourcentage	Mandatement	Pourcentage	Règlement	Pourcentage
DISTRICTS	Personnel	12 955 562 000	17,34%	11 624 954 325	17,50%	11 450 505 150	19,30%
	Hors personnel	30 458 716 358	40,76%	23 810 585 487	35,85%	20 274 213 043	34,18%
	Investissement	31 311 541 280	41,90%	30 985 677 166	46,65%	27 596 245 103	46,52%
TOTAL DISTRICTS		74 725 819 638	100%	66 421 216 978	100%	59 320 963 296	100%

Source : DGTCP

Graphique 16 : Situation des dépenses des districts autonomes par nature (en milliards de FCFA)



La part de l’investissement dans le budget des districts autonomes se situe à 41,90%. Contrairement aux régions, les dépenses des douze nouveaux districts autonomes portent essentiellement sur leur équipement et la réalisation des études des schémas directeurs des localités de leur ressort.

À l’instar des régions, ces nouveaux districts autonomes font face à leurs charges grâce aux reversements de quotes-parts d’impôts ponctionnées sur celles des districts de Yamoussoukro et d’Abidjan. Cette situation réduit la capacité financière desdits districts qui sont ainsi privés d’une partie de leurs ressources financières.

Lors de la répartition du budget alloué, les services financiers des districts autonomes n’ont pas tenu compte du fait que leurs ressources devraient provenir entièrement des quotes-parts d’impôts qui sont des recettes de fonctionnement. Cette situation a entraîné des difficultés de financement des dépenses d’investissement du fait de la non prise en compte des prélèvements liés aux recettes de fonctionnement.

Chapitre III

ANALYSE DES RÉSULTATS

I. DES RÉSULTATS BUDGÉTAIRES MITIGÉS

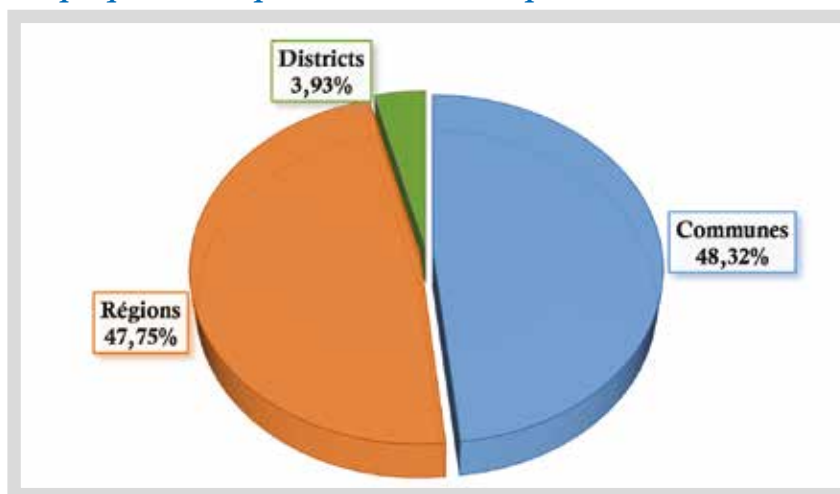
Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'exécution du budget des collectivités.

Tableau 21 : Résultat de l'exécution du budget global des collectivités décentralisées au 31 décembre 2022

Collectivités	Natures	Recettes	Dépenses	Excédent	Pourcentage
Communes	Fonctionnement	142 824 924 423	127 908 767 748	14 916 156 675	18,22%
	Investissement	71 900 387 905	47 265 507 595	24 634 880 310	30,09%
Communes		214 725 312 328	175 174 275 343	39 551 036 985	48,32%
Régions	Fonctionnement	69 990 564 760	32 611 711 009	37 378 853 751	45,66%
	Investissement	40 321 865 593	38 613 800 295	1 708 065 298	2,09%
Régions		110 312 430 353	71 225 511 304	39 086 919 049	47,75%
Districts	Fonctionnement	37 455 236 111	35 435 539 812	2 019 696 299	2,47%
	Investissement	32 186 772 053	30 985 677 166	1 201 094 887	1,47%
Districts		69 642 008 164	66 421 216 978	3 220 791 186	3,93%
Total	Fonctionnement	250 270 725 294	195 956 018 569	54 314 706 725	66,35%
	Investissement	144 409 025 551	116 864 985 056	27 544 040 495	33,65%
Total		394 679 750 845	312 821 003 625	81 858 747 220	100%

Source : DGTCP

Graphique 17 : Proportion de l'excédent par nature de collectivités



Dans l'ensemble des collectivités décentralisées, sur des ressources globales de 394 679 750 845 FCFA, les dépenses se chiffrent à 312 821 003 625 FCFA, ce qui traduit un excédent budgétaire de 81 858 747 220 FCFA.

Les communes détiennent 48,32% de cet excédent budgétaire contre 47,75% pour les régions et 3,93% pour les districts autonomes.

Cet excédent brut ne reflète pas forcément la réalité, en ce sens que la majorité des collectivités enregistrent des passifs constitués de dépenses engagées mais non encore mandatées.

Il faut aussi noter que ces excédents bruts comprennent quelques fois des fonds affectés à des projets non encore achevés ou qui n'ont pas encore débuté. Ces résultats s'apparentent donc à de faux excédents.

Il conviendrait de soustraire les crédits concernés par lesdits projets afin de dégager les résultats réels ou excédents nets qui peuvent être reversés au fonds d'investissement.

Toutefois, le report de ces crédits dits fonds affectés au programme triennal de la collectivité sur l'exercice suivant pose problème. En effet, l'élaboration du programme triennal intervenant avant la fin de l'exercice en cours, il est difficile d'anticiper le non achèvement d'un projet. Les résultats pris en compte doivent être certifiés par le compte administratif et le compte de gestion, rendant impossible l'intégration des crédits disponibles en fin d'exercice au programme triennal de l'année suivante.

En vue de permettre le report de ces crédits sur l'exercice suivant et d'éviter l'interruption de l'exécution du projet, il serait souhaitable de prendre des textes à l'effet d'autoriser leur utilisation. Ces crédits disponibles pourraient être transcrits au budget de l'année n+1 sans attendre leur inscription préalable au programme triennal. De tradition, ces « faux excédents » font l'objet de modification budgétaire avant toute utilisation.

II. UN FAIBLE NIVEAU DE REMBOURSEMENT DES PRÊTS FPCL

Créé par décret n°89-962 du 30 août 1989 et des textes subséquents, le Fonds de Prêt aux Collectivités Locales (FPCL) est domicilié à la Banque Nationale d'Investissement (BNI).

Ce Fonds a pour objet d'accorder aux communes, à la ville d'Abidjan et sous certaines conditions aux associations d'utilité publique intercommunale telles que définies par la loi n°85-875 du 29 juillet 1985, des prêts à moyen ou long terme pour la réalisation de leurs programmes d'investissement.

Les remboursements se font selon le mécanisme de mise à disposition des ressources par le Trésor Public. Cependant, des difficultés sont à relever quant au remboursement des créances issues de ce fonds de prêts.

Le montant global des remboursements se présente comme suit :

Tableau 22 : Situation globale des remboursements du FPCL par les communes bénéficiaires au 31 décembre 2022

Libellé	Montant (en FCFA)
Dette	2 969 560 522
Remboursement	948 378 565
Taux de remboursement	31,94%

Source rapport FPCL 2022

Au 31 décembre 2022, seize (16) communes se sont endettées pour un montant total de 2 969 560 522 FCFA.

Sur ces seize (16) communes qui ont bénéficié des prêts, quinze (15) ont procédé au remboursement d'une partie des échéances et une (1) n'a effectué aucun remboursement en 2022.

Le taux de remboursement est faible. En effet, au terme de l'exercice 2022, ce sont 948 378 565 FCFA qui ont été effectivement remboursés sur un montant de 2 969 560 522 FCFA, soit un taux de 31,94%.

Ce faible taux est de nature à décourager l’initiative de soutenir les collectivités par des prêts.

Le non-respect des échéanciers rallonge les délais de remboursement et pénalise par conséquent les autres communes intéressées par les prêts.

Les difficultés de remboursement des fonds sont dues :

- au refus de certains élus de procéder au remboursement FPCL, soit par une absence de planification de remboursement dans leurs programmes triennaux, soit par abstraction du principe de la continuité du service public;
- à la faiblesse des recettes propres des communes bénéficiaires par rapport à l’ensemble de leurs charges incompressibles, notamment les salaires.

En tout état de cause, les emprunts ne sauraient financer les dépenses de fonctionnement ni servir au remboursement de la dette antérieure. Ils devraient uniquement être utilisés au financement de nouveaux investissements.

L’effort attendu se situe au niveau de l’amélioration des ressources propres. De ce fait, les collectivités ont mis un point d’honneur à inscrire cette dette à leur programme triennal et à fixer un échéancier qu’elles s’efforcent de respecter, contrairement aux autres années.

La faiblesse des recettes propres des collectivités décentralisées et le niveau relativement bas de leurs fonds de roulement réduit leur capacité d’autofinancement sur le long terme. Cette faible capacité d’autofinancement se matérialise d’une part par une infériorité des recettes propres par rapport aux charges de fonctionnement et d’autre part, par un fonds de roulement insuffisant.

III. UNE FAIBLE CAPACITÉ D’AUTOFINANCEMENT

III.1. Des recettes propres inférieures aux charges de fonctionnement

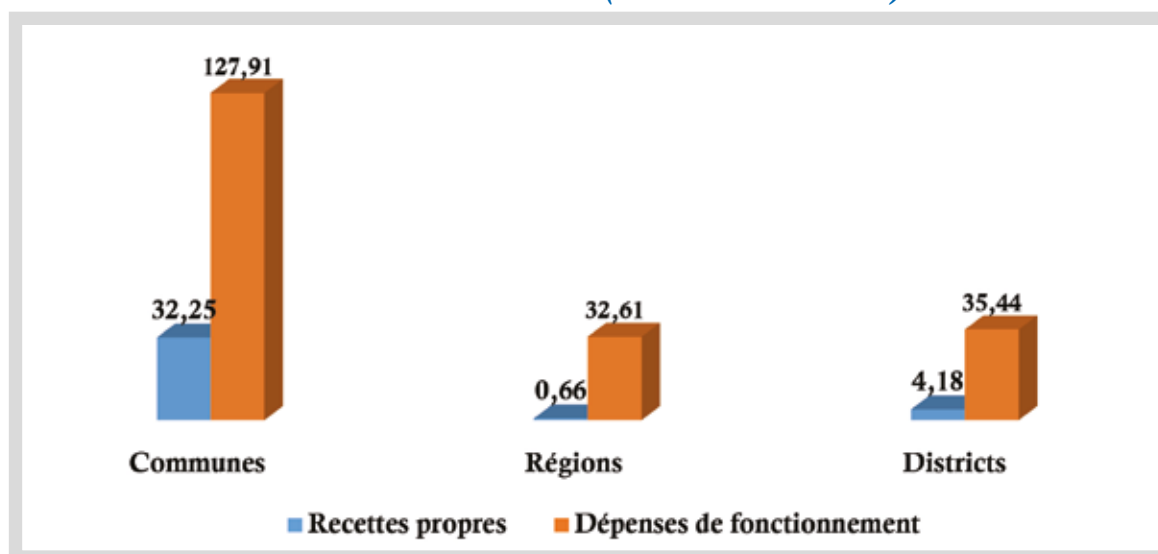
Les recettes propres effectivement recouvrées sont insuffisantes pour couvrir les charges de fonctionnement. Le tableau suivant illustre cette faiblesse.

Tableau 23 : Situation comparée des recettes propres et des dépenses de fonctionnement des collectivités décentralisées

Collectivités	Recettes propres	Dépenses de fonctionnement	Proportion
Communes	32 249 611 527	127 908 767 748	25,21%
Régions	662 873 858	32 611 711 009	2,03%
Districts	4 184 033 200	35 435 539 812	11,81%
Total	37 096 518 585	195 956 018 569	18,93%

Source : DGTCP

Graphique 18 : Situation comparée des recettes propres et des dépenses de fonctionnement des collectivités décentralisées (en milliards de FCFA)



Dans l'ensemble, les recettes propres des collectivités décentralisées ne couvrent que 18,93% de leurs dépenses de fonctionnement. Ce taux est insuffisant pour garantir leur autonomie financière.

Les régions sont les plus concernées par cette situation avec 2,03% de ressources propres dans le financement de leurs dépenses de fonctionnement contre 25,21% pour les communes et 11,81% pour les districts autonomes.

Ces résultats confirment la dépendance des collectivités vis-à-vis de l'État, relevée dans l'analyse des prévisions budgétaires.

III.2. Un fonds de roulement insuffisant

Le fonds de roulement des collectivités décentralisées est la différence entre leurs ressources (soldes débiteurs des comptes de disponibilité) et leurs dettes (restes à payer dans les livres du Comptable Public). Il mesure leur capacité à faire face à des charges sans ressources additionnelles.

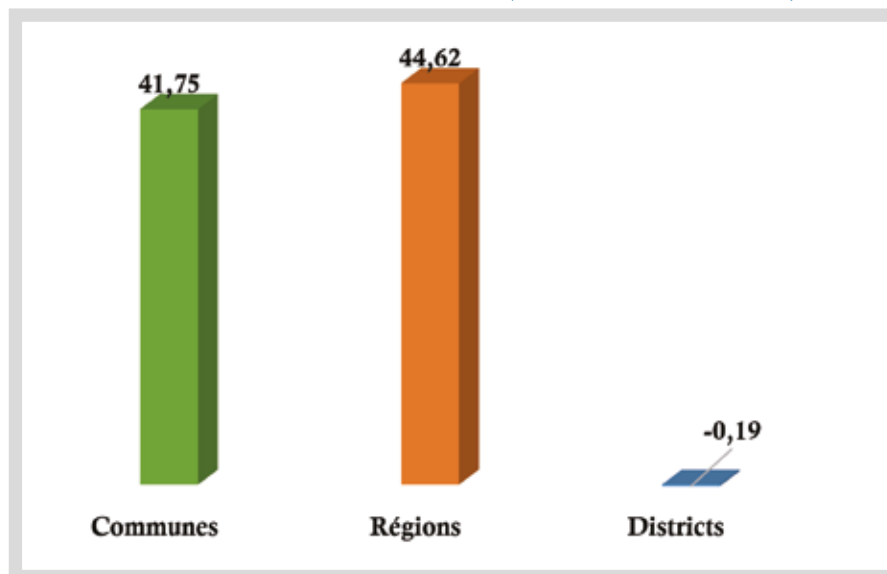
Le tableau ci-dessous présente la situation du fonds de roulement par catégorie de collectivité.

Tableau 24 : Fonds de roulement des collectivités décentralisées au 31 décembre 2022

Collectivités	Trésorerie	Créance	Disponibilité	Dettes	Fonds de Roulement
Communes	73 607 676 785	382 051 634	73 989 728 419	32 238 708 453	41 751 019 966
Régions	65 064 889 755	0	65 064 889 755	20 441 294 896	44 623 594 859
Districts	7 253 683 851	0	7 253 683 851	7 441 176 304	-187 492 453
Total	145 926 250 391	382 051 634	146 308 302 025	60 121 179 653	86 187 122 372

Source : DGTCP

Graphique 19 : Comparaison des fonds de roulement des différentes catégories de collectivités décentralisées au 31 décembre 2022 (en milliards de FCFA)



Le fonds de roulement des collectivités décentralisées est globalement positif et s'élève à 86 187 122 372 FCFA.

Dans l'ensemble, ce montant est en progression par rapport à celui de l'année 2021, qui s'élevait à 55 989 322 051 FCFA, soit une augmentation de 30 197 800 321 FCFA. Cependant, par catégorie de collectivité les districts autonomes ont un fonds de roulement négatif de 187 492 453 FCFA.

Par contre, le fonds de roulement des communes est en hausse, passant de 33 824 538 644 CFA en 2021 à 41 751 019 966 FCFA en 2022.

Les régions quant à elles présentent une situation meilleure avec un fonds de roulement de 44 623 594 859 FCFA contre 36 702 913 486 FCFA en 2021.

Au regard de ce qui précède, il est évident que le FPCL a montré ses limites. Il convient de repenser le mode de financement des collectivités en vue de leur permettre d'accéder au marché financier. Pour ce faire, la Côte d'Ivoire gagnerait à s'inspirer du modèle camerounais de financement à travers le Fonds spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM). Il est à rappeler que, contrairement au FPCL, ce fonds participe à la mobilisation des ressources nationales et internationales et assure la recherche de financement sur le marché financier au profit des collectivités décentralisées.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE



afaq
ISO 9001
Qualité
AFOR CERTIFICATION



TrésorPay® TrésorMoney



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union • Discipline • Travail

PLATEFORMES DE PAIEMENT DES DÉPENSES ET DE RECOUVREMENT DES RECETTES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

e-verification e-paiement e-recu

<https://pay.tresor.gouv.ci>
TrésorMoney*760#

Tel. : +225 27 20 21 35 87
e-mail : info@tresor.gouv.ci
www.tresor.gouv.ci

Centre d'Écoute du Trésor Public :
27 20 23 88 80 ou 9969
Numéro vert **8000 10 10**

**TROISIÈME
PARTIE**

**PLACE DES COLLECTIVITÉS
DÉCENTRALISÉES
DANS L'ÉCOSYSTÈME
FINANCIER NATIONAL**

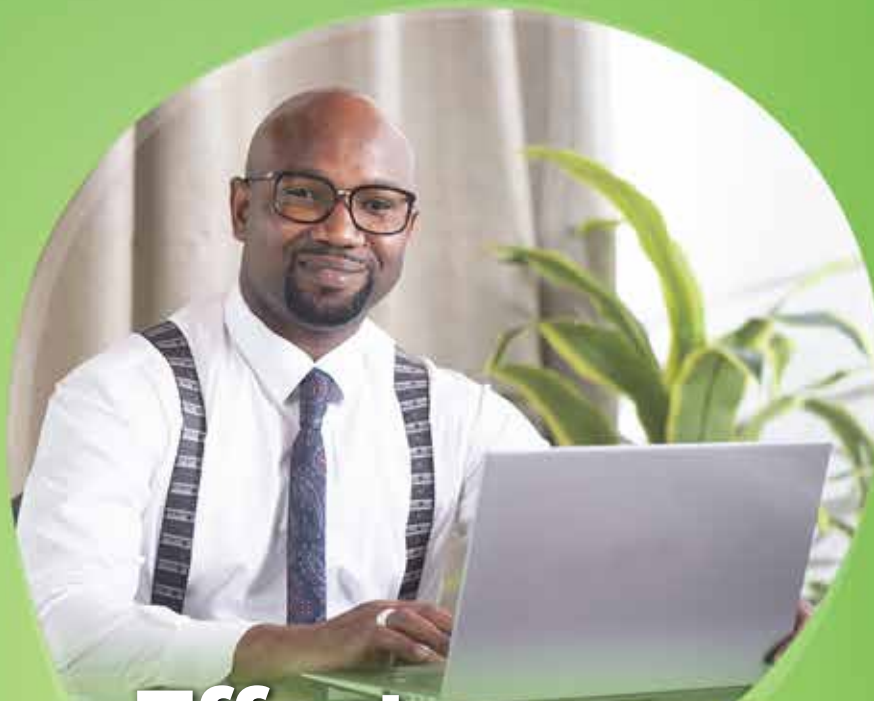
La place des collectivités décentralisées dans l'écosystème financier national s'apprécie sous les angles suivants :



L'ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES



LA PERFORMANCE SPÉCIFIQUE DE LA VENTE DES TIMBRES MUNICIPAUX SÉCURISÉS



Effectuez vos virements en un clic

 www.ebanktresor.ci 

Le Plaisir de vivre la Banque en ligne.

Une solution pour les Particuliers, les Entreprises
et les Institutions

Plus proche de vous

 www.labanque.tresor.gouv.ci

Chapitre I

ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES

I. POIDS DES COLLECTIVITÉS PAR RAPPORT AU PIB

Tableau 25 : Tableau comparé des finances locales par rapport aux finances de l'État

LIBELLÉ	2020	2021	2022
Recettes budgétaires locales/PIB	0,84%	0,85%	0,78%
Recettes propres/PIB	0,35%	0,34%	0,09%
Dépenses totales des CD/PIB	0,70%	1,09%	0,62%
Transfert financier de l'État aux CD/PIB	0,46%	0,56%	0,50%

PIB 2022 : valeur estimée à 29 300 milliards de FCFA

Source : Banque Mondiale

Il ressort du tableau 25 que les opérations financières des collectivités décentralisées (CD) sont très faibles par rapport à l'activité économique nationale. Elles représentent, en moyenne, moins de 1% du PIB sur la période 2020-2022.

En effet, le ratio Recettes des CD sur PIB est passé de 0,84% à 0,85% et 0,78% respectivement en 2020, 2021 et 2022. Quant au ratio Dépenses des CD sur PIB, il est passé de 0,70% à 1,09% et 0,62% sur la même période.

Pour ladite période, les transferts de l'État aux collectivités représentent 0,50% du PIB.

La faiblesse de ces différents ratios démontre que l'appui aux collectivités territoriales a un impact quasi-négligeable sur le budget de l'État.

II. POIDS DES COLLECTIVITÉS DANS LE BUDGET DE L'ÉTAT

Tableau 26 : Tableau des ratios

BUDGET 2020 : 8 061,00 milliards de FCFA

BUDGET 2021 : 8 398,90 milliards de FCFA

BUDGET 2022 : 9 901,10 milliards de FCFA

Source : Site officiel du Gouvernement Ivoirien

LIBELLÉ	2020	2021	2022
Dépenses totales CD/Budget général	1,38%	2,98%	3,16%
Recettes totales CD/ Budget général	3,71%	3,88%	3,99%
Recettes propres/ Budget général	0,38%	0,42%	0,37%
Transferts financiers de l'État/ Budget général	2,27%	2,54%	2,59%

Source DGTCP

Le tableau 26 montre que sur la période 2020-2022, moins de 3% du budget général de l'État a été mis à la disposition des CD dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de décentralisation de l'État.

En effet, le ratio Recettes totales des CD sur Budget général est passé de 3,71% à 3,88% et 3,99% respectivement en 2020, 2021 et 2022. Le ratio Dépenses totales des CD sur Budget général est passé, quant à lui, de 1,38% à 2,98% et 3,16% sur la période visée.

Ces ratios restent très faibles au regard des objectifs assignés à la politique de décentralisation, matérialisée par l'importance des acteurs en charge de sa mise en œuvre : Maires, Présidents des Conseils de Régions, Ministres, Gouverneurs de districts autonomes.

Des efforts substantiels doivent donc être faits par le Gouvernement en termes d'augmentation des ressources des CD afin de rendre leurs actions plus efficaces et plus visibles sur le terrain.

Chapitre II

PERFORMANCE SPÉCIFIQUE DE LA VENTE DES TIMBRES MUNICIPAUX SÉCURISÉS



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

“

Je suis **CITOYEN**,
j'exige les
nouveaux timbres municipaux sécurisés
pour l'authentification de mes documents.

”



Afin d'éviter le rejet de vos actes administratifs.

I. CONTEXTE DE MISE EN CIRCULATION

Dans le cadre de la mobilisation des ressources propres des collectivités territoriales, l'État de Côte d'Ivoire a mis en circulation des timbres sécurisés pour le compte des communes. Cette mise en circulation vise à :

- accroître les recettes propres des communes ;
- éviter l'aggravation de la fraude sur les timbres municipaux.

En vue de mieux encadrer ce nouveau mécanisme de gestion de ces valeurs inactives, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique a pris la note technique n°6172/MEF/DGTCP/DCP du 02 août 2021 relative aux modalités de démarrage de la mise en circulation des timbres municipaux sécurisés.

La vente des timbres municipaux sécurisés est assurée par les Trésoriers Municipaux.

II. UN ACCROISSEMENT DES RECETTES LIÉ À LA VENTE DES TIMBRES MUNICIPAUX SÉCURISÉS

De janvier 2022 à fin décembre 2022, ce sont 12 955 519 timbres qui ont été vendus pour un montant de 13 799 054 300 F CFA.

Ainsi, de septembre 2021 à fin décembre 2022, le nombre total de timbres municipaux sécurisés vendus est de 18 317 820 pour un montant de 19 191 285 300 FCFA.

La vente des timbres sécurisés a permis d'améliorer le niveau des recettes propres des communes. En effet, à fin janvier 2022, les recettes issues de la vente des timbres municipaux sécurisés s'élevaient à 6 334 938 500 FCFA contre 3 987 231 000 FCFA pour les anciens timbres, sur la même période, soit un taux d'accroissement des recettes de 62,94%.



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

USAGERS

Exigez

Les nouveaux timbres municipaux sécurisés



Afin d'éviter le rejet de vos actes administratifs.

**QUATRIÈME
PARTIE**

POINTS D'ATTENTION ET D'AMÉLIORATION

Cette partie se subdivise comme suit :



LES POINTS D'ATTENTION



LES POINTS D'AMÉLIORATION

The advertisement features a large baobab tree in a savanna landscape. A woman is sitting on the left using a tablet, and a man is sitting on the right also using a tablet. A circular inset shows server racks. The background is a clear blue sky with other baobab trees in the distance.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

afaq
ISO 9001
QUALITÉ

REPUBLICAINE DES LETTES OPUSCULE
Dessiné: Stéphane Tsiang

Baobab

LA DIGITALISATION DE LA RELATION CLIENT DU TRÉSOR PUBLIC

Clients du Trésor Public, vous écouter pour mieux vous servir

- Postez vos préoccupations et réclamations
- Suivez en ligne vos dossiers
- Évaluez les prestations qu'offrent nos services
- Communiquez en temps réel avec nos services

<https://baobab.tresor.gouv.ci>

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique • Siège social : Plateau Boulevard Cardé, Immeuble SOGEFIHA • BP V98 Abidjan-Côte d'Ivoire • Téléphone : (225) 20.30.90.20
Fax : (225) 20.21.35.87 • Numéro vert 8000 1010 • Email : info@tresor.gouv.ci • Site : www.tresor.gouv.ci • [www.twitter.com/dgtcpci](https://twitter.com/dgtcpci) • www.facebook.com/dgtcpci • www.youtube.com/dgtcpci

Chapitre I

POINTS D'ATTENTION

Au cours de l'année 2022, les collectivités décentralisées ont rencontré quelques difficultés. Elles sont d'ordre juridique, institutionnel, budgétaire et financier.

I. ASPECTS JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

I.1. Sur le plan juridique

I.1.1. Inadaptation de certains textes

Si l'environnement et les activités des collectivités décentralisées ont beaucoup évolué, il n'en est pas de même pour les textes qui les régissent.

En effet, un certain nombre de textes qui leur sont appliqués ne sont plus adaptés à leurs réalités en raison de la réforme des finances publiques intervenue au niveau de l'UEMOA. Il s'agit, entre autres :

- du décret n° 82-1092 du 24 novembre 1982 fixant les règles de programmation et de budgétisation des actions et des opérations de développement des communes et de la ville d'Abidjan ainsi que leur nomenclature budgétaire et comptable ;
- de l'instruction n°5334 MEF-CAB/DGCPT du 15 novembre 1983 relative à la gestion financière et comptable des communes et de la ville d'Abidjan ;
- de l'arrêté n°31/INT/DGCL du 13 février 1992, fixant les modalités et le calendrier de programmation et de budgétisation des communes et de la ville d'Abidjan ;
- de la non prise en compte de la condition de domiciliation à la BNI des comptes bancaires dédiés aux opérations liées au FPCL dans les textes instituant le Compte Unique du Trésor.

I.1.2. Absence de textes subséquents à la loi n°2020-885 du 21 octobre 2020 portant régime financier des collectivités territoriales et des districts autonomes

La mise en œuvre de la loi n°2020-885 portant régime financier des collectivités territoriales et des districts autonomes nécessite la prise de textes subséquents. Cependant, certains textes d'application ne sont pas encore pris, notamment :

- le décret relatif au plan comptable des collectivités ;
- le décret relatif aux indemnités de fonction des Comptables Publics auprès des collectivités territoriales et les districts autonomes ;
- l'arrêté interministériel relatif à la prise en charge de dépenses de fonctionnement et d'équipement du poste comptable par la collectivité territoriale ou le district autonome.

I.1.3. Absence de textes d'application du décret n° 2019-918 du 6 novembre 2019 fixant les modalités de perception des recettes propres des collectivités territoriales et des districts autonomes par voie électronique

Les textes d'application dudit décret ne sont pas encore pris, notamment :

- l'arrêté interministériel relatif à la mise en place du comité de suivi ;
- l'arrêté interministériel relatif à l'octroi des agréments.

Néanmoins, les deux projets d'arrêtés interministériels sont en cours d'élaboration.

I.2. Insuffisance du cadre institutionnel et opérationnel

Cette insuffisance se matérialise par :

- une tutelle unique exercée par le ministère en charge de la décentralisation ;
- le non-déploiement du contrôle financier dans les collectivités décentralisées ;
- l'absence des textes d'application de la loi n° 2002-04 du 03 janvier 2002 portant statut du personnel des collectivités décentralisées ;
- l'absence de textes spécifiques aux districts autonomes qui obéissent à la fois au principe de déconcentration et au principe de décentralisation.

I.2.1. Non-respect des textes en vigueur

- le non-respect du cadre organique des emplois ;
- les avantages non régis par les textes.

I.2.2. Conflits de compétences dans certains domaines

Le champ d'actions des trois échelons de décentralisation n'est pas clairement défini en ce qui concerne certaines compétences transférées au regard de la loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition des compétences de l'État aux collectivités territoriales. Ceci entraîne des conflits de compétences dans ces domaines.

C'est le cas dans le domaine de l'urbanisme et de l'habitat dont les compétences sont dévolues à la fois aux communes, aux régions et aux districts autonomes.

II. ASPECTS BUDGÉTAIRE, FINANCIER ET SPÉCIFIQUE

II.1. Sur le plan budgétaire et financier

Au niveau budgétaire et financier, les difficultés sont les suivantes :

- le non-respect des fréquences des réunions du comité de trésorerie dans certaines collectivités ;
- le mandatement tardif des dépenses d'investissement et l'accumulation des restes à payer en fin d'exercice ;
- la lenteur dans le processus de passation des marchés ;
- l'absence de stratégies de mobilisation des ressources propres ;
- la suspension du recouvrement électronique en raison de l'absence de tous les textes encadrant l'activité (textes d'application du décret n°2019-918 du 6 novembre 2019 fixant les modalités de perception des recettes propres des collectivités territoriales et des districts autonomes par voie électronique).

II.2. Difficultés spécifiques

II.2.1. Difficultés spécifiques aux douze (12) nouveaux districts autonomes

La gestion des nouveaux districts autonomes se heurte à un certain nombre de difficultés, notamment :

- les versements indus de salaire aux fonctionnaires qui émargent déjà sur le budget de l'État ;
- les problèmes liés à l'ancrage institutionnel des districts autonomes ;

- le non-respect du cadre organique des emplois ;
- l'absence de certaines pièces justificatives de dépenses en raison de la non mise en place des organes (avis de bureau, délibération) ;
- la non prise en compte des services de la Paierie dans le budget des districts autonomes (indemnités, locaux, véhicules) ;
- le non-respect du calendrier de production des comptes de gestion en raison des difficultés d'obtention de certaines pièces justificatives : les Payeurs de districts ne peuvent pas produire les comptes de gestion sur pièces en vue de les transmettre à la Cour des Comptes en raison du manque de certaines pièces justificatives liées à l'absence des organes (exercices 2021 et 2022) ;
- l'insuffisance de textes spécifiques : les districts autonomes obéissent aux principes de la déconcentration et de la décentralisation. Toutefois, les textes existants les assimilent aux régions et communes, notamment en matière de fonctionnement des organes et de traitement du personnel. Cette situation pose le problème des indemnités ;
- les membres du Conseil de districts autonomes ont des primes de sessions alignées sur celles des Conseillers régionaux ;
- les Directeurs de Cabinet des Ministres-Gouverneurs et autres Directeurs sont adossés à la grille des régions.

II.2.2. Difficultés liées à la gestion des timbres municipaux sécurisés

Plusieurs obstacles s'opposent à la gestion efficiente des timbres municipaux sécurisés. Il s'agit notamment :

- de la non incinération des anciens timbres et leur vente parallèle dans certaines communes ;
- des difficultés d'utilisation de certaines quotités de timbres municipaux sécurisés ;
- de la méconnaissance du nouveau circuit de gestion des timbres municipaux par les acteurs des collectivités ;
- du déficit de communication sur la mise en circulation des timbres sécurisés.



Cash Liberté

offre une meilleure sécurité pour les missions
et les paiements de masse.

Chapitre II

POINTS D'AMÉLIORATION

Au regard des difficultés relevées, il importe de formuler des recommandations en vue d'améliorer la gestion financière et comptable des collectivités décentralisées. Mais avant, il convient de faire l'état des lieux de celles issues des rapports antérieurs.

I. ÉTAT DES LIEUX DES RECOMMANDATIONS ISSUES DES RAPPORTS ANTÉRIEURS

Les difficultés rencontrées dans la gestion financière et comptable des collectivités ont souvent donné lieu à des recommandations, notamment dans les différents rapports produits par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Cependant, force est de constater que la mise en œuvre de ces recommandations connaît des faiblesses.

Ainsi, sur douze (12) recommandations formulées en 2021, trois (03) ont été prises en compte, soit un taux de réalisation de 25% et deux (02) ont connu des débuts de mise en œuvre soit 16,67%.

Il s'agit de :

- la prise de l'arrêté n°0773/MBPE/MIS/MEF du 26 juillet 2022 portant fixation des seuils et niveaux de prélèvement de péréquation de solidarité sur les quotes-parts du produit des impôts et taxes revenant aux communes, aux régions et aux districts autonomes au titre de l'année 2022 abrogeant l'arrêté interministériel n° 285/MEMIS/MPMEF/MPMB du 21 juillet 2014 portant modalités de répartition de la quote-part des impôts retrocédés aux Collectivités Territoriales et aux Districts Autonomes au titre de la gestion 2014 ;
- la tenue à bonne date des conférences budgétaires ayant permis de se conformer au calendrier d'élaboration du budget de la collectivité décentralisée. En effet, tous les budgets primitifs des collectivités territoriales ont été mis en place avant le 31 décembre 2022 ;
- l'inscription des dépenses d'investissement au programme triennal est effective. Toutefois, des difficultés subsistent concernant le report des crédits liés aux projets en cours ou non encore débutés.

Deux autres ont connu un début de mise en œuvre. Ce sont :

- le respect du cadre organique des emplois ;
- la formation des acteurs du circuit d'exécution du budget notamment la formation des chefs de poste et leurs collaborateurs organisée par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique en novembre 2022.

II. RECOMMANDATIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2022

II.1. Sur le plan juridique et institutionnel

La poursuite de l'amélioration de l'environnement juridique et institutionnel commande la prise d'un certain nombre de mesures, à savoir :

- reformer le cadre juridique par l'actualisation des textes ;
- édicter des textes adaptés au fonctionnement des collectivités décentralisées en tenant compte de l'évolution de leur environnement ;
- prendre les différents textes d'application de la loi n°2020-885 du 21 octobre 2020 et du décret n°2019-918 du 6 novembre 2019 précités ;
- opérationnaliser la Fonction Publique territoriale.

II.2. Sur le plan budgétaire et financier

À ce niveau, il s'agira essentiellement de :

- redynamiser les comités de trésorerie ;
- sensibiliser les Ordonnateurs sur l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de mobilisation de recettes tenant compte du potentiel des collectivités ;
- sensibiliser les Ordonnateurs sur l'importance de l'apurement des dettes et des déficits budgétaires de la collectivité.

II.3. Recommandations spécifiques

II.3.1. Au titre des douze (12) nouveaux districts autonomes

Le caractère singulier des districts autonomes nécessite la prise de mesures particulières en vue d'optimiser leur fonctionnement. Il s'agit entre autres de :

- veiller au respect du cadre organique des emplois ;
- prendre en compte les services de la Paierie dans le budget des districts autonomes (indemnités, locaux, véhicules) ;
- édicter des textes spécifiques au caractère particulier des districts autonomes (observance des principes de la déconcentration et de la décentralisation) ;
- déterminer une grille spécifique de salaires, indemnités et avantages du personnel des districts (fonctionnaires, payeurs, agents) ainsi que les membres du Conseil de Districts.

II.3.2. Au titre des timbres municipaux sécurisés

En vue d'optimiser la vente des timbres municipaux sécurisés, les mesures suivantes s'imposent :

- prendre dans l'urgence un arrêté interministériel instituant les timbres municipaux sécurisés et mettant officiellement fin à la vente des anciens timbres (ce texte précisera la clé de répartition des recettes issues de la vente des timbres entre l'État et les communes) ;
- certifier le stock des anciens timbres par une mission conjointe de contrôle (Trésor Public/ DGDDL) ;
- mettre en application l'arrêté n°273/MEF/DGTCP/DEMO/IGT du 24 juillet 2017 portant création d'un comité d'incinération des valeurs inactives obsolètes ou détériorées et fixant les modalités d'incinération ;
- proposer un arrêté interministériel pour une autorisation d'incinération spéciale ;
- mettre en place des stratégies de vente de timbres municipaux sécurisés en vue d'améliorer les recettes des collectivités ;
- sensibiliser les communes à l'utilisation optimale de timbres sécurisés ;
- afficher les spécimens de timbres sécurisés à tous les guichets de ventes de timbres des communes ;
- informer les populations.

Au total, il s'avère nécessaire d'établir une matrice actualisée de suivi des recommandations issues des différents rapports pour une meilleure gouvernance des collectivités décentralisées.

CONCLUSION

La gouvernance locale a connu plusieurs faits marquants en 2022. En effet, le processus d'opérationnalisation des nouveaux districts autonomes a enregistré la prise de plusieurs textes dont ceux relatifs à la mise en place des organes. Il est également à noter les efforts de l'État dans le cadre des transferts verticaux, matérialisés par la mise à disposition de ressources additionnelles pour un montant total de 11 269 900 000 FCFA à quatre-vingt-une (81) collectivités, en termes de subventions.

L'analyse de la gestion des finances des entités décentralisées fait ressortir des points de satisfaction mais également des points d'attention. Des suggestions ont été formulées en vue de l'amélioration de la politique de développement local.

Malgré les difficultés relevées, les collectivités décentralisées ont enregistré un résultat budgétaire globalement excédentaire de 118 355 238 473 FCFA, contre 75 231 234 692 FCFA en 2021, soit un taux d'accroissement de 57,32%.

Nonobstant ces résultats encourageants, des faiblesses subsistent relativement à la mobilisation des recettes propres. De ce fait, certaines collectivités restent encore fortement dépendantes des transferts de l'État.

Ainsi, trente-et-une (31) régions dont l'assiette des ressources est quasi-inexistante, sont fortement dépendantes de l'État, de même que les douze (12) nouveaux districts autonomes et les communes, à l'exception des dix (10) communes d'Abidjan qui ne bénéficient pas des subventions de l'État.

Par conséquent, il convient d'accentuer la sensibilisation des acteurs de la gestion financière locale afin de mettre en place des stratégies efficaces et efficientes de mobilisation des ressources internes. À cet égard, elles sont invitées à s'approprier les nouveaux outils digitaux, notamment TrésorPay-TrésorMoney, mis à leur disposition afin de relever le niveau de leur recouvrement.

Les collectivités devront adapter leur méthode et stratégies afin d'atteindre une autonomie financière effective et ainsi jouer pleinement leur rôle principal d'acteur du développement local.



Cash Junior

offre une meilleure sécurité pour
recevoir vos bourses scolaires et universitaires

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	9
SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	11
SOMMAIRE	13
RÉSUMÉ	15
I. Faits marquants	15
II. Analyse de la gestion 2022	15
III. Place des collectivités décentralisées dans l'écosystème financier national	16
IV. Points d'attention et d'amélioration	17
INTRODUCTION	19
PREMIÈRE PARTIE : FAITS MARQUANTS	21
CHAPITRE I : AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES	25
I. Opérationnalisation des districts autonomes	27
I.1. Prise de l'ordonnance n°2022-584 du 03 août 2022 portant modification de la loi n°2014-45223 du 05 août 2014 portant mode de création, attributions, organisation et fonctionnement du district autonome	27
I.2. Nomination des membres des conseils des districts autonomes et des vice-gouverneurs	27
I.3. Nomination de douze Payeurs de districts autonomes.....	27
II. Optimisation des outils de gestion des collectivités décentralisées	27
II.1. Renforcement du cadre juridique	27
II.1.1. Prise du décret n°2022-593 du 03 août 2022 portant nomenclature budgétaire des collectivités territoriales et des districts autonomes.....	27
II.1.2. Mise en place des budgets primitifs dans les délais	28
II.2. Amélioration du dispositif de répartition des ressources	28
II.2.1. Réaménagement du mode de répartition des quotes-parts d'impôts	28
II.2.2. Mise à disposition de la totalité des subventions et octroi de ressources additionnelles à certaines collectivités décentralisées	28
II.2.3. Mise en œuvre de TrésorPay-TrésorMoney, un outil performant de recouvrement de recettes et de règlement de dépenses au service des finances locales	28
II.3. Prise de dispositions spécifiques relatives à l'exécution des dépenses d'investissement des douze nouveaux districts autonomes	29

CHAPITRE II : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS	31
I. Formation des responsables des services financiers des collectivités territoriales	33
II. Formation des Chefs de postes nouvellement nommés et de leurs collaborateurs	33
III. Atelier relatif à l'optimisation de la vente des timbres municipaux sécurisés	33
CHAPITRE III : ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER DANS LE CADRE DE LA GESTION DES FINANCES LOCALES	35
I. Atelier de cadrage des notes de conjoncture nationale	37
II. Atelier de restitution de l'étude d'actualisation du livre blanc sur la décentralisation financière dans l'espace de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	37
II.1. Objectifs de l'étude	37
II.2. Résultats de l'étude	37
III. Visite d'échanges et partage d'expériences au Cameroun	38
III.1. Missions du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunal (FEICOM)	38
III.2. Centimes Additionnels Communaux (CAC)	38
IV. Douzième réunion du Réseau des praticiens des finances publiques de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	39
DEUXIÈME PARTIE : ANALYSE DES PRÉVISIONS ET DE L'EXÉCUTION DU BUDGET	41
CHAPITRE I : PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	47
I. Des prévisions budgétaires en hausse	49
I.1. Des prévisions de recettes dominées par l'apport de l'État	49
I.2. Une prédominance des prévisions des dépenses de fonctionnement	54
I.2.1. Une bonne maîtrise de la masse salariale	56
I.2.2. Un équilibre budgétaire soutenu par l'État	58
CHAPITRE II : EXÉCUTION DU BUDGET	61
I. La mobilisation des recettes	63
I.1. Un taux de réalisation des recettes en hausse	63
I.1.1. Prépondérance des transferts de l'État	63
I.1.2. Situation des recettes diverses	64
I.2. Un niveau de transferts verticaux à accroître	64
I.2.1. Une insuffisance des efforts de l'État	64
I.2.1.1. Les subventions	65
I.2.1.2. Les quotes-parts d'impôts	65
I.2.2. Des recettes propres insuffisantes	65
I.2.3. Une performance mitigée des collectivités décentralisées en matière de recettes	67
I.2.3.1. Les communes : un potentiel économique très peu exploité	67
I.2.3.2. Les régions : un potentiel économique quasi-inexistant	69

I.2.3.3. <i>Les districts autonomes : entités territoriales particulières</i>	70
II. Un niveau d'exécution des dépenses relativement faible	72
II.1. Des dépenses de fonctionnement largement au-dessus des dépenses d'investissement	72
II.2. Analyse des dépenses par catégorie de collectivités.....	74
II.2.1. <i>La situation des communes</i>	74
II.2.2. <i>La situation des régions</i>	75
II.2.3. <i>La situation des districts autonomes</i>	76
CHAPITRE III : ANALYSE DES RÉSULTATS	79
I. Des résultats budgétaires mitigés	81
II. Un faible niveau de remboursement des prêts FPCL	82
III. Une faible capacité d'autofinancement	83
III.1. Des recettes propres inférieures aux charges de fonctionnement.....	83
III.2. Un fonds de roulement insuffisant.....	84
TROISIÈME PARTIE : PLACE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES DANS L'ÉCOSYSTÈME FINANCIER NATIONAL	87
CHAPITRE I : ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES	91
I. Poids des collectivités par rapport au PIB	93
II. Poids des collectivités dans le budget de l'État	93
CHAPITRE II : PERFORMANCE SPÉCIFIQUE DE LA VENTE DES TIMBRES MUNICIPAUX SÉCURISÉS	95
I. Contexte de mise en circulation	97
II. Un accroissement des recettes liées à la vente des timbres municipaux sécurisés	97
QUATRIÈME PARTIE : POINTS D'ATTENTION ET D'AMÉLIORATION	99
CHAPITRE I : POINTS D'ATTENTION	103
I. Aspects juridique et institutionnel	105
I.1. Sur le plan juridique	105
I.1.1. Inadaptation de certains textes	105
I.1.2. Absence de textes subséquents à la loi n°2020-885 du 21 octobre 2020 portant régime financier des collectivités territoriales et des districts autonomes	105
I.1.3. Absence de textes d'application du décret n° 2019-918 du 6 novembre 2019 fixant les modalités de perception des recettes propres des collectivités territoriales et des districts autonomes par voie électronique.....	105
I.2. Insuffisance du cadre institutionnel et opérationnel	106

I.2.1. Non-respect des textes en vigueur.....	106
I.2.2. Conflits de compétences dans certains domaines	106
II. Aspects budgétaire, financier et spécifique.....	106
II.1. Sur le plan budgétaire et financier	106
II.2. Difficultés spécifiques.....	106
II.2.1. Difficultés spécifiques aux douze (12) nouveaux districts autonomes.....	106
II.2.2. Difficultés liées à la gestion des timbres municipaux sécurisés	107
CHAPITRE II : POINTS D'AMÉLIORATION.....	109
I. État des lieux des recommandations issues des rapports antérieurs	111
II. Recommandations au titre de l'année 2022	111
II.1. Sur le plan juridique et institutionnel	111
II.2. Sur le plan budgétaire et financier	112
II.3. Recommandations spécifiques	112
II.3.1. Au titre des douze (12) nouveaux districts autonomes.....	112
II.3.2. Au titre des timbres municipaux sécurisés.....	112
CONCLUSION.....	113
TABLE DES MATIÈRES.....	115
ANNEXES.....	119
LISTE DES TABLEAUX	145
LISTE DES GRAPHIQUES.....	147



ANNEXES

TABLEAUX ANNEXES DES SITUATIONS DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES
**PERFORMANCE RÉALISÉE PAR LES COMMUNES
DANS LE RECOUVREMENT DE LEURS RECETTES PROPRES**

N°	COMMUNES	RECETTES TOTALES	RECETTES PROPRES	TAUX
1	BOUAKE	4 066 700 467	1 834 761 000	45,1%
2	TABOU	1 094 760 954	442 555 298	40,4%
3	ADJAME	5 483 749 069	2 197 582 180	40,1%
4	DUEKOUÉ	781 168 032	291 449 300	37,3%
5	ATTECOUBE	1 742 123 630	640 107 395	36,7%
6	KOUMASSI	4 696 140 619	1 652 432 880	35,2%
7	SEGUELA	864 630 895	258 343 040	29,9%
8	BONDOUKOU	941 406 347	274 080 150	29,1%
9	ABOBO	6 905 829 946	1 984 187 499	28,7%
10	DIVO	1 682 718 707	468 446 305	27,8%
11	SOUBRE	1 460 228 914	380 425 383	26,1%
12	ANYAMA	1 161 660 282	298 707 100	25,7%
13	DANANE	540 206 006	135 636 520	25,1%
14	SAN-PEDRO	3 750 149 356	851 946 269	22,7%
15	BOUNA	409 200 942	91 396 856	22,3%
16	KORHOGO	2 123 266 687	473 540 105	22,3%
17	GUIGLO	739 284 018	160 458 680	21,7%
18	HIRE	354 122 871	76 664 600	21,6%
19	ARRAH	526 236 254	113 522 340	21,6%
20	BOUAFLE	952 390 353	205 066 200	21,5%
21	TOUMODI	679 616 372	145 707 700	21,4%
22	BONOUA	1 221 309 688	257 364 280	21,1%
23	KATIOLA	458 104 592	96 256 000	21,0%
24	TIEBISSOU	322 086 769	66 937 700	20,8%
25	KANI	381 877 992	79 095 500	20,7%
26	OUME	531 990 094	110 138 650	20,7%
27	DALOA	2 205 162 153	452 186 750	20,5%
28	BLOLEQUIN	385 115 773	78 940 375	20,5%
29	BONGOUANOU	517 484 443	105 807 119	20,4%
30	JACQUEVILLE	294 779 383	59 694 850	20,3%
31	SIKENSI	540 660 974	107 503 072	19,9%
32	YAKASSE-ATTOBROU	420 460 665	82 662 300	19,7%
33	DIMBOKRO	931 639 203	183 129 117	19,7%
34	ADIAKE	931 482 904	180 320 167	19,4%
35	AGNIBILEKRO	792 119 620	151 539 748	19,1%
36	YOPOUGON	11 038 301 776	2 104 100 621	19,1%
37	YAMOOUSSOUKRO	2 826 133 961	537 453 980	19,0%
38	TOUBA	281 881 687	52 923 300	18,8%
39	GAGNOA	1 430 244 264	263 498 100	18,4%

N°	COMMUNES	RECETTES TOTALES	RECETTES PROPRES	TAUX
40	GRAND-LAHOUE	473 610 791	85 890 240	18,1%
41	GRAND-BASSAM	1 578 982 185	284 737 226	18,0%
42	AKOUEPE	387 033 121	68 891 500	17,8%
43	ABENGOUROU	1 725 037 858	304 493 121	17,7%
44	ISSIA	1 005 199 936	176 186 600	17,5%
45	DAOUKRO	536 114 176	92 547 229	17,3%
46	N'DOUCI	701 387 613	120 580 218	17,2%
47	ABOISSO	1 622 216 523	271 443 050	16,7%
48	NIAKARA	294 890 044	48 829 400	16,6%
49	VAVOUE	539 705 348	87 898 110	16,3%
50	DIEGONEFLA	401 621 920	64 787 300	16,1%
51	BEOUMI	410 276 102	65 954 260	16,1%
52	ADZOPE	934 294 908	147 714 587	15,8%
53	AFFERY	380 071 601	59 796 100	15,7%
54	LAKOTA	390 948 574	61 044 200	15,6%
55	MEAGUI	539 362 250	82 708 400	15,3%
56	BOTRO	384 322 156	58 826 100	15,3%
57	COCODY	14 813 892 701	2 251 465 425	15,2%
58	AGBOVILLE	1 329 209 234	194 878 214	14,7%
59	BONON	474 053 611	68 594 620	14,5%
60	SINFRA	684 531 785	97 570 260	14,3%
61	BINGERVILLE	1 496 781 410	208 143 553	13,9%
62	SASSANDRA	709 052 333	96 111 310	13,6%
63	SONGON	755 514 281	98 278 810	13,0%
64	PORT-BOUET	16 333 491 975	2 056 218 139	12,6%
65	TENGRELA	403 396 452	50 139 000	12,4%
66	ZUENOULA	495 821 016	61 285 000	12,4%
67	AZAGUIE	441 946 762	53 917 550	12,2%
68	ALEPE	510 942 789	62 051 200	12,1%
69	GUIBEROUA	431 088 490	52 110 986	12,1%
70	GRAABO	813 742 000	98 000 000	12,0%
71	DABOU	1 453 693 507	174 840 160	12,0%
72	KOKUMBO	399 301 464	47 683 275	11,9%
73	OURAGAHIO	373 522 054	44 253 874	11,8%
74	TOULEPLEU	387 003 192	45 424 880	11,7%
75	BOCANDA	365 051 828	42 043 740	11,5%
76	MAN	1 704 684 798	191 529 205	11,2%
77	M'BAHIAKRO	335 994 823	37 283 226	11,1%
78	AGOU	393 576 673	42 449 450	10,8%
79	GRAND-ZATTRY	342 627 151	36 909 040	10,8%
80	GUITRY	702 790 792	74 412 800	10,6%
81	BIANKOUMA	527 425 381	55 740 820	10,6%

N°	COMMUNES	RECETTES TOTALES	RECETTES PROPRES	TAUX
82	TIORONIRADOUGOU	287 813 902	30 248 550	10,5%
83	OUANGOLO	641 495 612	66 627 700	10,4%
84	FRESCO	279 748 496	28 960 839	10,4%
85	MAFERE	678 708 203	70 068 450	10,3%
86	M'BATTO	338 169 110	34 530 851	10,2%
87	MARCORY	12 193 055 057	1 213 668 548	10,0%
88	ODIENNE	490 760 750	48 650 650	9,9%
89	TREICHVILLE	12 873 299 950	1 265 427 309	9,8%
90	KOUBLY	268 180 644	25 117 000	9,4%
91	FERKESSEDOUGOU	1 482 103 328	137 363 500	9,3%
92	TANDA	555 319 452	50 765 815	9,1%
93	ASSINIE-MAFIA	865 729 153	79 014 600	9,1%
94	SAKASSOU	302 672 667	26 569 360	8,8%
95	ZOUKOUGBEU	332 631 157	28 948 617	8,7%
96	DOROPO	362 908 354	31 476 300	8,7%
97	NAPIE	350 201 366	29 947 200	8,6%
98	BROBO	282 043 743	24 092 350	8,5%
99	M'BENGUE	502 173 730	42 628 150	8,5%
100	BOUNDIALI	1 103 862 168	90 117 510	8,2%
101	BETTIE	367 497 873	28 781 800	7,8%
102	MAYO	232 340 196	18 139 900	7,8%
103	MANKONO	449 162 467	34 846 400	7,8%
104	PLATEAU	14 919 636 720	1 140 138 287	7,6%
105	BANGOLO	502 051 357	38 158 850	7,6%
106	NIELLE	520 624 737	37 866 420	7,3%
107	TIAPOUM	222 039 940	16 074 200	7,2%
108	KOUN-FAO	353 433 172	25 404 590	7,2%
109	ZOUAN-HOUNIEN	643 562 044	45 813 075	7,1%
110	DIABO	268 847 948	19 044 400	7,1%
111	BEDIALA	299 598 969	21 123 500	7,1%
112	TIASSALE	1 059 211 889	74 456 340	7,0%
113	SAIOUA	369 292 324	25 639 900	6,9%
114	TORTIYA	296 509 951	20 220 000	6,8%
115	DJEBONOUA	266 330 057	18 150 100	6,8%
116	KOUASSI-KOUASSIKRO	260 833 208	17 641 461	6,8%
117	GOHITAFLA	331 186 450	22 345 250	6,7%
118	KOUTO	437 354 443	29 502 600	6,7%
119	KANAKONO	260 833 875	17 394 200	6,7%
120	SINEMATIALI	342 830 166	22 788 000	6,6%
121	TAFIRE	472 485 264	31 337 076	6,6%
122	PRIKRO	300 580 611	18 844 500	6,3%
123	OUELLE	310 965 367	19 067 550	6,1%

N°	COMMUNES	RECETTES TOTALES	RECETTES PROPRES	TAUX
124	ANOUMABA	288 329 463	17 370 700	6,0%
125	GUEYO	298 689 928	17 377 200	5,8%
126	NIOFOIN	269 675 681	15 429 460	5,7%
127	DIKODOUGOU	275 958 960	15 556 940	5,6%
128	GUIEMBE	287 176 764	16 184 833	5,6%
129	AYAME	391 255 003	21 740 650	5,6%
130	DIDIEVI	327 257 236	17 638 550	5,4%
131	BONIEREDOUGOU	307 787 260	16 575 490	5,4%
132	OUANINO	264 636 000	13 839 532	5,2%
133	BODOKRO	245 710 755	12 752 200	5,2%
134	DJEKANOU	454 396 516	23 180 526	5,1%
135	KANIASSO	311 221 675	15 725 900	5,1%
136	TAI	344 392 139	17 153 800	5,0%
137	KOUNAHIRI	335 556 381	16 668 500	5,0%
138	LOGOUALE	416 438 974	20 213 600	4,9%
139	MINIGNAN	282 901 697	13 398 600	4,7%
140	WOROFLA	294 066 657	13 585 130	4,6%
141	FOUMBOLO	296 606 121	13 516 500	4,6%
142	DABAKALA	332 927 227	14 771 500	4,4%
143	FRONAN	337 455 491	14 771 500	4,4%
144	ETTOKRO	236 591 615	10 024 700	4,2%
145	KOUASSI-DATEKRO	265 909 118	11 065 850	4,2%
146	GBOGUHE	326 980 233	13 563 680	4,1%
147	KOLIA	285 749 273	11 515 450	4,0%
148	RUBINO	364 312 005	14 633 800	4,0%
149	SANDEGUE	316 585 576	12 644 900	4,0%
150	SATAMA-SOKOURO	271 232 548	10 786 600	4,0%
151	SIFIE	400 483 887	15 920 000	4,0%
152	TIE-N'DIEKRO	264 720 116	10 454 800	3,9%
153	KARAKORO	262 585 077	10 231 750	3,9%
154	DIANRA	286 510 621	10 621 500	3,7%
155	FACOBLY	353 193 406	12 619 600	3,6%
156	SANGOUINE	454 915 170	16 066 140	3,5%
157	TIENINGBOUE	370 772 669	12 506 800	3,4%
158	MADINANI	366 988 056	12 007 800	3,3%
159	BAKO	303 242 273	9 833 050	3,2%
160	ZIKISSO	297 662 911	9 580 800	3,2%
161	TIEME	384 061 075	11 495 350	3,0%
162	DJIBROSSO	277 625 156	8 307 900	3,0%
163	BIN-HOUYE	453 276 710	13 550 400	3,0%
164	GRAND-BEREBY	1 566 477 061	45 359 400	2,9%
165	BASSAWA	309 437 324	8 725 600	2,8%

N°	COMMUNES	RECETTES TOTALES	RECETTES PROPRES	TAUX
166	KOUMBORO	289 779 511	7 814 950	2,7%
167	SIPILOU	351 301 585	9 376 303	2,7%
168	SIRASSO	320 145 685	8 499 200	2,7%
169	DIOULATIEDOUGOU	208 330 112	5 511 850	2,6%
170	NASSIAN	431 241 995	11 321 188	2,6%
171	DIAWALA	518 011 526	13 090 100	2,5%
172	NIABLE	1 710 169 626	41 303 750	2,4%
173	TIEMELEKRO	367 212 152	8 783 700	2,4%
174	MORONDO	377 515 357	7 854 800	2,1%
175	SARHALA	519 263 263	10 712 600	2,1%
176	GBON	300 191 609	6 185 000	2,1%
177	TAABO	1 074 742 927	21 923 300	2,0%
178	ASSUEFRY	544 331 859	11 021 250	2,0%
179	KASSERE	308 261 723	5 966 000	1,9%
180	KONGASSO	354 726 398	6 633 450	1,9%
181	BOOKO	315 608 799	5 786 450	1,8%
182	TRANSUA	488 959 558	8 818 850	1,8%
183	TIENKO	340 805 161	5 873 050	1,7%
184	GUINTEGUELA	255 054 519	4 340 700	1,7%
185	GOULIA	330 858 240	5 556 600	1,7%
186	BUYO	1 779 527 877	29 560 300	1,7%
187	KOUMBALA	325 616 103	4 989 700	1,5%
188	SATAMA-SOKOURA	254 371 269	3 827 000	1,5%
189	KOONAN	251 890 583	3 542 800	1,4%
190	MASSALA	324 937 746	4 523 300	1,4%
191	KONG	697 553 841	9 666 350	1,4%
192	SAMATIGUILA	300 730 135	3 845 250	1,3%
193	DUALLA	350 054 642	4 292 500	1,2%
194	BOROTOU	258 323 401	2 784 000	1,1%
195	TEHINI	214 049 890	2 250 000	1,1%
196	KORO	326 818 591	3 142 200	1,0%
197	SEYDOUGOU	291 029 654	2 724 450	0,9%
198	ATTIEGOUAKRO	304 927 329	2 789 300	0,9%
199	SEGUELON	337 510 567	2 912 400	0,9%
200	GBONNE	309 633 524	2 133 950	0,7%
201	GBEBAN	1 081 349 623	4 055 650	0,4%
TOTAL GÉNÉRAL		214 725 312 328	32 249 611 527	15,0%

Légende

	30% < Proportion de recettes propres < 50%
	Proportion de recettes propres < 30%
	Proportion de recettes propres < 20%

PROPORTION DES DÉPENSES DE PERSONNEL DANS LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES (TAUX DE CONVERGENCE 30%)

N°	COMMUNES	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SALAIRE	TAUX
1	ASSINIE-MAFIA	377 973 171	43 561 251	12%
2	NIABLE	783 917 910	91 063 372	12%
3	GRAND-BEREBY	805 343 614	110 317 124	14%
4	GRAABO	493 707 408	75 206 401	15%
5	PORT-BOUET	12 365 718 895	2 004 134 827	16%
6	TIASSALE	723 138 424	119 291 413	16%
7	BUYO	628 306 627	104 100 801	17%
8	TAABO	490 164 213	85 164 912	17%
9	TABOU	650 181 958	113 039 483	17%
10	ASSUEFRY	260 841 012	46 764 856	18%
11	MARCORY	9 755 989 746	1 915 625 880	20%
12	BANGOLO	223 550 036	44 217 426	20%
13	SONGON	512 366 401	105 458 059	21%
14	TANDA	304 194 802	63 629 526	21%
15	TREICHVILLE	10 401 104 292	2 186 269 800	21%
16	PLATEAU	12 541 661 551	2 644 101 689	21%
17	FERKESSEDOUGOU	535 705 650	115 319 805	22%
18	ABOISSO	940 755 721	203 967 607	22%
19	ABOBO	3 992 941 447	907 044 994	23%
20	SEGUELA	381 812 605	87 982 873	23%
21	AGBOVILLE	843 972 716	194 897 301	23%
22	N'DOUCI	276 113 915	64 437 903	23%
23	COCODY	10 981 097 854	2 584 167 440	24%
24	BOUAFLE	643 520 161	157 092 581	24%
25	SARHALA	128 250 467	31 310 072	24%
26	TRANSUA	226 797 138	59 184 712	26%
27	SOUBRE	877 894 225	229 494 434	26%
28	SIRASSO	116 980 855	30 624 744	26%
29	ISSIA	556 038 996	146 347 335	26%
30	KORHOGO	1 201 529 049	322 576 640	27%
31	YOPOUGON	8 273 974 589	2 238 807 039	27%
32	SIKENSI	335 255 211	93 034 082	28%
33	ARRAH	233 472 133	64 815 815	28%
34	GUEYO	225 556 443	63 142 385	28%
35	SASSANDRA	458 496 411	129 247 149	28%
36	ZOUAN-HOUNIEN	354 942 459	100 188 240	28%
37	BIN-HOUYE	184 111 998	52 206 606	28%
38	DALOA	1 265 513 119	363 898 641	29%
39	MAFERE	350 775 102	100 917 943	29%

N°	COMMUNES	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SALAIRE	TAUX
40	DIMBOKRO	493 713 843	142 818 671	29%
41	GRAND-BASSAM	942 431 517	276 657 033	29%
42	SEGUELON	103 962 562	30 613 792	29%
43	KANIASSO	139 400 750	42 089 176	30%
44	BASSAWA	97 519 096	29 474 551	30%
45	FRONAN	133 803 504	40 586 200	30%
46	DABAKALA	133 803 504	40 586 200	30%
47	GUIGLO	403 034 659	122 835 669	30%
48	ABENGOUROU	1 152 205 984	355 882 578	31%
49	ATTIEGOUAKRO	85 157 849	26 365 569	31%
50	TOUMODI	359 570 061	111 344 241	31%
51	DJEKANOU	120 125 833	37 372 783	31%
52	YAKASSE-ATTOBROU	213 489 771	66 482 519	31%
53	ADIAKE	434 333 675	135 317 092	31%
54	SAMATIGUILA	80 143 926	24 995 692	31%
55	MAN	833 818 696	260 986 367	31%
56	KOKUMBO	137 053 373	42 946 244	31%
57	TENGRELA	171 874 098	54 019 593	31%
58	OUANGOLO	243 983 332	76 890 745	32%
59	MANKONO	177 512 668	56 550 093	32%
60	ADZOPE	555 157 360	176 992 356	32%
61	DABOU	815 464 659	260 329 089	32%
62	GUINTEGUELA	100 558 208	32 336 194	32%
63	ANYAMA	730 395 786	234 947 028	32%
64	SINFRA	354 297 718	114 449 760	32%
65	SANGOUINE	139 243 741	45 290 460	33%
66	NAPIE	132 088 679	43 087 592	33%
67	TIE-N'DIEKRO	115 329 433	37 653 066	33%
68	NIELLE	153 329 485	50 067 775	33%
69	KOUTO	156 901 269	51 649 525	33%
70	KARAKORO	120 831 222	39 820 538	33%
71	KANAKONO	105 446 719	35 067 051	33%
72	BONDOUKOU	565 491 120	189 293 750	33%
73	BOROTOU	95 719 022	32 054 692	33%
74	MORONDO	142 540 845	48 149 616	34%
75	NIOFOIN	93 114 501	31 584 619	34%
76	ODIENNE	262 280 311	90 058 770	34%
77	MADINANI	108 765 102	37 486 538	34%
78	DIVO	695 392 731	239 751 613	34%
79	GBOGUHE	97 578 799	33 778 557	35%
80	BOOKO	107 998 055	37 401 566	35%
81	DIDIEVI	144 221 393	50 351 171	35%

N°	COMMUNES	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SALAIRE	TAUX
82	ALEPE	201 532 738	70 606 222	35%
83	KONGASSO	106 496 936	37 315 713	35%
84	MASSALA	99 820 534	35 283 940	35%
85	DAOUKRO	228 609 588	80 975 062	35%
86	TORTIYA	128 713 368	45 603 603	35%
87	AFFERY	173 386 850	61 872 201	36%
88	GUIEMBE	121 434 818	43 601 881	36%
89	KANI	141 726 348	51 150 544	36%
90	FOUMBOLO	117 856 475	42 714 844	36%
91	AZAGUIE	224 903 001	82 509 962	37%
92	DIEGONEFLA	173 882 888	64 711 942	37%
93	KOUN-FAO	134 143 855	49 969 026	37%
94	GUIBEROUA	211 497 849	78 862 937	37%
95	DUEKOUÉ	504 065 207	189 058 896	38%
96	GRAND-LAHOU	313 560 866	117 632 817	38%
97	SAN-PEDRO	1 937 574 640	736 025 424	38%
98	KASSERE	96 415 944	36 634 266	38%
99	GBELEBAN	62 889 702	23 971 489	38%
100	BOUNDIALI	210 990 690	81 268 567	39%
101	BINGERVILLE	993 813 939	384 867 888	39%
102	KATIOLA	226 689 717	87 904 343	39%
103	ZOUKOUGBEU	114 930 757	44 986 626	39%
104	TIORONARADOUGOU	104 395 159	41 399 445	40%
105	BAKO	75 475 514	29 975 336	40%
106	TIENKO	82 828 838	33 035 142	40%
107	OUELLE	99 747 405	39 826 780	40%
108	KORO	127 536 379	51 474 513	40%
109	GBONNE	88 380 973	35 857 097	41%
110	TIEBISSOU	153 009 632	62 281 705	41%
111	BEOUMI	139 992 973	57 099 516	41%
112	GUITRY	169 552 102	69 287 927	41%
113	AGNIBILEKRO	308 003 276	126 575 225	41%
114	AGOU	135 634 872	55 763 368	41%
115	VAVOUA	255 447 145	105 067 928	41%
116	BLOLEQUIN	184 807 330	76 407 885	41%
117	DIAWALA	115 635 196	47 828 494	41%
118	KOUMBORO	74 314 678	30 896 564	42%
119	TOUBA	156 460 235	65 195 831	42%
120	TOULEPLEU	121 929 614	50 872 880	42%
121	KOUMASSI	3 846 979 311	1 607 363 096	42%
122	GOHITAFLA	119 950 370	50 214 207	42%
123	DIOULATIEDOUGOU	62 556 679	26 266 779	42%

N°	COMMUNES	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SALAIRE	TAUX
124	BOTRO	131 579 197	55 919 497	42%
125	LOGOUALE	137 743 273	58 749 978	43%
126	TAI	135 455 593	57 778 709	43%
127	M'BENGUE	120 121 735	51 341 890	43%
128	MEAGUI	241 473 702	104 181 610	43%
129	SANDEGUE	95 441 806	41 195 094	43%
130	OURAGAHIO	159 415 708	69 247 610	43%
131	BONOUA	568 177 744	247 237 362	44%
132	YAMOOUSSOUKRO	1 728 871 508	753 229 165	44%
133	KOLIA	87 034 480	38 024 905	44%
134	NIAKARA	131 505 802	57 708 192	44%
135	ZUENOULA	227 513 001	100 268 178	44%
136	SIPILOU	85 372 030	37 658 904	44%
137	BONON	181 489 756	80 069 426	44%
138	MINIGNAN	95 421 454	42 552 734	45%
139	NASSIAN	114 422 402	51 029 293	45%
140	AYAME	150 798 349	67 816 440	45%
141	BONIEREDOUGOU	121 442 232	54 862 485	45%
142	PRIKRO	86 780 060	39 284 535	45%
143	GAGNOA	823 864 492	374 838 871	45%
144	TIEME	99 055 946	45 149 979	46%
145	KOUASSI-DATEKRO	90 116 059	41 148 593	46%
146	BOCANDA	130 736 456	59 839 430	46%
147	BETTIE	140 848 454	64 869 000	46%
148	M'BAHIAKRO	129 473 692	60 229 631	47%
149	KOUASSI-KOUASSIKRO	101 612 535	47 287 120	47%
150	KOUMBALA	64 551 975	30 139 824	47%
151	ATTECOUBE	1 275 546 228	596 606 409	47%
152	TIENINGBOUE	101 032 851	47 603 580	47%
153	ZIKISSO	97 408 380	45 947 242	47%
154	BIANKOUMA	200 110 914	94 545 014	47%
155	TAFIRE	138 829 515	65 843 850	47%
156	OUME	255 213 257	121 392 370	48%
157	GRAND-ZATTRY	119 097 190	57 234 160	48%
158	SINEMATIALI	104 413 490	50 305 175	48%
159	GOULIA	75 024 823	36 294 830	48%
160	WOROFILA	86 749 149	42 017 853	48%
161	GBON	66 500 259	32 295 770	49%
162	DANANE	291 431 315	144 234 950	49%
163	DUALLA	70 038 091	34 817 368	50%
164	FACOBLY	68 799 072	34 228 372	50%
165	SAIOUA	157 739 167	79 126 957	50%

N°	COMMUNES	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SALAIRE	TAUX
166	DIABO	109 506 384	55 597 728	51%
167	MAYO	106 265 520	54 222 710	51%
168	BROBO	96 977 969	49 685 521	51%
169	BONGOUANOU	212 707 834	109 135 737	51%
170	DJIBROSSO	83 670 750	43 054 919	51%
171	SATAMA-SOKOURO	72 910 020	37 543 167	51%
172	ETTROKRO	83 772 046	43 154 820	52%
173	RUBINO	84 373 215	43 717 897	52%
174	SAKASSOU	117 851 178	61 081 698	52%
175	BOUNA	156 288 021	81 863 953	52%
176	TIEMELEKRO	70 334 762	37 035 551	53%
177	DOROPO	119 276 405	63 956 268	54%
178	M'BATTO	136 193 715	73 659 193	54%
179	ANOUMABA	90 087 400	49 169 634	55%
180	SIFIE	81 646 902	44 609 416	55%
181	KOONAN	63 008 297	34 466 442	55%
182	DJEBONOUA	92 108 506	51 056 463	55%
183	OUANINOU	73 210 889	41 338 720	56%
184	SEYDOUGOU	72 660 982	41 492 085	57%
185	SATAMA-SOKOURA	56 486 804	32 278 167	57%
186	AKOUPÉ	190 892 662	109 179 831	57%
187	DIANRA	91 264 992	52 771 114	58%
188	TEHINI	69 810 756	40 745 345	58%
189	KOUNAHIRI	88 119 210	51 923 758	59%
190	DIKODOUGOU	81 364 888	48 141 608	59%
191	BOUAKE	2 839 562 600	1 724 511 206	61%
192	HIRE	108 305 365	65 785 940	61%
193	BEDIALA	90 815 967	55 292 728	61%
194	BODOKRO	86 686 610	53 114 856	61%
195	ADJAME	2 511 793 978	1 571 000 059	63%
196	TIAPOUM	68 354 736	44 590 624	65%
197	KOUIBLY	90 248 520	59 156 143	66%
198	KONG	74 327 296	49 429 807	67%
199	LAKOTA	187 515 096	130 957 856	70%
200	FRESCO	98 540 315	69 396 346	70%
201	JACQUEVILLE	110 073 798	80 502 905	73%
TOTAL GÉNÉRAL		127 955 595 104	36 558 059 776	29%

Légende

	Taux <= 30% (Respect du taux de Convergence)
	Taux > 30% (Non-respect du taux de Convergence)

ÉTAT DES SUBVENTIONS 2022 AUX COMMUNES

N°	COMMUNES	SUBVENTIONS
1	ABENGOUROU	234 973 581
2	ABOBO	0
3	ABOISSO	197 720 208
4	ADIAKE	191 481 861
5	ADJAME	0
6	ADZOPE	244 265 896
7	AFFERY	216 325 815
8	AGBOVILLE	200 972 207
9	AGNIBILEKRO	196 525 061
10	AGOU	221 325 815
11	AKOUBE	218 965 123
12	ALEPE	240 000 288
13	ANOUMABA	158 180 696
14	ANYAMA	239 817 861
15	ARRAH	275 270 921
16	ASSINIE-MAFIA	247 794 189
17	ASSUEFRY	168 989 471
18	ATTECOUBE	0
19	ATTIEGOUAKRO	159 444 029
20	AYAME	160 452 598
21	AZAGUIE	165 265 408
22	BAKO	155 159 375
23	BANGOLO	265 402 189
24	BASSAWA	152 937 783
25	BEDIALA	182 284 277
26	BEOUMI	236 367 435
27	BETTIE	224 115 968
28	BIANKOUMA	169 283 077
29	BINGERVILLE	155 514 129
30	BIN-HOUYE	321 619 544
31	BLOLEQUIN	204 105 000
32	BOCANDA	240 400 088
33	BODOKRO	161 538 347
34	BONDOUKOU	225 697 142
35	BONGOUANOU	292 464 694
36	BONIEREDOUGOU	162 248 692
37	BONON	284 658 872
38	BONOUA	189 462 828
39	BOOKO	206 383 104
40	BOROTOU	152 029 622
41	BOTRO	204 284 563
42	BOUAFLE	214 251 454

N°	COMMUNES	SUBVENTIONS
43	BOUAKE	481 848 808
44	BOUNA	217 642 215
45	BOUNDIALI	482 460 947
46	BROBO	162 588 878
47	BUYO	183 672 922
48	COCODY	0
49	DABAKALA	223 641 511
50	DABOU	148 791 792
51	DALOA	421 603 933
52	DANANE	345 335 383
53	DAOUKRO	136 242 389
54	DIABO	162 323 622
55	DIANRA	175 556 411
56	DIAWALA	373 429 124
57	DIDIEVI	161 744 407
58	DIEGONEFLA	190 873 314
59	DIKODOUGOU	162 702 773
60	DIMBOKRO	263 296 753
61	DIOULATIEDOUGOU	152 031 120
62	DIVO	251 187 120
63	DJEBONOUA	160 281 757
64	DJEKANOU	160 880 454
65	DJIBROSSO	155 264 386
66	DOROPO	235 175 491
67	DUALLA	158 784 798
68	DUEKOUÉ	375 124 530
69	ETTROKRO	156 520 977
70	FACOBLY	265 073 806
71	FERKESSEDOUGOU	194 175 230
72	FOUMBOLO	159 283 678
73	FRESCO	218 004 880
74	FRONAN	223 641 928
75	GAGNOA	276 567 699
76	GBEBEBAN	417 189 973
77	GBOGUHE	169 740 323
78	GBON	207 469 601
79	GBONNE	256 669 121
80	GOHITAFLA	197 447 395
81	GOULIA	205 315 339
82	GRAABO	401 000 000
83	GRAND-BASSAM	213 227 898
84	GRAND-BEREBY	164 915 481

N°	COMMUNES	SUBVENTIONS
85	GRAND-LAHOUE	173 990 356
86	GRAND-ZATTRY	179 958 599
87	GUEYO	163 740 565
88	GUIBEROUA	245 247 696
89	GUIEMBE	158 008 355
90	GUIGLO	184 318 428
91	GUINTEGUELA	155 784 300
92	GUITRY	303 026 132
93	HIRE	187 997 930
94	ISSIA	258 203 513
95	JACQUEVILLE	179 049 688
96	KANAKONO	157 853 248
97	KANI	105 965 262
98	KANIASSO	154 156 160
99	KARAKORO	157 239 564
100	KASSERE	158 594 314
101	KATIOLA	192 736 558
102	KOKUMBO	161 301 565
103	KOLIA	159 349 617
104	KONG	565 967 510
105	KONGASSO	227 777 703
106	KOONAN	152 569 124
107	KORHOGO	344 110 370
108	KORO	205 069 566
109	KOUASSI-DATEKRO	158 880 550
110	KOUASSI-KOUASSIKRO	161 375 747
111	KOUIBLY	174 712 690
112	KOUMASSI	0
113	KOUMBALA	152 839 624
114	KOUMBORO	155 646 534
115	KOUNAHIRI	223 456 441
116	KOUN-FAO	190 537 271
117	KOUTO	215 035 465
118	LAKOTA	176 758 302
119	LOGOUALE	316 220 776
120	MADINANI	160 739 584
121	MAFERE	165 460 977
122	MAN	430 449 116
123	MANKONO	331 814 636
124	MARCORY	0
125	MASSALA	154 927 947
126	MAYO	160 402 971
127	M'BAHIKRO	234 752 881

N°	COMMUNES	SUBVENTIONS
128	M'BATTO	238 071 091
129	M'BENGUE	340 910 256
130	MEAGUI	268 256 508
131	MINIGNAN	156 138 081
132	MORONDO	212 068 858
133	NAPIE	222 377 573
134	NASSIAN	211 443 675
135	N'DOUCI	262 968 093
136	NIABLE	167 035 274
137	NIAKARA	165 249 672
138	NIELLE	315 985 493
139	NIOFOIN	155 358 799
140	ODIENNE	182 583 427
141	OUANGOLO	340 344 764
142	OUANINOUE	160 253 283
143	OUELLE	162 354 344
144	OUME	194 825 629
145	OURAGAHIO	235 007 032
146	PLATEAU	0
147	PORT-BOUET	0
148	PRIKRO	162 400 801
149	RUBINO	209 872 161
150	SAIOUA	194 107 043
151	SAKASSOU	178 511 684
152	SAMATIGUILA	153 893 901
153	SANDEGUE	194 137 426
154	SANGOUINE	319 342 396
155	SAN-PEDRO	289 353 899
156	SARHALA	272 155 164
157	SASSANDRA	184 053 570
158	SATAMA-SOKOURA	154 888 983
159	SATAMA-SOKOURE	154 387 695
160	SEGUELA	198 051 403
161	SEGUELON	159 375 842
162	SEYDOUGOU	153 559 710
163	SIFIE	224 842 797
164	SIKENSI	188 062 371
165	SINEMATIALI	167 632 474
166	SINFRA	218 199 527
167	SIPILOU	256 599 655
168	SIRASSO	197 585 745
169	SONGON	185 869 144
170	SOUBRE	319 123 157

N°	COMMUNES	SUBVENTIONS
171	TAABO	165 663 291
172	TABOU	129 650 358
173	TAFIRE	214 770 864
174	TAI	163 137 371
175	TANDA	178 730 482
176	TEHINI	155 382 778
177	TENGRELA	187 800 862
178	TIAPOUM	205 965 740
179	TIASSALE	435 544 694
180	TIEBISSOU	175 419 288
181	TIEME	157 145 151
182	TIEMELEKRO	162 173 012
183	TIE-N'DIEKRO	156 805 374
184	TIENINGBOUE	233 794 648
185	TIENKO	181 959 401
186	TIORONARADOUGOU	159 659 830

N°	COMMUNES	SUBVENTIONS
187	TORTIYA	169 052 413
188	TOUBA	169 979 308
189	TOULEPLEU	236 682 969
190	TOUMODI	189 816 502
191	TRANSUA	169 536 466
192	TREICHVILLE	25 000 000
193	VAVOUA	252 115 447
194	WOROFULA	154 446 891
195	YAKASSE-ATTOBROU	233 296 019
196	YAMO USSOUKRO	1 307 461 694
197	YOPOUGON	0
198	ZIKISSO	157 531 794
199	ZOUAN-HOUNIEN	190 484 885
200	ZOUKOUGBEU	234 879 308
201	ZUENOULA	189 565 484
TOTAL GÉNÉRAL		41 773 425 737

PROPORTION DES DÉPENSES PAR NATURE DANS LES DÉPENSES TOTALES DES COMMUNES

N°	COMMUNES	DÉPENSES TOTALES	FONCTION- NEMENT	TAUX	INVESTISSE- MENT	TAUX
1	GBELEBAN	527 537 079	62 889 702	12%	464 647 377	88%
2	TIEME	256 415 218	52 228 590	20%	204 186 628	80%
3	M'BENGUE	420 113 493	120 121 735	29%	299 991 758	71%
4	DIAWALA	393 264 234	115 635 196	29%	277 629 038	71%
5	SATAMA-SOKOURA	191 563 434	56 486 804	29%	135 076 630	71%
6	SEYDOUGOU	244 445 081	72 660 982	30%	171 784 099	70%
7	KOUMBALA	208 370 874	64 551 975	31%	143 818 899	69%
8	DUALLA	221 846 590	70 038 091	32%	151 808 499	68%
9	KOUNAHIRI	271 966 960	88 119 210	32%	183 847 750	68%
10	ATTIEGOUAKRO	247 251 723	85 157 849	34%	162 093 874	66%
11	KORO	366 075 378	127 536 379	35%	238 538 999	65%
12	TIENKO	236 949 349	82 828 838	35%	154 120 511	65%
13	KOONAN	177 538 747	63 008 297	35%	114 530 450	65%
14	SIPILOU	239 204 752	85 372 030	36%	153 832 722	64%
15	GBON	184 690 375	66 500 259	36%	118 190 116	64%
16	ZIKISSO	266 391 731	97 408 380	37%	168 983 351	63%
17	BASSAWA	263 604 381	97 519 096	37%	166 085 285	63%
18	TIENINGBOUE	268 919 086	101 032 851	38%	167 886 235	62%
19	GOULIA	198 263 070	75 024 823	38%	123 238 247	62%
20	WOROFILA	228 178 449	86 749 149	38%	141 429 300	62%
21	DJEKANOU	313 525 331	120 125 833	38%	193 399 498	62%
22	SIFIE	211 112 173	81 646 902	39%	129 465 271	61%
23	SANDEGUE	246 751 124	95 441 806	39%	151 309 318	61%
24	PRIKRO	222 635 229	86 780 060	39%	135 855 169	61%
25	BOROTOU	242 421 835	95 719 022	39%	146 702 813	61%
26	OUELLE	252 435 355	99 747 405	40%	152 687 950	60%
27	RUBINO	213 357 095	84 373 215	40%	128 983 880	60%
28	BAKO	190 800 937	75 475 514	40%	115 325 423	60%
29	TIAPOUM	171 588 415	68 354 736	40%	103 233 679	60%
30	DIOLATIEDOUGOU	156 510 679	62 556 679	40%	93 954 000	60%
31	OUANINO	181 266 389	73 210 889	40%	108 055 500	60%
32	SEGUELON	255 922 875	103 962 562	41%	151 960 313	59%
33	SATAMA-SOKOURO	179 071 425	72 910 020	41%	106 161 405	59%
34	TIE-N'DIEKRO	283 023 310	115 329 433	41%	167 693 877	59%
35	ETTROKRO	202 145 695	83 772 046	41%	118 373 649	59%
36	KOLIA	206 339 614	87 034 480	42%	119 305 134	58%
37	GBOGUHE	230 688 264	97 578 799	42%	133 109 465	58%
38	SANGOUINE	328 925 318	139 243 741	42%	189 681 577	58%
39	GBONNE	208 032 578	88 380 973	42%	119 651 605	58%

N°	COMMUNES	DÉPENSES TOTALES	FONCTION- NEMENT	TAUX	INVESTISSE- MENT	TAUX
40	TOULEPLEU	286 555 167	121 929 614	43%	164 625 553	57%
41	DOROPO	276 573 662	119 276 405	43%	157 297 257	57%
42	ANOUMABA	208 761 566	90 087 400	43%	118 674 166	57%
43	GRAND-ZATTRY	274 474 375	119 097 190	43%	155 377 185	57%
44	M'BATTO	312 809 975	136 193 715	44%	176 616 260	56%
45	GUINTEGUELA	229 691 771	100 558 208	44%	129 133 563	56%
46	KOUASSI-KOUASSIKRO	231 803 837	101 612 535	44%	130 191 302	56%
47	KASSERE	218 319 934	96 415 944	44%	121 903 990	56%
48	BEDIALA	204 988 850	90 815 967	44%	114 172 883	56%
49	MASSALA	221 365 023	99 820 534	45%	121 544 489	55%
50	KOUTO	347 909 981	156 901 269	45%	191 008 712	55%
51	TIEMELEKRO	155 345 402	70 334 762	45%	85 010 640	55%
52	MORONDO	314 372 273	142 540 845	45%	171 831 428	55%
53	AGOU	298 092 741	135 634 872	46%	162 457 869	54%
54	BIN-HOUYE	403 205 661	184 111 998	46%	219 093 663	54%
55	MADINANI	237 545 533	108 765 102	46%	128 780 431	54%
56	ZOUKOUGBEU	250 795 683	114 930 757	46%	135 864 926	54%
57	KOUIBLY	196 634 104	90 248 520	46%	106 385 584	54%
58	NASSIAN	249 149 328	114 422 402	46%	134 726 926	54%
59	TEHINI	151 766 125	69 810 756	46%	81 955 369	54%
60	KONG	160 496 149	74 327 296	46%	86 168 853	54%
61	SAMATIGUILA	172 484 610	80 143 926	46%	92 340 684	54%
62	AYAME	322 447 225	150 798 349	47%	171 648 876	53%
63	TIORONARADOU- GOU	222 947 050	104 395 159	47%	118 551 891	53%
64	NIAKARA	279 321 326	131 505 802	47%	147 815 524	53%
65	LOGOUALE	292 509 576	137 743 273	47%	154 766 303	53%
66	SINEMATIALI	221 457 306	104 413 490	47%	117 043 816	53%
67	BEOUMI	295 606 383	139 992 973	47%	155 613 410	53%
68	KONGASSO	223 880 398	106 496 936	48%	117 383 462	52%
69	SIRASSO	245 323 658	116 980 855	48%	128 342 803	52%
70	OUANGOLO	511 234 505	243 983 332	48%	267 251 173	52%
71	BOCANDA	273 287 023	130 736 456	48%	142 550 567	52%
72	KOUASSI-DATEKRO	188 232 873	90 116 059	48%	98 116 814	52%
73	LAKOTA	391 630 648	187 515 096	48%	204 115 552	52%
74	GOHITAFLA	250 131 275	119 950 370	48%	130 180 905	52%
75	KOUMBORO	154 122 304	74 314 678	48%	79 807 626	52%
76	BONGOUANOU	436 355 214	212 707 834	49%	223 647 380	51%
77	ALEPE	412 059 743	201 532 738	49%	210 527 005	51%
78	BOOKO	220 463 509	107 998 055	49%	112 465 454	51%
79	TORTIYA	262 442 113	128 713 368	49%	133 728 745	51%
80	SARHALA	259 228 979	128 250 467	49%	130 978 512	51%

N°	COMMUNES	DÉPENSES TOTALES	FONCTION- NEMENT	TAUX	INVESTISSE- MENT	TAUX
81	KANAKONO	213 043 699	105 446 719	49%	107 596 980	51%
82	KARAKORO	244 119 931	120 831 222	49%	123 288 709	51%
83	DIDIEVI	290 719 053	144 221 393	50%	146 497 660	50%
84	BIANKOUMA	401 987 133	200 110 914	50%	201 876 219	50%
85	BOTRO	262 332 630	131 579 197	50%	130 753 433	50%
86	AGNIBILEKRO	610 025 927	308 003 276	50%	302 022 651	50%
87	HIRE	213 385 910	108 305 365	51%	105 080 545	49%
88	ASSINIE-MAFIA	744 402 630	377 973 171	51%	366 429 459	49%
89	FERKESSEDOUGOU	1 053 293 698	535 705 650	51%	517 588 048	49%
90	BONON	353 225 022	181 489 756	51%	171 735 266	49%
91	KANIASSO	271 114 753	139 400 750	51%	131 714 003	49%
92	DJIBROSSO	161 742 879	83 670 750	52%	78 072 129	48%
93	KOKUMBO	264 567 373	137 053 373	52%	127 514 000	48%
94	SAKASSOU	227 475 146	117 851 178	52%	109 623 968	48%
95	BETTIE	271 501 519	140 848 454	52%	130 653 065	48%
96	AFFERY	334 050 683	173 386 850	52%	160 663 833	48%
97	DIEGONEFLA	333 560 948	173 882 888	52%	159 678 060	48%
98	OURAGAHIO	302 531 638	159 415 708	53%	143 115 930	47%
99	KANI	266 681 937	141 726 348	53%	124 955 589	47%
100	BONIEREDOUGOU	228 140 184	121 442 232	53%	106 697 952	47%
101	NIELLE	286 218 199	153 329 485	54%	132 888 714	46%
102	BLOLEQUIN	343 107 858	184 807 330	54%	158 300 528	46%
103	SAIOUA	292 832 580	157 739 167	54%	135 093 413	46%
104	DABAKALA	248 219 149	133 803 504	54%	114 415 645	46%
105	FRONAN	248 219 149	133 803 504	54%	114 415 645	46%
106	GUIBEROUA	385 738 204	211 497 849	55%	174 240 355	45%
107	N'DOUCI	502 369 489	276 113 915	55%	226 255 574	45%
108	TENGRELA	312 352 982	171 874 098	55%	140 478 884	45%
109	SEGUELA	693 405 329	381 812 605	55%	311 592 724	45%
110	M'BAHIAKRO	234 851 908	129 473 692	55%	105 378 216	45%
111	FOUMBOLO	213 347 206	117 856 475	55%	95 490 731	45%
112	TOUBA	281 881 687	156 460 235	56%	125 421 452	44%
113	MAYO	189 359 479	106 265 520	56%	83 093 959	44%
114	ASSUEFRY	461 213 982	260 841 012	57%	200 372 970	43%
115	BODOKRO	153 235 210	86 686 610	57%	66 548 600	43%
116	BOUNA	276 180 174	156 288 021	57%	119 892 153	43%
117	NIABLE	1 385 223 449	783 917 910	57%	601 305 539	43%
118	BANGOLO	393 304 013	223 550 036	57%	169 753 977	43%
119	GUITRY	297 890 597	169 552 102	57%	128 338 495	43%
120	DJEBONOUA	161 804 196	92 108 506	57%	69 695 690	43%
121	NAPIE	231 569 183	132 088 679	57%	99 480 504	43%

N°	COMMUNES	DÉPENSES TOTALES	FONCTION- NEMENT	TAUX	INVESTISSE- MENT	TAUX
122	FACOBLY	120 529 502	68 799 072	57%	51 730 430	43%
123	ARRAH	407 213 318	233 472 133	57%	173 741 185	43%
124	TAFIRE	233 222 006	138 829 515	60%	94 392 491	40%
125	TIEBISSOU	256 649 389	153 009 632	60%	103 639 757	40%
126	DIABO	182 240 119	109 506 384	60%	72 733 735	40%
127	DAOUKRO	376 832 137	228 609 588	61%	148 222 549	39%
128	DANANE	479 772 208	291 431 315	61%	188 340 893	39%
129	YAKASSE-ATTOBROU	350 912 937	213 489 771	61%	137 423 166	39%
130	VAVOUA	419 810 708	255 447 145	61%	164 363 563	39%
131	TRANSUA	371 277 649	226 797 138	61%	144 480 511	39%
132	AZAGUIE	368 089 156	224 903 001	61%	143 186 155	39%
133	DALOA	2 070 090 673	1 265 513 119	61%	804 577 554	39%
134	AKOUPÉ	311 013 788	190 892 662	61%	120 121 126	39%
135	TAI	219 895 830	135 455 593	62%	84 440 237	38%
136	MAFERE	569 264 395	350 775 102	62%	218 489 293	38%
137	SINFRA	568 364 861	354 297 718	62%	214 067 143	38%
138	ZUENOULA	363 344 000	227 513 001	63%	135 830 999	37%
139	ADIAKE	691 948 976	434 333 675	63%	257 615 301	37%
140	TOUMODI	571 480 073	359 570 061	63%	211 910 012	37%
141	TANDA	474 971 890	304 194 802	64%	170 777 088	36%
142	DUEKOUÉ	781 168 032	504 065 207	65%	277 102 825	35%
143	BONOUA	876 788 562	568 177 744	65%	308 610 818	35%
144	MEAGUI	371 456 172	241 473 702	65%	129 982 470	35%
145	ODIENNE	402 875 314	262 280 311	65%	140 595 003	35%
146	DIVO	1 066 071 238	695 392 731	65%	370 678 507	35%
147	KOUN-FAO	205 573 939	134 143 855	65%	71 430 084	35%
148	OUME	390 435 254	255 213 257	65%	135 221 997	35%
149	DIANRA	138 528 679	91 264 992	66%	47 263 687	34%
150	GUIGLO	608 806 209	403 034 659	66%	205 771 550	34%
151	GUEYO	340 365 893	225 556 443	66%	114 809 450	34%
152	BOUNDIALI	317 962 770	210 990 690	66%	106 972 080	34%
153	DIKODOUGOU	121 963 247	81 364 888	67%	40 598 359	33%
154	NIOFOIN	139 164 486	93 114 501	67%	46 049 985	33%
155	ZOUAN-HOUNIEN	526 278 220	354 942 459	67%	171 335 761	33%
156	SONGON	755 497 781	512 366 401	68%	243 131 380	32%
157	BUYO	922 597 688	628 306 627	68%	294 291 061	32%
158	ABOISSO	1 368 536 821	940 755 721	69%	427 781 100	31%
159	GRAND-BEREBY	1 162 210 030	805 343 614	69%	356 866 416	31%
160	KORHOGO	1 730 326 328	1 201 529 049	69%	528 797 279	31%
161	KATIOLA	323 607 417	226 689 717	70%	96 917 700	30%
162	FRESCO	138 494 768	98 540 315	71%	39 954 453	29%

N°	COMMUNES	DÉPENSES TOTALES	FONCTION- NEMENT	TAUX	INVESTISSE- MENT	TAUX
163	TABOU	908 169 675	650 181 958	72%	257 987 717	28%
164	GRAABO	685 346 941	493 707 408	72%	191 639 533	28%
165	ISSIA	770 817 754	556 038 996	72%	214 778 758	28%
166	DIMBOKRO	683 625 625	493 713 843	72%	189 911 782	28%
167	BOUAFLE	890 671 179	643 520 161	72%	247 151 018	28%
168	BINGERVILLE	1 367 320 155	993 813 939	73%	373 506 216	27%
169	MINIGNAN	131 041 954	95 421 454	73%	35 620 500	27%
170	TIASSALE	986 941 190	723 138 424	73%	263 802 766	27%
171	BONDOUKOU	768 659 023	565 491 120	74%	203 167 903	26%
172	GUIEMBE	164 248 644	121 434 818	74%	42 813 826	26%
173	MANKONO	239 762 900	177 512 668	74%	62 250 232	26%
174	GRAND-LAHOU	423 490 527	313 560 866	74%	109 929 661	26%
175	SASSANDRA	614 807 115	458 496 411	75%	156 310 704	25%
176	AGBOVILLE	1 125 207 810	843 972 716	75%	281 235 094	25%
177	SOUBRE	1 158 646 330	877 894 225	76%	280 752 105	24%
178	ADZOPE	726 769 052	555 157 360	76%	171 611 692	24%
179	PORT-BOUET	16 178 108 913	12 365 718 895	76%	3 812 390 018	24%
180	ABENGOUROU	1 505 810 961	1 152 205 984	77%	353 604 977	23%
181	GRAND-BASSAM	1 209 437 972	942 431 517	78%	267 006 455	22%
182	ADJAME	3 214 410 885	2 511 793 978	78%	702 616 907	22%
183	BROBO	122 309 127	96 977 969	79%	25 331 158	21%
184	YAMOOUSSOUKRO	2 170 503 172	1 728 871 508	80%	441 631 664	20%
185	SIKENSI	416 826 417	335 255 211	80%	81 571 206	20%
186	KOUMASSI	4 696 140 619	3 846 979 311	82%	849 161 308	18%
187	TREICHVILLE	12 597 381 711	10 401 104 292	83%	2 196 277 419	17%
188	PLATEAU	15 106 087 407	12 541 661 551	83%	2 564 425 856	17%
189	MARCORY	11 674 991 986	9 755 989 746	84%	1 919 002 240	16%
190	DABOU	970 650 304	815 464 659	84%	155 185 645	16%
191	MAN	977 015 555	833 818 696	85%	143 196 859	15%
192	BOUAKE	3 325 730 231	2 839 562 600	85%	486 167 631	15%
193	GAGNOA	964 396 821	823 864 492	85%	140 532 329	15%
194	YOPOUGON	9 549 487 588	8 273 974 589	87%	1 275 512 999	13%
195	ATTECOUBE	1 460 555 481	1 275 546 228	87%	185 009 253	13%
196	COCODY	12 345 690 972	10 981 097 854	89%	1 364 593 118	11%
197	ANYAMA	807 399 354	730 395 786	90%	77 003 568	10%
198	SAN-PEDRO	2 128 741 973	1 937 574 640	91%	191 167 333	9%
199	TAABO	526 192 795	490 164 213	93%	36 028 582	7%
200	ABOBO	4 159 979 745	3 992 941 447	96%	167 038 298	4%
201	JACQUEVILLE	110 073 798	110 073 798	100%	0	0%
TOTAL GÉNÉRAL		175 174 275 343	127 908 767 748	73%	47 265 507 595	27%

PERFORMANCE RÉALISÉE PAR LES RÉGIONS DANS LE RECOUVREMENT DE LEURS RECETTES PROPRES

N°	RÉGIONS	RECETTES TOTALES	RECETTES PROPRES	TAUX
1	RÉGION DE SAN-PEDRO	2 603 850 047	89 179 018	3,42%
2	RÉGION DU HAUT SASSANDRA	3 063 308 548	83 287 800	2,72%
3	RÉGION LOH DJIBOUA	2 500 444 959	47 312 750	1,89%
4	RÉGION DU GOH	6 353 536 405	89 266 190	1,40%
5	RÉGION DU GBOKLE	3 122 904 865	39 523 200	1,27%
6	RÉGION DU CAVALLY	2 261 687 815	22 201 300	0,98%
7	RÉGION DE LA NAWA	3 957 246 329	37 855 820	0,96%
8	RÉGION INDENIE DJUABLIN	3 616 044 804	29 488 065	0,82%
9	RÉGION DU MORONOU	3 501 749 333	25 075 753	0,72%
10	RÉGION DU PORO	2 125 781 940	11 763 947	0,55%
11	RÉGION AGNEBY TIIASSA	3 428 112 398	15 237 500	0,44%
12	RÉGION DE LA ME	3 161 644 089	12 905 600	0,41%
13	RÉGION DU WORODOUGOU	2 585 260 491	10 205 555	0,39%
14	RÉGION SUD COMOË	3 143 121 513	12 172 410	0,39%
15	RÉGION DU TONKPI	3 651 002 101	12 413 875	0,34%
16	RÉGION N'ZI	2 987 252 718	10 153 425	0,34%
17	RÉGION DU GBEKE	9 523 929 958	32 035 600	0,34%
18	RÉGION DE L'IFFOU	3 430 911 182	11 292 200	0,33%
19	RÉGION DU BELIER	3 134 202 724	10 131 750	0,32%
20	RÉGION DU GUEMON	3 259 825 594	9 889 500	0,30%
21	RÉGION DE LA MARAHOUE	2 942 221 983	8 595 285	0,29%
22	RÉGION KABADOUGOU	1 931 109 517	5 491 725	0,28%
23	RÉGION DU GONTOUGO	3 704 650 792	9 791 340	0,26%
24	RÉGION DES GRANDS PONTS	2 978 738 168	7 646 500	0,26%
25	RÉGION DU BAFING	2 495 069 536	4 479 000	0,18%
26	RÉGION DU BERE	2 927 478 478	4 454 250	0,15%
27	RÉGION DE LA BAGOUE	2 794 088 571	1 625 000	0,06%
28	RÉGION DU FOLON	1 892 576 538	1 000 000	0,05%
29	RÉGION DU HAMBOL	3 483 618 000	1 822 000	0,05%
30	RÉGION DU TCHOLOGO	9 177 273 638	4 477 500	0,05%
31	RÉGION DU BOUNKANI	4 573 787 319	2 100 000	0,05%
TOTAL GÉNÉRAL		110 312 430 353	662 873 858	0,6%

Légende

 Proportion de recettes propres < 5%

PROPORTION DES DÉPENSES DE PERSONNEL DANS LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES RÉGIONS

N°	RÉGIONS	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SALAIRES	TAUX
1	RÉGION KABADOUGOU	859 610 223	175 379 026	20%
2	RÉGION DU TCHOLOGO	1 076 648 655	221 179 937	21%
3	RÉGION DU BAFING	971 838 108	215 651 020	22%
4	RÉGION DU PORO	945 085 316	218 825 574	23%
5	RÉGION DU GBEKE	1 000 899 374	235 486 324	24%
6	RÉGION DU BERE	788 433 245	188 697 547	24%
7	RÉGION DU BOUNKANI	1 095 603 147	265 275 220	24%
8	RÉGION DE LA BAGOUE	1 077 562 033	262 334 263	24%
9	RÉGION DU BELIER	1 011 253 433	251 172 565	25%
10	RÉGION DU FOLON	748 805 507	189 266 634	25%
11	RÉGION DU GOH	1 355 838 057	344 500 633	25%
12	RÉGION DU HAMBOL	1 129 915 256	298 776 712	26%
13	RÉGION INDENIE DJUABLIN	1 136 043 186	305 338 848	27%
14	RÉGION DE LA ME	1 034 715 907	281 606 471	27%
15	RÉGION N'ZI	992 105 337	270 665 622	27%
16	RÉGION DU GONTOUGO	1 189 868 915	325 461 740	27%
17	RÉGION DU WORODOUGOU	829 533 069	229 074 759	28%
18	RÉGION DU MORONOU	947 896 785	263 300 817	28%
19	RÉGION AGNEBY TIIASSA	1 121 009 504	317 140 888	28%
20	RÉGION DE L'IFFOU	1 040 293 976	296 724 137	29%
21	RÉGION SUD COMOE	1 189 472 024	343 623 404	29%
22	RÉGION DU HAUT SASSANDRA	1 359 520 648	393 594 077	29%
23	RÉGION DU GBOKLE	1 059 722 631	310 000 606	29%
24	RÉGION DES GRANDS PONTS	994 664 413	298 672 401	30%
25	RÉGION DE LA MARAHOUE	1 054 077 874	320 711 011	30%
26	RÉGION DU TONKPI	1 253 897 413	401 334 915	32%
27	RÉGION DE SAN-PEDRO	1 067 167 033	363 518 048	34%
28	RÉGION DU CAVALLY	970 667 655	332 994 807	34%
29	RÉGION DU GUEMON	1 149 809 396	394 696 897	34%
30	RÉGION LOH DJIBOUA	1 094 196 541	396 450 267	36%
31	RÉGION DE LA NAWA	1 065 556 348	408 508 350	38%
TOTAL GÉNÉRAL		32 611 711 009	9 119 963 520	28%

Légende

	Taux <= 30%
	Taux > 30%

ÉTAT DES SUBVENTIONS 2022 AUX RÉGIONS

N°	RÉGIONS	SUBVENTIONS
1	RÉGION DE SAN-PEDRO	1 792 191 521
2	RÉGION AGNEBY TIASSA	1 699 458 009
3	RÉGION DE L'IFFOU	1 521 776 970
4	RÉGION DE LA BAGOUE	1 542 968 604
5	RÉGION DE LA MARAHOUE	2 364 045 852
6	RÉGION DE LA ME	1 165 256 682
7	RÉGION DE LA NAWA	1 664 938 306
8	RÉGION DES GRANDS PONTS	1 638 790 129
9	RÉGION DU BAFING	1 377 054 704
10	RÉGION DU BELIER	1 554 011 274
11	RÉGION DU BERE	1 595 452 609
12	RÉGION DU BOUNKANI	2 063 200 954
13	RÉGION DU CAVALLY	1 630 854 735
14	RÉGION DU FOLON	1 346 217 434
15	RÉGION DU GBEKE	1 855 307 112
16	RÉGION DU GBOKLE	1 546 933 695
17	RÉGION DU GOH	1 708 554 195
18	RÉGION DU GONTOUGO	1 714 421 392
19	RÉGION DU GUEMON	1 620 701 413
20	RÉGION DU HAMBOL	1 560 932 439
21	RÉGION DU HAUT SASSANDRA	1 994 316 222
22	RÉGION DU MORONOU	1 433 162 817
23	RÉGION DU PORO	1 569 235 308
24	RÉGION DU TCHOLOGO	4 629 984 493
25	RÉGION DU TONKPI	1 849 256 850
26	RÉGION DU WORODOUGOU	1 577 598 578
27	RÉGION INDENIE DJUABLIN	1 704 098 253
28	RÉGION KABADOUGOU	1 380 468 462
29	RÉGION LOH DJIBOUA	1 749 931 068
30	RÉGION N'ZI	1 696 831 258
31	RÉGION SUD COMOE	1 833 465 063
TOTAL GÉNÉRAL		54 381 416 401

PROPORTION DES DÉPENSES PAR NATURE DANS LES DÉPENSES TOTALES DES RÉGIONS

N°	RÉGIONS	DÉPENSES TOTALES	FONCTION NEMENT	TAUX	INVESTIS SEMENT	TAUX
1	RÉGION DU TCHOLOGO	5 239 339 278	1 076 648 655	21%	4 162 690 623	79%
2	RÉGION DU GBEKE	3 693 906 481	1 000 899 374	27%	2 693 007 107	73%
3	RÉGION DU HAMBOL	3 434 717 000	1 129 915 256	33%	2 304 801 744	67%
4	RÉGION DU BERE	2 281 368 041	788 433 245	35%	1 492 934 796	65%
5	RÉGION DES GRANDS PONTS	2 388 029 589	994 664 413	42%	1 393 365 176	58%
6	RÉGION DU FOLON	1 760 088 925	748 805 507	43%	1 011 283 418	57%
7	RÉGION DU PORO	2 125 781 940	945 085 316	44%	1 180 696 624	56%
8	RÉGION N'ZI	2 217 277 111	992 105 337	45%	1 225 171 774	55%
9	RÉGION DU GUEMON	2 553 369 333	1 149 809 396	45%	1 403 559 937	55%
10	RÉGION DU MORONOU	2 095 730 778	947 896 785	45%	1 147 833 993	55%
11	RÉGION DE LA ME	2 284 643 466	1 034 715 907	45%	1 249 927 559	55%
12	RÉGION DU WORODOUGOU	1 829 494 636	829 533 069	45%	999 961 567	55%
13	RÉGION DE L'IFFOU	2 275 999 696	1 040 293 976	46%	1 235 705 720	54%
14	RÉGION DE LA MARAHOUÉ	2 225 804 989	1 054 077 874	47%	1 171 727 115	53%
15	RÉGION INDENIE DJUABLIN	2 378 797 114	1 136 043 186	48%	1 242 753 928	52%
16	RÉGION DE LA NAWA	2 222 901 312	1 065 556 348	48%	1 157 344 964	52%
17	RÉGION DU GOH	2 824 177 367	1 355 838 057	48%	1 468 339 310	52%
18	RÉGION DU CAVALLY	1 943 400 834	970 667 655	50%	972 733 179	50%
19	RÉGION DU GBOKLE	2 115 363 198	1 059 722 631	50%	1 055 640 567	50%
20	RÉGION DU TONKPI	2 485 049 864	1 253 897 413	50%	1 231 152 451	50%
21	RÉGION LOH DJIBOUA	2 133 691 133	1 094 196 541	51%	1 039 494 592	49%
22	RÉGION KABADOUGOU	1 668 549 446	859 610 223	52%	808 939 223	48%
23	RÉGION SUD COMOE	2 280 068 505	1 189 472 024	52%	1 090 596 481	48%
24	RÉGION DU BAFING	1 759 655 835	971 838 108	55%	787 817 727	45%
25	RÉGION DU BELIER	1 804 273 146	1 011 253 433	56%	793 019 713	44%
26	RÉGION DU HAUT SASSANDRA	2 394 369 046	1 359 520 648	57%	1 034 848 398	43%
27	RÉGION AGNEBY TIASSA	1 897 256 167	1 121 009 504	59%	776 246 663	41%
28	RÉGION DE SAN-PEDRO	1 710 167 207	1 067 167 033	62%	643 000 174	38%
29	RÉGION DU BOUNKANI	1 702 127 102	1 095 603 147	64%	606 523 955	36%
30	RÉGION DU GONTOUGO	1 847 156 288	1 189 868 915	64%	657 287 373	36%
31	RÉGION DE LA BAGOUE	1 652 956 477	1 077 562 033	65%	575 394 444	35%
TOTAL GÉNÉRAL		71 225 511 304	32 611 711 009	46%	38 613 800 295	54%

PROPORTION DES DÉPENSES PAR NATURE DANS LES DÉPENSES TOTALES DES DISTRICTS

N°	DISTRICTS	DÉPENSES TOTALES	FONCTION NEMENT	TAUX	INVESTIS SEMENT	TAUX
1	DISTRICT AUTONOME DES SAVANES	1 131 994 532	465 059 255	41%	666 935 277	59%
2	DISTRICT AUTONOME DU DENGUELE	1 151 167 395	479 089 861	42%	672 077 534	58%
3	DISTRICT AUTONOME DE LA VALLEE BANDAMAN	1 015 984 664	498 531 319	49%	517 453 345	51%
4	DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN	48 060 343 431	23 606 797 171	49%	24 453 546 260	51%
5	DISTRICT AUTONOME MONTAGNE	1 515 406 551	920 842 406	61%	594 564 145	39%
6	DISTRICT AUTONOME BAS SASSANDRA	893 775 456	547 625 119	61%	346 150 337	39%
7	DISTRICT AUTONOME DES LACS	1 334 715 923	817 857 926	61%	516 857 997	39%
8	DISTRICT AUTONOME DE LA COMOE	1 457 528 619	918 705 319	63%	538 823 300	37%
9	DISTRICT AUTONOME DE GOH DJIBOUA	1 697 001 391	1 070 686 945	63%	626 314 446	37%
10	DISTRICT AUTONOME DU ZANZAN	875 399 707	590 925 149	68%	284 474 558	32%
11	DISTRICT AUTONOME DES LAGUNES	688 565 960	491 569 651	71%	196 996 309	29%
12	DISTRICT AUTONOME DE YAMOUSSOUKRO	4 944 965 684	3 669 385 242	74%	1 275 580 442	26%
13	DISTRICT AUTONOME DU WORABA	897 647 419	709 647 699	79%	187 999 720	21%
14	DISTRICT AUTONOME SASSANDRA MARAHOUE	756 720 246	648 816 750	86%	107 903 496	14%
TOTAL GÉNÉRAL		66 421 216 978	35 435 539 812	53%	30 985 677 166	47%

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	: Opérations budgétaires en recettes des collectivités décentralisées au 31 décembre 2022	44
Tableau 2	: Opérations budgétaires en dépenses des collectivités décentralisées au 31 décembre 2022	45
Tableau 3a	: Situation des prévisions de recettes des collectivités décentralisées	50
Tableau 3b	: Décomposition des recettes diverses des collectivités décentralisées au titre de l'année 2022.....	51
Tableau 3c	: Répartition des prévisions de recettes propres par catégorie de collectivités au titre de l'année 2022.....	52
Tableau 3d	: Décomposition du budget des collectivités décentralisées par nature de recettes	53
Tableau 4	: Situation des prévisions budgétaires de dépenses des collectivités décentralisées pour l'exercice 2022.....	54
Tableau 5	: Part de la masse salariale dans le budget de fonctionnement par catégorie de collectivités décentralisées pour l'exercice 2022	56
Tableau 6a	: Évolution de la masse salariale dans le budget global de fonctionnement par catégorie de collectivités décentralisées de 2020 à 2022 (%)	57
Tableau 6b	: Évolution des proportions de la masse salariale dans le budget de fonctionnement par catégorie de collectivités décentralisées de 2020 à 2022.....	58
Tableau 7	: Situation comparée des recettes propres et des dépenses de personnel des collectivités décentralisées	59
Tableau 8	: Situation du recouvrement par nature de ressources au 31 décembre 2022	63
Tableau 9	: Évolution des transferts de l'État de 2020 à 2022.....	63
Tableau 10	: Situation du recouvrement des recettes diverses au 31 décembre 2022.....	64
Tableau 11	: Évolution des proportions des transferts de l'État dans le budget général de 2020 à 2022	65
Tableau 11a	: Proportion des subventions aux collectivités décentralisées dans le budget général de l'État de 2020 à 2022	65
Tableau 11b	: Proportion des quotes-parts d'impôts retrocedés aux collectivités décentralisées dans le budget général de l'État de 2020 à 2022	65
Tableau 12	: Proportion du recouvrement par nature de recettes	66
Tableau 13	: Proportion des recettes propres des collectivités par catégorie dans le recouvrement global	66
Tableau 14	: Situation des réalisations des recettes par catégorie de collectivités décentralisées au 31 décembre 2022.....	67
Tableau 14a	: Proportion des recettes par nature dans le recouvrement global des communes	67
Tableau 14b	: Proportion des recettes par nature dans le recouvrement global des régions.....	69

Tableau 14c : Proportion des recettes par nature dans le recouvrement global des districts autonomes	71
Tableau 15 : Situation des dépenses des collectivités décentralisées par nature au 31 décembre 2022.....	72
Tableau 16 : Proportion des mandatements des collectivités décentralisées par nature de dépenses	72
Tableau 17 : Situation des dépenses par catégorie de collectivités au 31 décembre 2022	73
Tableau 18 : Situation des dépenses des communes par nature	74
Tableau 19 : Situation des dépenses des régions par nature.....	75
Tableau 20 : Situation des dépenses des districts autonomes par nature	77
Tableau 21 : Résultat de l'exécution du budget global des collectivités décentralisées au 31 décembre 2022	81
Tableau 22 : Situation globale des remboursements du FPCL par les communes bénéficiaires au 31 décembre 2022	82
Tableau 23 : Situation comparée des recettes propres et des dépenses de fonctionnement des collectivités décentralisées	83
Tableau 24 : Fonds de roulement des collectivités décentralisées au 31 décembre 2022.....	84
Tableau 25 : Tableau comparé des finances locales par rapport aux finances de l'État	93
Tableau 26 : Tableau des ratios	93

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1	: Prévisions et recouvrement des recettes (en milliards de FCFA).....	44
Graphique 2	: Dotations, mandatements et règlements des dépenses (en milliards de FCFA)	45
Graphique 3a1	: Prévisions des recettes des collectivités décentralisées pour l'exercice 2022 (en milliards de FCFA)	50
Graphique 3a2	: Répartition des prévisions de recettes par catégorie de collectivités décentralisées.....	50
Graphique 3b	: Décomposition des recettes diverses des collectivités décentralisées au titre de l'année 2022	51
Graphique 3c	: Répartition des prévisions de recettes propres par catégorie de collectivités au titre de l'année 2022	52
Graphique 3d1	: Décomposition du budget des collectivités décentralisées par nature de recettes (en milliards de FCFA)	53
Graphique 3d2	: Proportion des natures de recettes dans le budget des collectivités décentralisées	53
Graphique 4	: Prévisions de dépenses des collectivités décentralisées.....	54
Graphique 5a	: Part de la masse salariale dans le budget de fonctionnement par catégorie de collectivités décentralisées pour l'exercice 2022 (en milliards de FCFA).....	56
Graphique 5b	: Proportion de la masse salariale dans le budget de fonctionnement par catégorie de collectivités décentralisées	56
Graphique 6a	: Évolution des proportions de la masse salariale dans le budget global de fonctionnement de 2020 à 2022	57
Graphique 6b	: Évolution des proportions de la masse salariale dans le budget de fonctionnement de 2020 à 2022 par catégorie de collectivités décentralisées	58
Graphique 7	: Situation comparée des recettes propres et des dépenses de personnel des collectivités décentralisées	59
Graphique 8	: Évolution des transferts de l'État (quotes-parts et subventions) de 2020 à 2022	64
Graphique 9	: Proportion du recouvrement par nature de recettes	66
Graphique 10a	: Répartition des recettes par nature dans le recouvrement global (en milliards FCFA)	68
Graphique 10b	: Proportion des recettes des communes par nature	68
Graphique 11a	: Répartition des recettes par nature dans le recouvrement global des régions (en milliards FCFA)	69
Graphique 11b	: Proportion des recettes par nature dans le recouvrement	70
Graphique 12a	: Répartition des recettes par nature dans le recouvrement.....	71

Graphique 12b : Proportion des recettes par nature dans le recouvrement global des districts autonomes	71
Graphique 13 : Proportion des mandatements par nature de dépenses	72
Graphique 14 : Situation des dépenses des communes par nature (en milliards de FCFA)	74
Graphique 15 : Situation des dépenses des régions par nature (en milliards de FCFA)	76
Graphique 16 : Situation des dépenses des districts autonomes par nature (en milliards de FCFA)	77
Graphique 17 : Proportion de l'excédent par nature de collectivités	81
Graphique 18 : Situation comparée des recettes propres et des dépenses de fonctionnement des collectivités décentralisées (en milliards de FCFA)	84
Graphique 19 : Comparaison des fonds de roulement des différentes catégories de collectivités décentralisées au 31 décembre 2022 (en milliards de FCFA)	85

QUELQUES RÉALISATIONS DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES



Réhabilitation des locaux de la Mairie d'Abobo



Réhabilitation des locaux de la Mairie de Yopougon



Réhabilitation des locaux de la Mairie de Bouaké



Réhabilitation des locaux de la Mairie de Yopougon



Réhabilitation des locaux de la Mairie de Cocody



Réhabilitation des locaux de la Mairie de M'bengué

QUELQUES ACTIVITÉS DES ACTEURS DE LA DÉCENTRALISATION



Participation du Trésor Public au lancement des conférences budgétaires des Collectivités Territoriales



Atelier de validation des rapports annuels sur la gestion financière et comptable des collectivités décentralisées



Participation du Trésor Public au partage d'expériences avec le Fonds d'équipements et d'investissements communal (FEICOM)

**CRÉEZ VOTRE
COMPTE**

**TRÉSORPAY-TRÉSORMONEY
PAR CODE USSD**

***760#**

TRÉSORPAY - TRÉSORMONEY
Disponible sur App Store Disponible sur Google play

TrésorPay
<https://pay.tresor.gouv.ci>

Syntaxes

Enseignement technique

- » Frais d'examen : *760*2*3#
- » Frais de concours : *760*2*3#
- » Frais d'inscription : *760*2*3#

Enseignement supérieur

- » Frais de pré-inscription : *760*2*3#
- » Frais d'inscription : *760*2*5*2*1#
- » Frais de soutenance BTS : *760*2*5*2*2#
- » Frais d'examen BTS : *760*2*5*2*3#

Santé

- » Actes de santé : *760*2*5*4#

Éducation nationale

- » Frais d'inscription : *760*2*5*1*1#
- » Frais de Bonamas : *760*2*5*1*2#
- » Frais d'examen : *760*2*5*1*3#

Contraventions

- » Vidéo verbalisation : *760*2*5*3#
- » Amendes forfaitaires : *760*2*3#

EPN (INFAS, ESATIC, INJS, INFPA, ISTC ...)

- » Frais de concours, inscription,
scolarité, autres frais : *760*2*3#